

Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

ANNÉE SCOLAIRE 1902-1903. — N° 173

DES LOIS D'ASSURANCES SOCIALES ET OUVRIÈRES ALLEMANDES

(Maladie. — Vieillesse. — Invalidité. — Accidents)

Des Établissements thérapeutiques

CRÉÉS PAR LES CAISSES D'ASSURANCES EN ALLEMAGNE

*Note du Laboratoire d'hygiène, de l'Hôpital d'accidents du travail
et d'un voyage d'études en Allemagne.*

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le samedi 11 Juillet 1903

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Pierre CHARMONT

Chef de clinique chirurgicale de l'Hôpital d'accidents du travail (Saint-Luc).

Né à Tournus (Saône-et-Loire), le 18 janvier 1875.



LYON

A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée

—
1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026



Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

ANNÉE SCOLAIRE 1902-1903. — N° 173

DES LOIS D'ASSURANCES SOCIALES ET OUVRIÈRES ALLEMANDES

(Maladie. — Vieillesse. — Invalidité. — Accidents)

Des Établissements thérapeutiques

CRÉÉS PAR LES CAISSES D'ASSURANCES EN ALLEMAGNE

*Note du Laboratoire d'hygiène, de l'Hôpital d'accidents du travail
et d'un voyage d'études en Allemagne.*

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le samedi 11 Juillet 1903

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Pierre CHARMONT

Chef de clinique chirurgicale de l'Hôpital d'accidents du travail (Saint-Luc).

Né à Tournus (Saône-et-Loire), le 18 janvier 1875.



LYON

A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée

—
1903

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET DOYEN.
LACASSAGNE ASSESSEUR

Professeurs honoraires

MM. PAULET, CHAUVEAU.

Professeurs

	MM.
Cliniques médicales	{ LÉPINE. BONDET. BARD. PONCET. JABOULAY.
Cliniques chirurgicales	{ FOUCHIER. GAYET. GAILLETON. PIERRET. WEILL. MONOYER. HUGOUNENQ. CAZENEUVE. X.
Clinique obstétricale et Accouchements	LORTET.
Clinique ophtalmologique	TESTUT.
Cliniques des maladies cutanées et syphilitiques	RENAUT.
Clinique des maladies mentales	MORAT.
Clinique des maladies des enfants	TEISSIER.
Physique médicale	AUGAGNEUR.
Chimie médicale et pharmaceutique	MAYET.
Chimie organique et Toxicologie	TRIPPIER.
Matière médicale et Botanique	POLLOSSON (Maurice).
Parasitologie	ARLOING.
Anatomie	LACASSAGNE.
Anatomie générale et Histologie	COURMONT (J.).
Physiologie	SOULIER.
Pathologie interne	FLORENCE.
Pathologie externe	
Pathologie et Thérapeutique générales	
Anatomie pathologique	
Médecine opératoire	
Médecine expérimentale et comparée	
Médecine légale	
Hygiène	
Thérapeutique	
Pharmacologie	

Professeur adjoint

Physiologie, cours complémentaire DOYON.

Chargés de cours complémentaires

Clinique des maladies des femmes	MM. POLLOSSON (A.), agrégé.
Maladies des voies urinaires	CHANDELUX, —
Maladies des oreilles, du nez et du larynx	LANNOIS, —
Propédeutique médicale	ROQUE, —
Propédeutique chirurgicale	ROLLET, —
Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN, —
Anatomie pathologique	DEVIC, —
Accouchements	FABRE, —
Botanique	BEAUVISAGE, —

Agrégés

MM.	MM.	MM.	MM.
ROUX	SIRAUD	BÉRARD	VILLARD
COLLET	DURAND	SAMBUC	TIXIER
BOYER	PIC	BORDIER	FABRE
BARRAL	PAVIOT	COURMONT (P.)	REGAUD
MOREAU	NOVE-JOSSERAND	CHATIN	CAUSSE, ch...
VALLAS			

M. BEAUDUN, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. J. COURMONT, président ; SIRAUD, assesseur ;

MM. P. COURMONT et CHATIN, agrégés.

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MEMOIRE DE MON PÈRE

Mon plus cher et pieux souvenir.

A MA GRAND'MÈRE ET A MA MÈRE

Ma plus affectueuse tendresse.

A MON FRÈRE

M. Joseph CHARMONT

Professeur de droit à l'Université de Montpellier

*Maintenant le chef de notre famille, avec
mes plus sincères remerciements, l'ex-
pression de ma fraternelle amitié.*



LETTRE DE SON EXCELLENCE M. LE Dr BÖDIKER

Conseiller intime supérieur du gouvernement
Ancien président de l'Office impérial des assurances

MONSIEUR,

Vous m'avez demandé quelques observations afin de vous en valoir pour un travail d'intérêt social dont vous vous occupez. C'est avec plaisir que je me rends à vos vœux et je peux le faire facilement en répétant ce que j'ai déjà dit à une dame de vos compatriotes.

D'après moi les pays civilisés souffrent du mal que la situation matérielle des classes inférieures ne s'est pas améliorée dans la même mesure que celles-ci ont fait des progrès intellectuels. Le progrès général d'intelligence a surpassé considérablement celui de la prévoyance matérielle. Le nègre ou même le paysan de l'intérieur de la Russie séparé du monde entier ne sent que peu ou point sa position très peu plaisante. Il lui manque la mesure par laquelle il puisse constater que sa position est fâcheuse ; il ne voit pas

autour de lui beaucoup de ce qui est meilleur et il se contente de son sort.

Il en est tout autrement des ouvriers des régions civilisées. Ils sont instruits à l'école, par la presse, par leurs rapports journaliers ; leurs prétentions augmentent ; le mécontentement s'éveille et à la fin des comptes, le mécontentement est un élément indispensable au progrès.

Or, il s'agit de tenir compte de ce mécontentement des larges classes, d'envisager leur position économique et d'améliorer celle-ci dans l'intérêt de la nation (de l'Etat).

Ne rien faire ou peu faire à cet égard, c'est de ne pas combattre la disproportion existante entre l'intelligence et la position matérielle.

On nous montre la Belgique. Mais en Belgique le parti libéral ou le parti clérical, s'appuyant uniformément l'un et l'autre sur une bourgeoisie qui, je crois, pense trop à elle-même, n'ont pas atteint grand'chose jusqu'à présent, et l'état des choses n'y donne nullement cause à se réjouir ; au contraire, je le considère comme assez difficile. Lorsque j'étais sous-préfet dans la province rhénane, j'ai vu de tout près comment on démolit et mit à feu en Belgique, fabriques, habitations de fabricants et couvents. Certes, chez vous, en France, les classes inférieures sont fort avancées au point de vue d'intelligence, comme il n'en pourrait être autrement avec votre devise « égalité, etc. », et j'ajoute qu'en elle-même je regarde cette circonstance comme favorable. Mais l'initiative privée à elle seule n'arrivera jamais au bout de la maladie sociale qui existe aussi chez vous, et dont le symptôme le plus grave en général, est l'anarchisme. Vous devrez toucher plus profondément et si l'opération sociale est vraiment nécessaire, il faudra résolument saisir le couteau.

*
* *

En Allemagne, la décentralisation communale et les corporations n'ont nullement décidé le bon succès de l'assurance sociale. A vrai dire, l'organisation de cette assurance est une création tout à elle, et je pourrais bien imaginer qu'en France aussi, une main forte puisse atteindre quelque chose de semblable, sinon d'égal. Mais la main forte chez vous fait défaut et l'on s'en rapporte en outre aux mœurs et à l'esprit français pour expliquer l'aversion contre l'assurance obligatoire. Il est vrai que les lois doivent, en général, se conformer aux mœurs. Mais d'autre part les mœurs sont aussi réglées par des lois éclairées, en Allemagne, par exemple, l'enseignement et le service militaire obligatoires, l'obligation générale de déclarer les revenus et d'en payer les impôts, et, pour remonter plus loin, l'abolition du servage ayant complètement révolutionné les mœurs par la voie législative ; et pour sûr, les mœurs nouvelles opposées aux anciennes ont pénétré dans la chair et le sang du peuple, pour son salut et son bonheur, il me semble.

S'il est faux de mettre de côté légèrement les mœurs, il n'est pas moins faux de capituler devant elles. Quelles mœurs n'y avait-il pas à votre cour et à d'autres cours royales et qui pénétraient de là dans le peuple ? Les temps ont changé. Et si la prévoyance radicale dans l'intérêt des ouvriers est le principe supérieur passant au-dessus de toute autre chose, il faut briser toutes les chaînes pour faire valoir ce principe. Le théorème si souvent employé et aussi souvent mal compris que « la fin justifie les moyens » devient péremptoire dans ce domaine d'économie politique et bien loin de dire

que « la force prime le droit », je dirai ici que « le droit des classes ouvrières, de demander une meilleure prévoyance prime la force, la force des mœurs et des habitudes ».

Personnellement, je suis d'avis qu'aussi dans votre beau pays, l'idée de compulsion, l'assurance obligatoire gagnera de plus en plus des amis, non parce que l'exemple d'Allemagne soit contagieux, mais parce qu'après tout, comme l'expérience l'enseigne, presque rien de bon ne se produit dans la vie humaine sans l'obligation. J'aimerais voir quelgenre d'ordre règnerait à l'école ou au bureau, si les enfants, les employés, les négociants n'avaient pas leurs horaires fixés. Et par moi-même j'éprouve le fait régulièrement, que le matin où le gymnaste vient me voir, je fais bravement mes exercices de gymnastique avec lui ; les autres jours où il ne vient pas, je ne me soucie point de ces exercices dont je pourrais très bien faire quelques-uns à moi seul.

Rome n'a pas été bâtie en un jour. Si des hommes comme vous, Monsieur, et tant d'autres de vos compatriotes que j'ai l'honneur de connaître et d'estimer inscrivent sur leurs étendards l'accomplissement et l'amélioration du sort des classes ouvrières, le succès ne tardera pas à venir.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Votre très dévoué,
D^r Bödiker.

PRÉFACE

A la fin de mes études médicales j'ai eu le bonheur grâce à la demande bienveillante de M. le professeur Lortet, doyen de la Faculté de médecine de Lyon, d'être accrédité auprès du gouvernement allemand, pour un voyage d'étude, je ne sais comment reconnaître ce bienfait. Le travail qui va suivre sera le résultat de mes observations en Allemagne sur les lois d'assurances sociales qui fonctionnent déjà depuis vingt ans dans ce pays. Pourquoi ai-je intitulé ce modeste ouvrage : *Des lois d'assurances sociales et ouvrières et des établissements thérapeutiques des caisses d'assurances en Allemagne* ? C'est qu'en dehors des lois bienfaisantes, les caisses d'assurances avaient par une évolution transformé l'hospitalisation.

Les malades qui étaient des ouvriers et qui également faisaient partie des directions des caisses, tenaient à ce qu'ils soient regardés comme des associés et que soient réformés les abus que l'on voyait dans les établissements de l'Assistance publique ou de la charité privée.

Ce changement dans l'organisation hospitalière ne s'était pas fait sans produire une amélioration

dans la thérapeutique et la spécialisation médicale.

Depuis l'exposition de 1900 la question du sanatorium qui agitait de violentes polémiques en France était très bien connue, mais il était un autre fait peu développé, peu décrit, celui des hôpitaux d'accidents du travail.

Les caisses corporatives allemandes obtenaient d'excellents résultats avec leurs méthodes de traitement. C'est pourquoi j'ai cru qu'il serait intéressant pour nous en France qui avons actuellement cette seule obligation d'étudier et de montrer ce que nous pouvions faire dans cette voie, en indiquant les résultats obtenus chez nos voisins.

C'est aussi pourquoi je me suis étendu un peu longuement sur cette branche de l'assurance ouvrière.

J'espère que ce travail que j'ai fait avec toute conscience, où j'ai cherché à indiquer ce que j'avais vu et les profits que l'on en avait retirés, sera bien accueilli.

Les compagnies d'assurances pourront, je l'espère, se rendre compte du grand rôle social qui leur incombe en France, et je crois qu'elles auront grand avantage à suivre l'exemple des caisses professionnelles allemandes.

Quant aux ouvriers, je leur ai montré que, loin de fuir les organisations semblables, ils pouvaient être certains d'y trouver une amélioration énorme, soit comme santé, soit comme rapports avec les compagnies.

Cela est si vrai qu'ici à Lyon, depuis l'édification des dispensaires et de l'hôpital des accidents du tra-

vail, nous voyons venir à nous avec une entière liberté des masses de blessés.

Les sociétés de secours mutuels elles-mêmes, qui recherchent toujours les moyens de procurer des avantages à leurs membres, pourront trouver dans cet ouvrage, je le souhaite, quelques idées pour l'extension du rôle qui leur est dévolu dans notre pays.

Je ne voudrais à aucun prix manquer de reconnaissance et je dois remercier particulièrement M. le Dr Bœdiker qui a bien voulu, par sa lettre si aimable, faire la préface de ce livre.

Mon frère, M. Charmont, professeur de droit de l'Université de Montpellier, dans sa bonté à mon égard, a écrit cette introduction où, d'une façon claire et précise, il a montré comment en économie sociale les lois ouvrières allemandes sont venues transformer les idées de l'Assistance publique. En lui dédiant ce livre, il comprendra ma reconnaissance.

J'ai cherché dans les pages de ce volume à indiquer les moyens d'assurer la paix sociale.

L'œuvre des assurances en Allemagne a été votée parfois à l'unanimité moins deux ou trois voix par le Reichstag.

Le parti du centre catholique allemand en soutenant ces idées libérales a obtenu une grande puissance dans ce pays.

Pourquoi en France ne ferions-nous pas une union si désirée dans ces questions sociales ?

Bien des haines, bien des violences s'apaiseraient, et je serai heureux si j'ai pu dans une faible mesure y contribuer.

Que M. Gœbel, président de l'Office impérial, que M. le professeur Pannitz, directeur de la Ligue internationale de la tuberculose, reçoivent mes plus sincères remerciements pour le concours si grand qu'ils m'ont donné en Allemagne.

MM. Bielefeldt, Zacher, Hartmann, par leurs travaux, par leurs conversations m'ont aidé à former ce travail, qu'ils me permettent de les remercier.

Dans les visites que j'ai faites dans les organisations hospitalières ou autres, j'ai trouvé partout un accueil d'une bonté plus que grande, que ce soit le professeur Lederrhose, le professeur Oberts, le Dr Koechlin, partout ils m'ont guidé et j'ai emprunté beaucoup à leurs merveilleux travaux.

Je ne voudrais pas oublier aussi M. de Petter, le directeur de la maison française Thierry et Sigrand à Berlin (1).

Lui et tout son personnel se sont mis à ma disposition et m'ont facilité ma tâche. Que M^{me} et M. de Petter reçoivent l'assurance de mon entier dévouement.

Je désire avant de terminer ces quelques lignes jeter un coup d'œil en arrière sur le cours de mes études médicales. J'ai trouvé tant de bienveillance dans cette école lyonnaise, que je prie mes maîtres, si un oubli existe dans mes remerciements, de bien vouloir me le pardonner. Je devrais les citer tous.

J'ai eu une grande tristesse, c'est celle de la mort

(1) Je remercie M. Stokes, le directeur de la maison Thierry et Sigrand à Lyon, qui me permit d'entrer en relations avec M. de Petter qui me fut d'un si grand secours.

de mon regretté maître Ollier ; pendant les quatre années que j'ai passées dans son service, il a été pour moi d'une bonté telle, il m'a reçu chez lui ainsi que M^{me} Ollier avec tant de bienveillance, que je prie M. le professeur agrégé Chatin, son gendre, de présenter à M^{me} Ollier l'assurance de ma plus sincère reconnaissance.

M. le professeur agrégé Chatin a bien voulu faire partie de mon jury de thèse ; cela a été une joie pour moi.

M. le professeur Courmont, qui me fait l'honneur de présider ma thèse, et son frère M. Paul Courmont, professeur agrégé, qui m'ont indiqué et m'ont guidé pour mon voyage en Allemagne soient assurés de ma plus sincère gratitude.

Je dois également une profonde reconnaissance au D^r Martel, chirurgien-major des hôpitaux de Saint-Etienne, qui lorsqu'il était chef de clinique de M. Ollier à Lyon me soigna et grâce à Dieu me guérit lorsque je fus atteint d'une terrible piqûre anatomique.

Comment pourrais-je reconnaître son dévouement et sa bonté ? Qu'il soit certain de ma profonde amitié.

M. le professeur Bard, M. le professeur Arloing, M. le professeur agrégé Gangolphe, M. le D^r Viennois, M. le professeur Weill, M. le chirurgien des hôpitaux Aubert, tous m'ont montré tant de bienveillance que maintenant je ne sais comment leur faire part de mes sentiments de respectueux attachement.

Je viens d'avoir une grande joie et je la dois à mon maître si bon pour moi M. le professeur agrégé Siraud. Pendant toutes mes études combien de fois

avec un maître aimé et disparu aussi, M. le professeur Crolas, ils m'ont aidé et soutenu dans mes études médicales ; j'ai une grande joie au début de ma carrière, dis-je, c'est la nomination de chef de clinique chirurgicale que vient de me faire le Conseil d'administration de l'hôpital des accidents du travail sur la demande de M. Siraud, son chirurgien en chef.

Je tâcherai de prouver à M. le professeur agrégé Siraud, que je ne suis pas un ingrat.

Combien je laisse de bienfaits dans l'ombre, combien j'ai ressenti partout de l'attachement, du secours, de l'amitié et de la tendresse ! Que tous, vous qui me connaissez, sachiez que mon dévouement et ma reconnaissance passeront toujours avant mes intérêts.

Vous, mon ami Savigneux, toi, mon ami Dr Joseph Louis, qui as vécu de ma vie de collègue, d'études, je suis certain que vous vous en porterez garant, car j'espère que nous continuerons toujours cette douce camaraderie. Merci à mon beau-frère F. Berenger et à ma sœur de tout ce qu'ils ont fait pour moi. Toi, mon cher cousin Charles Demouchy, qui commences tes études de médecine, je souhaite à ta mère si bonne pour moi de te voir soutenu par tes maîtres comme je l'ai été et j'espère que tu auras du succès.

A toi ma Mère, à toi Grand'Mère, j'ai dédié mon travail. Ma chère mère, je suis heureux et triste à la fois, heureux si je te procure un peu de bonheur que tu mérites tant, triste de ne plus avoir mon père pour participer à nos joies.

PIERRE CHARMONT.

INTRODUCTION

Aperçu économique et législatif des assurances ouvrières allemandes.

Par M. J. CHARMONT, professeur de droit à l'Université de Montpellier

La plupart des grands progrès réalisés par l'Allemagne en matière d'hygiène publique, la lutte entreprise contre la tuberculose et l'alcoolisme, la création des sanatoriums, la distribution des secours de convalescence et de guérison ont leur cause première, leur point de départ dans l'organisation du régime de l'assurance ouvrière. C'est cette organisation qui seule permet de comprendre et d'expliquer ce qu'on a tenté et ce qu'on a fait ; c'est elle qui a déterminé une orientation nouvelle, une sorte de révolution dans la conception de l'Assistance publique. Au lieu de considérer l'assistance comme une œuvre de charité, on l'envisage comme une institution de prévoyance utile. M. Duclaux, dans ses belles leçons sur l'hygiène sociale, a montré d'une façon saisissante la raison d'être et la portée de ce changement. « Une caisse contre la maladie, dit-il (1), doit évidemment non seulement soigner ses malades, mais encore veiller sur l'hygiène des bien portants pour éviter le

(1) *Hygiène sociale*, ch. VI, la Tuberculose, p. 144.

plus possible des chances de maladie. C'est non seulement un devoir humanitaire, c'est aussi son intérêt financier. Une caisse d'assurance contre l'invalidité et contre la vieillesse doit, de même, donner des pensions à ses ouvriers devenus incapables de travailler pour une cause quelconque (les cas d'accidents réservés, pour lesquels existe une caisse spéciale); elle a donc de ce fait des préoccupations d'hygiène. Les deux groupes de caisses ont par conséquent des intérêts communs, peuvent faire concorder sur ce point leurs efforts, et comme les fonds qu'elles administrent leur viennent, non de la charité des particuliers, ni de celle de l'État, mais des intéressés eux-mêmes, elles sont conviées à fournir le maximum de résultat avec le minimum de dépense possible. Ce ne sont plus des établissements de charité, ce sont des maisons de commerce, des coopératives : elles vendent de la santé à leurs clients, qui sont aussi leurs commanditaires. »

Ainsi la condition préalable de l'étude que nous entreprenons nous paraît être un exposé au moins sommaire du système des Assurances allemandes, leur caractère, leur objet, leur fonctionnement, leurs résultats.

Caractère et objet des Assurances.

L'ouvrier allemand est *obligé* de s'assurer contre les accidents, la maladie, l'invalidité et la vieillesse.

Ce principe de l'assurance obligatoire, dont l'in-

troduction dans notre droit soulève tant d'opposition, n'a pas rencontré les mêmes résistances en Allemagne. Il s'accordait avec des traditions anciennes; les communes avaient toujours été considérées comme tenues de nourrir leurs pauvres; il répondait aux aspirations du pays, aux doctrines politiques du nouvel empire. « Nous considérons, déclarait l'empereur Guillaume I^{er}, dans son message du 17 novembre 1881 qui traçait le plan de la réforme, qu'il est de notre devoir impérial de demander de nouveau au Reichstag de prendre à cœur le bien des ouvriers et nous pourrions regarder avec une satisfaction bien plus complète toutes les œuvres que notre gouvernement a pu réaliser avec l'aide de Dieu, si nous pouvions acquérir la certitude que nous laisserions après nous à la patrie une garantie nouvelle et durable qui assurerait la paix intérieure et donnerait à ceux qui souffrent l'assistance à laquelle ils ont droit. »

Ce message marque le début d'une période d'élaboration législative longue et féconde. Entreprises successivement, les réformes ont été réalisées par trois lois distinctes, votées à quelques années d'intervalle :

1° La loi du 25 juin 1883, qui a organisé l'assurance contre la maladie;

2° Celle du 6 juillet 1884, sur l'assurance contre les accidents;

3° Enfin la loi du 22 juin 1889 modifiée par celle du 13 juillet 1899, qui a réalisé la partie de l'œuvre la plus importante et la plus difficile, l'assurance

contre les conséquences de l'invalidité et de la vieillesse.

Ainsi l'ouvrier allemand est protégé contre les principaux risques de la vie; il est assuré d'être secouru lorsque la maladie, l'accident professionnel, l'invalidité ou la vieillesse le met dans l'impossibilité de gagner sa vie et celle des siens.

Mais cette exonération des risques n'est pas obtenue sans effort : on a considéré qu'une législation qui dispenserait l'ouvrier de toute contribution aux charges de l'assurance diminuerait le sentiment de sa responsabilité et abaisserait son caractère. La charge est répartie entre le patron et l'ouvrier : en même temps, l'État contribue dans une certaine mesure.

C'est à peu près le seul principe commun à toutes les formes d'assurances : mais entre elles subsistent de nombreuses dissemblances. Les lois n'ont pas le même champ d'action, ne s'appliquent pas toutes aux mêmes catégories de personnes; les organes constitués pour assurer le fonctionnement du système sont nombreux et très spécialisés. Ce qui frappe et trouble un peu l'esprit français dans cette législation, c'est sa complexité, son absence d'unité.

Ainsi la loi d'assurance contre la maladie et les accidents ne s'applique qu'à certaines catégories d'ouvriers; son champ d'action a d'ailleurs été progressivement étendu; la loi sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse vise tous les ouvriers ou salariés âgés de plus de seize ans, dont le salaire annuel ne dépasse pas 2.000 marcs et qui peuvent

être compris dans les catégories suivantes : ouvriers, aides, compagnons, apprentis, domestiques, commis, employés de commerce, contremaîtres et chefs d'ateliers, professeurs et instituteurs. Comme on le voit, une telle nomenclature embrasse la presque totalité de ceux qui vivent de leur travail.

Pour l'assurance contre les accidents et la maladie, la cotisation représente environ 1 1/2 p. 100 du salaire moyen ; elle peut être exceptionnellement élevée à 2 p. 100. Elle est répartie dans la proportion des deux tiers à la charge de l'ouvrier ; le dernier tiers est supporté par le patron.

Pour l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, les assurés sont répartis en cinq classes suivant l'importance de leur salaire. La rente est proportionnelle à la cotisation et la cotisation varie d'après la classe.

Les cinq classes de salaires (Lohnklassen) sont ainsi déterminées :

1^{re} classe : salaire annuel n'excédant pas 350 marcs (437 fr. 50) ;

2^e classe : salaire de 350 marcs à 550 (437 fr. 50 à 687 fr. 50) ;

3^e classe : salaire de 550 marcs à 850 (687 fr. 50 à 1.060 fr. 50) ;

4^e classe : salaire de 850 marcs à 1.150 (1.060 fr. 50 à 1.437 fr. 50) ;

5^e classe : salaire de plus de 1.150 marcs (1.437 fr. 50).

A ces classes correspondent cinq séries de cotisations fixées par la loi pour chaque semaine et pour une période de dix ans :

1 ^{re} classe.	14 pfennigs	(0,175)
2 ^e classe.	20 —	(0,25)
3 ^e classe.	24 —	(0,30)
4 ^e classe.	30 —	(0,37)
5 ^e classe.	36 —	(0,45)

La charge de ces cotisations se répartit également entre le patron et l'ouvrier : chacun d'eux contribue pour moitié.

Voyons maintenant quels sont les avantages qu'acquiert en retour l'assuré.

L'assurance contre la maladie confère un double droit : droit aux soins médicaux, à une indemnité pécuniaire. Les soins médicaux et pharmaceutiques sont fournis très largement. « Aucune de nos meilleures sociétés de secours mutuels, dit le Dr Plicque (1), n'assure des avantages aussi grands... Outre les médicaments eux-mêmes, des objets de toute nature, lunettes, bandages, appareils orthopédiques, peuvent être accordés. Le vin est compris parmi les médicaments. »

Une disposition curieuse, et qui ne s'applique guère en pratique rend le médecin traitant responsable des abus qui pourraient se produire : si ces abus sont constatés le médecin paie le prix des médicaments.

Toutes les fois que la maladie occasionne une suspension de travail, le malade reçoit une indemnité, qui doit être au minimum égale à la moitié du

(1) Assurance contre la maladie en Allemagne, *Revue philanthropique*, 1899, p. 389.

salairé moyen et peut dans certain cas s'élever jusqu'aux trois quarts. L'indemnité est payée par semaine : en principe, elle n'est due que pendant treize semaines. L'assistance médicale a la même durée. En fait, la plupart des caisses ont des ressources suffisantes pour leur permettre, si la maladie se prolonge, de ne pas abandonner l'assuré après l'expiration de la treizième semaine. Ordinairement, les secours sont renouvelés pour une nouvelle période d'égale durée (1). Ou bien encore, la maladie n'étant pas guérissable, le malade se trouve alors en état d'invalidité et garanti par une autre assurance.

(1) Il résulte d'un rapport de M. Uhlmann au Congrès de Dusseldorf que la Caisse de Leipzig, née de la fusion de dix-huit caisses locales, alloue des secours pendant une période de trente-quatre semaines et soigne gratuitement en cas de maladie tous les membres de la famille. Le tableau ci-après que nous empruntons à M. Bellom donne le relevé de toutes les obligations qu'une caisse (celle de Dusseldorf) exige de ses membres, et des allocations qu'elle leur accorde :

CLASSE de salaire	Salaire moyen		Cotisation		Secours pécuniaire journalier de maladie en cas de traitement.				Durée du Service de secours pécuniaire.	Allocation journalière aux femmes en couches sous réserve d'une participation de 36 semaines durant la dernière année.	Indemnité funéraire	Allocations servies par la caisse sans cotisation supplémentaire (sous réserve de 36 semaines de participation de l'ouvrier durant une année).				Contribution hebdomadaire à l'assurance. Invalidité
			hebdomadaire		A l'hôpital en cas							Lors du décès de la femme		Aux proches de l'ouvrier non assurés eux-mêmes, vivant en ménage avec l'ouvrier (aux enfants jusqu'à 14 ans et au plus tard jusqu'à l'achèvement de l'accomplissement de l'obligation scolaire).		
	De l'ouvrier	De patron	Totale	A domicile	d'existence	d'absence	de proches au malade	1 enf. au-dess. de 14 ans	1 enf. de 14 à 14 ans							
	M.	P.	P.	P.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	P.	P.	P.	
Femmes	I	1 60	14	3	21	0 80	0 40	1 333	13 semaines : après une participation de 26 semaines, 52 semaines.	» »	40 »	»	»	20	24	
Hommes	II	2 10	18	7	27	1 05	0 525	0 175		» »	52 »	»	»	24	24	
	III	2 70	22	11	33	1 35	0 675	0 225		» »	67 50	60	15 30	30	34	
	IV	3 20	28	14	42	1 60	0 80	0 266		» »	80 »	»	»	30	30	
	V	4 »	34	17	51	2 »	1 »	0 333		1 00 »	100 »	»	»	36	36	
	VI	1 10	10	5	15	0 55	0 275	0 092	13 semaines : après une participation de 26 semaines, 52 semaines.	0 55	27 50	»	»	14	14	
	VII	1 60	14	7	21	0 80	0 40	0 133		0 80	40 »	»	15 30	20	24	
	VIII	2 10	18	9	27	1 05	0 525	0 175		1 05	52 50	»	»	24	24	

Pour prévenir l'invalidité un traitement préventif ou certains soins particuliers peuvent être nécessaires : une entente s'établit entre les représentants des assurances intéressées ; nous aurons l'occasion de revenir sur ce point, mais ce qu'il importe d'observer c'est que ce traitement dans bien des cas supposera le déplacement du malade. Ce sera par exemple un séjour d'une certaine durée dans un sanatorium. Or c'est un trait particulier du régime de l'assurance allemande que ce déplacement peut en règle générale être imposé à l'assuré par sa caisse de secours. Celle-ci n'est pas tenue de soigner le malade à domicile : à moins qu'il n'ait un foyer, une famille en état de lui donner des soins, il peut être mis en demeure d'opter entre le bénéfice de l'assurance ou le transport dans un hôpital, une maison de santé ou un sanatorium. C'est une mesure qui, si rigoureuse qu'elle nous paraisse, est acceptée par l'opinion, on n'hésite pas y à recourir pour tous les cas de tuberculose à leur début ou de maladie contagieuse : on la prescrit également au cas de fièvre typhoïde pour permettre ou rendre plus facile le traitement par les bains froids.

Mais toutes les fois que l'assuré est ainsi séparé des siens, la caisse d'assurance doit fournir des secours aux personnes qui vivaient auparavant du produit de son travail. Ce secours est une partie du salaire variant des trois quarts aux trois huitièmes.

L'assurance contre l'invalidité et la vieillesse donne droit non plus à un secours, mais à une rente viagère, une pension de retraite.

La rente de vieillesse est due à l'ouvrier âgé de soixante-dix ans révolus, qui a payé sa cotisation pendant 1.200 semaines au moins. Sont assimilées aux semaines d'assurances les périodes de service militaire obligatoire, les périodes de service volontaire en cas de mobilisation, les périodes de maladie certifiée par un médecin. Sont compris dans la durée de la maladie le temps de la convalescence, et les six semaines qui suivent les couches.

Le montant de la rente se compose d'une somme variable payée par la caisse d'assurances et qui correspond à la classe de l'assuré, en second lieu d'une somme uniforme de 50 marcs (62 fr. 50) payée par l'empire à titre de part contributoire.

La part proportionnelle aux cotisations est fixée de la manière suivante :

1 ^{re} classe	60 marcs
2 ^e classe.	90 —
3 ^e classe.	120 —
4 ^e classe.	150 —
5 ^e classe.	180 —

Ainsi un assuré appartenant à la seconde classe touchera 90 marcs, auxquels viendra s'ajouter la subvention de l'empire, au total 140 marcs (175 francs). Très souvent un assuré aura successivement appartenu à plusieurs classes : en ce cas, on prend une moyenne, en tenant compte des 1.200 semaines accomplies dans les classes les plus élevées.

La possibilité d'obtenir une rente d'invalidité atténue ce qu'ont de rigoureux les conditions d'obten-

tion de la rente de vieillesse. L'invalidité est une incapacité de travail permanente, totale ou partielle assez difficile à définir. On a trouvé malaisément un critérium. Celui que la loi de 1889 avait adopté a paru trop compliqué. La loi du 13 juillet 1899 en admet un autre plus souple, mais qui ne laisse pas d'être assez vague : « Est présumé invalide l'assuré qui n'est plus en état de gagner par une occupation en rapport avec ses forces et ses aptitudes, en tenant compte de son éducation professionnelle et de son métier antérieur, un tiers de ce qu'une personne de la même profession d'une éducation égale, saine de corps et d'esprit, peut gagner dans la même région par son travail. » Ainsi l'ouvrier de métier est considéré comme invalide lorsque ses forces ne lui permettent plus de gagner le tiers au moins du salaire moyen de sa profession. Il y a là une question d'appréciation délicate et singulièrement embarrassante. Par la force même des choses cette appréciation incombera presque tout entière au médecin ; légalement, il se borne à donner son avis ; en fait, cet avis déterminera la décision du juge.

« Par les certificats qu'il donne, observe M. de Saint-Aubert (1), le médecin a une action prédominante. Le plus souvent, il est fait appel à sa conscience et à son équité. Les avis qu'il donne, en les motivant, n'engagent pas les établissements d'assurances, mais, s'ils ne sont pas contestés, ont souvent la force d'un véritable jugement. En cas de contestation entre

(1) *Assurance contre l'invalidité et la vieillesse en Allemagne*, p. 73.

l'assuré et la caisse d'assurance, une contre-visite est nécessaire, mais c'est encore un médecin qui donnera son appréciation et aura sur la décision définitive une singulière influence. »

L'invalidité ne confère un droit à l'ouvrier que s'il est assuré depuis un certain temps. Il faut qu'il ait payé sa cotisation pendant 200 semaines, soit un peu moins de 4 ans.

La rente d'invalidité comme celle de vieillesse se compose d'un double élément : mais le mode de calcul présente plus de complications. L'élément invariable est représenté par la subvention de 50 marcs accordée par l'empire ; l'élément variable consiste en une somme payée par la caisse d'assurance, plus ou moins élevée suivant la classe et le nombre des cotisations. La somme proportionnelle à la classe constitue ce qu'on appelle la *base fixe* (*grund Betrag*). Elle est pour les assurés de :

1 ^{re} classe.	60 marcs
2 ^e classe.	70 —
3 ^e classe.	80 —
4 ^e classe.	90 —
5 ^e classe	100

Cette base s'augmente d'une somme multipliée par le nombre des semaines de cotisations. Cette somme pour chaque semaine est de 3 pfennigs dans la première classe, 6 dans la seconde, 8 dans la troisième, 10 dans la quatrième, 12 dans la cinquième.

Il se peut que l'invalidité soit le résultat d'un

accident professionnel. L'ouvrier dans ce cas se trouve garanti par une double assurance, assurance-accidents, assurance-invalidité. Mais la loi ne lui permet pas de cumuler le bénéfice de ces deux assurances. Seule la rente accidents lui sera payée, mais si elle est inférieure à la rente invalidité, l'excédent sera fourni par la caisse d'invalidité. Ainsi un ouvrier blessé par l'explosion d'une chaudière reste invalide ; s'il a droit à une rente d'accident de 190 marcs et à une rente d'invalidité de 200 marcs, il touchera l'intégralité de la première rente et seulement 10 marks à valoir sur la seconde. Les différentes sortes d'assurance ne s'additionnent pas, mais se complètent les unes les autres.

Fonctionnement des Assurances.

Le mode de fonctionnement des assurances offre à l'observation un singulier contraste. Il est tout à la fois simple et compliqué.

Si l'on regarde agir les millions d'êtres engagés dans cet énorme organisme, leurs mouvements, leur initiative, leurs obligations semblent réduits au minimum. On exige d'eux le moins possible d'efforts et de temps, et l'on ne peut pas n'être pas frappé de la supériorité d'une pareille organisation sur les pratiques administratives usitées dans notre pays. Ainsi la perception des cotisations s'opère avec une extrême facilité grâce au procédé connu sous le nom de *Markensystem*, système des timbres. Les caisses

d'assurances émettent des timbres assez semblables aux timbres-poste. Leur couleur et leur valeur varient : les différents types correspondent au montant de la cotisation hebdomadaire suivant les différentes classes, 14, 20, 24, 30, 37 pfennigs, par exemple, pour l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Ces timbres sont vendus dans tous les bureaux de poste, et pour se libérer l'assuré n'a qu'à les coller sur une carte spéciale appelée carte-quittance. Cette carte ordinairement reste entre les mains du patron : c'est à lui qu'incombe l'obligation à la fin de chaque semaine de coller sur les cartes-quittances les timbres représentant les cotisations des personnes qu'il emploie, et comme ces personnes doivent elles-mêmes supporter une part de la cotisation, le patron qui a fait l'avance la retient sur leur salaire. Si le même ouvrier travaille chez différents patrons pendant le cours d'une même semaine, le patron qui l'occupe le premier appose le timbre et supporte les frais. Il eût pu paraître équitable de lui donner un recours contre les autres, mais comme il s'agit d'une somme minime on a voulu couper court aux difficultés d'une réclamation et d'un règlement ultérieur. La carte-quittance contient un certain nombre de rectangles de dimension égale à celle des timbres : quand elle est remplie, on en délivre une autre mentionnant le relevé des timbres apposés sur les précédentes et permettant de déterminer à tout instant et très simplement les droits de l'assuré.

Quand le droit à la rente est acquis, le paiement des arrérages se fait également avec beaucoup de

facilité. Le rentier reçoit un mandat de la caisse d'assurances et n'a qu'à se présenter au bureau de poste chargé de l'acquitter.

L'organisme paraît au contraire très compliqué, lorsqu'on en étudie les rouages. Au lieu de créer, comme on serait tenté de le faire en France, une administration unique, centralisant tous les services et n'ayant que des succursales, on a jugé préférable d'instituer de nombreuses caisses, douées d'une certaine autonomie, composées de patrons et d'ouvriers, mais soumises au contrôle et à la direction de fonctionnaires publics. Bien plus, chacune des assurances sociales a son organisation particulière : la caisse d'assurance contre la maladie ne s'occupe pas des accidents ; et les établissements constitués pour les accidents sont distincts de ceux qui pourvoient à l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse (1).

La dénomination de caisses de maladie (*Krankenkassen*) s'applique à diverses sociétés particulières qui satisfont à certaines conditions et ont été reconnues par la loi. Telles sont : 1° Les *caisses de fabriques*, sorte de caisses de secours créées par les patrons qui occupent un nombre important d'ouvriers,

(1) « Depuis 1889, nous dit M. de Saint-Aubert, on a bien des fois regretté la nécessité de ses trois organismes distincts. Les trois lois ont un but commun : elles aident l'ouvrier à sortir de la misère en l'absence du salaire. Elles ont aussi un procédé commun pour y arriver, l'assurance obligatoire. Le gouvernement allemand et les hommes qui se sont consacrés à l'étude de ces lois d'assurances cherchent le moyen d'unifier ces trois branches de la législation sociale. Ils n'y sont pas encore parvenus et comptent d'ailleurs sur les enseignements de l'expérience. » DE SAINT-AUBERT : *De l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse en Allemagne*, p. 138.

au minimum cinquante ; 2° *les caisses des industries du bâtiment* groupant les ouvriers qui appartiennent à ces industries ; 3° *certaines sociétés de secours mutuels (Hulfskassen)* présentant des garanties particulières ; 4° *les caisses locales* créées par certaines communes pour assurer les ouvriers qui ne se rattachent pas aux catégories précédentes ; 5° *enfin la commune elle-même*, dans les petites agglomérations où la création d'une caisse spéciale ne paraîtrait pas justifiée.

Ces caisses de maladie pour la plupart ne sont en somme que des groupements professionnels. Elles sont administrées par des bureaux composés de patrons et d'ouvriers élus par leurs pairs dans la proportion d'un patron pour deux ouvriers. La société a ses statuts et jouit d'une certaine liberté : elle est placée toutefois sous la surveillance du préfet chargé d'assurer l'observation des prescriptions de la loi et le maintien des statuts.

Les caisses d'assurances contre les accidents (*Berufsgenossenschaften*) sont également des associations professionnelles, mais elles sont organisées et dirigées par les patrons. Ce sont de grandes mutuelles d'assurances groupant tous les établissements d'une même industrie dans l'empire ou dans une région déterminée. Elles sont au nombre de 113 (65 pour l'industrie proprement dite et les autres pour l'agriculture). Leur siège social est placé dans une grande ville ou dans un centre industriel important. Chaque société possède un certain nombre de sections décentralisant les services, faisant avec

l'assistance des médecins les enquêtes sur les accidents. L'administration est confiée à un bureau de direction nommé à l'élection par tous les patrons affiliés à la même caisse. En principe les ouvriers ne sont pas représentés dans le bureau : ils nomment pourtant des délégués qui doivent être convoqués toutes les fois qu'on s'occupe d'élaborer ou de modifier un règlement d'atelier.

Bien que ces associations mutuelles d'assurances contre les accidents fonctionnent en Allemagne d'une façon très satisfaisante, on n'a pas cru possible d'étendre leurs attributions et de les utiliser pour pourvoir à l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Le fait qu'elles existent entre ouvriers d'une même industrie présente un assez grave inconvénient. Les risques d'invalidité varient d'une industrie à l'autre : « L'union des industries chimiques, par exemple, comprend des ouvriers destinés à devenir invalides assez jeunes : les vapeurs délétères fatiguent l'organisme et produisent des maladies des voies respiratoires quelquefois très graves. L'union des industries du cuir, au contraire (cette industrie est considérée comme très salubre), pourra conserver ses ouvriers valides beaucoup plus longtemps (1). » Dans ces conditions, l'inégalité des risques aurait dû équitablement entraîner celle des cotisations qui auraient été d'autant plus élevées que les risques étaient plus grands. Or, nous savons déjà

(1) DE SAINT-AUBERT : *Assurance contre l'invalidité et la vieillesse*, p. 155.

que la loi sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse n'a pas voulu faire entre les participants d'autre distinction, d'autre classement que ceux qui résultent de l'importance de leur salaire; elle s'est refusée à prendre en considération la différence des risques, craignant de se perdre dans d'inextricables complications, car il aurait fallu tenir compte non seulement de la profession, mais des conditions individuelles, âge, état de santé, genre de vie et d'habitation.

Une assurance obligatoire doit être forcément très simple, très égalitaire. Il fallait donc pour compenser les risques et pour obtenir une moyenne, créer des unions entre des ouvriers appartenant à des industries différentes; ce qui rendait nécessaire une nouvelle organisation. Le groupement s'est fait par régions: on a créé un certain nombre d'établissements régionaux (*Versicherungsanstalten*) réunissant tous les ouvriers d'une même province ou d'un État déterminé (1).

(1) Voici la liste des 31 établissements entre lesquels se partagent toutes les parties de l'empire allemand:

1 ^o Prusse orientale,	siège social.	Königsberg.
2 ^o Prusse occidentale,	—	Dantzig.
3 ^o Berlin.	—	Berlin.
4 ^o Poméranie,	—	Stettin.
5 ^o Province de Posen,	—	Posen.
6 ^o Province de Silésie,	—	Breslau.
7 ^o Province de Saxe et le duché d'Anhalt.	—	Mersebourg.
8 ^o Province de Schleswig-Holstein,	—	Kiel.
9 ^o Province de Hanovre,	—	Hanovre.
10 ^o Province de Westphalie,	—	Münster.
11 ^o Province de Hesse-Nassau,	—	Cassel.
12 ^o Province du Rhin,	—	Düsseldorf.

L'administration de ces établissements est confiée à des corps composés de fonctionnaires et de membres élus: les fonctionnaires sont nommés par la province ou l'État correspondant au ressort de l'établissement d'assurance et que la loi rend garant de sa responsabilité; les membres élus comprennent en nombre égal des ouvriers et des patrons; l'élection se fait à deux degrés. La loi de 1899 utilise pour cette élection les bureaux de caisses d'assurance contre la maladie, qui constituent le premier degré du corps électoral (1). Au siège social sont institués la Direction et le Comité; l'établissement possède en outre un certain nombre d'organes locaux: autorités administratives inférieures (*untere Verwaltungsbehörde*) qui prêtent à peu de frais leur concours au

13° Province de la Haute Bavière,	siège social.	Munich.
14° Province de la Basse Bavière,	—	Nassau.
15° Province de Brandebourg,	—	Berlin.
16° Province du Palatinat,	—	Spire.
17° Province du Haut Palatinat,	—	Regensburg.
18° Province de la Haute Franconie,	—	Bayreuth.
19° Province de la Moyenne Franconie,	—	Ausbach.
20° Province de la Basse Franconie,	—	Wursbourg.
21° Province de Souabe,	—	Augsbourg.
22° Royaume de Saxe,	—	Dresde.
23° Royaume de Wurtemberg,	—	Stuttgart.
24° Grand Duché de Bade,	—	Karlsruhe.
25° Grand Duché de Hesse,	—	Darmstadt.
26° Grand Duché de Mecklembourg,	—	Schwerin.
27° États de Thuringe,	—	Weimar.
28° Grand Duché d'Oldenbourg,	—	Oldenbourg.
29° Grand Duché de Brunswick,	—	Brunswick.
30° Villes Hanséatiques,	—	Lubeck.
31° Alsace-Lorraine,	—	Strasbourg.

(1) Loi du 19 juillet 1899, article 61 et 62.

fontionnement de l'assurance, et les bureaux de rente (*Rentelstellen*) créés facultativement dans les centres importants où la collaboration des autorités administratives ne serait pas jugée suffisante.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les assurés et l'établissement d'assurance sont déferées à des tribunaux d'arbitres (*Schiedsgerichte*) composés d'un président et d'assesseurs patrons et ouvriers élus en nombre égal. Ces tribunaux sont assez nombreux pour être rapprochés des justiciables; la procédure est très simple et peu coûteuse (1).

Les décisions de ces tribunaux en principe sont définitives; elles peuvent être seulement dans des cas exceptionnels revisées par l'autorité suprême en matière d'assurance, l'Office central des assurances, dont le siège est à Berlin, et qui n'a pas seulement des attributions judiciaires.

L'Office impérial des assurances, dont le rôle est très important, est tout à la fois un tribunal, une administration, un bureau de statistique. Il est destiné à coordonner toutes les forces mises en œuvre par le régime des assurances: il représente

(1) M. Bellom qui a assisté à plusieurs audiences de la juridiction arbitrale de Dusseldorf a été frappé « par le caractère de bienveillance qui préside à la conduite des débats et à l'intervention de la décision du tribunal: l'ouvrier se présente soit seul, soit accompagné d'un conseil, qui est parfois une personne de sa famille: le président s'adresse à lui avec bonté, lui expose son cas, lui donne un avis paternel si sa requête est mal fondée ou s'il refuse une transaction avantageuse, lui suggère même une solution plus conforme à ses intérêts. Le médecin, s'il est possible, examine séance tenante le blessé ou l'invalidé et formule un avis immédiat. » (Les Assurances ouvrières devant le Congrès de Dusseldorf, *Rev. politique et parlementaire*, août 1902, p. 296.)

la part faite à la centralisation dans une organisation où les établissements particuliers sont multipliés et jouissent d'une assez grande indépendance.

L'Office impérial se compose de membres permanents au nombre de 40, hauts fonctionnaires nommés à vie par l'empereur sur la proposition du Conseil fédéral, et d'un certain nombre de membres temporaires les uns représentants du Conseil fédéral, les autres représentants des patrons et des assurés. Le travail est préparé comme dans nos ministères par un assez grand nombre de fonctionnaires membres, jurisconsultes au nombre de 56, actuaires, mathématiciens, calculateurs, agents du bureau statistique.

A l'Office impérial incombe la mission de surveiller tous les établissements d'assurance, et d'assurer l'exécution régulière de la loi et des prescriptions des statuts (1). C'est lui également qui doit opérer la répartition de la charge des rentes dont le paiement incombe à différents établissements. Un grand nombre d'ouvriers en effet changent de région et par suite appartiennent au cours de leur vie à différents établissements : quand ils deviennent invalides ou atteignent l'âge réglementaire, la rente à laquelle ils ont droit doit être supportée par les établissements qui ont encaissé les cotisations. Il y a là une proportion à établir : c'est l'œuvre de l'Office impé-

(1) Loi du 19 juillet 1899 (art. 108). « La situation de l'Office impérial des assurances vis-à-vis des corporations professionnelles, disait en 1897 M. le Dr Bøediker, est plutôt celle d'un conseiller amical que celle d'un maître bureaucratique. De part et d'autre, on sait ce que l'on se doit mutuellement et l'on s'en trouve bien. »

rial. Centralisant les renseignements, l'Office peut utilement les grouper, les publier, dresser des statistiques, qui sont comme le bilan de cette grande expérience sociale. Ce service de statistique, de documentation se fait avec beaucoup de précision, d'activité, d'intelligence : il a pour organe le Bulletin de l'Office impérial (1) (*Die amtliche Nachrichten*).

La fortune commune des établissements d'assurance et les secours de guérison.

Près de vingt ans se sont passés depuis le vote de la première loi d'assurance : le moment n'est pas encore venu où ces lois auront produit tout leur effet. Les rentes d'invalidité qui s'augmentent d'une somme variant avec le nombre des semaines de cotisation sont loin d'avoir atteint leurs chiffres les plus élevés (2). Mais dès maintenant, l'importance des résultats obtenus fait une singulière impression. On peut être hostile au principe de l'assurance obligatoire ; on ne peut refuser de reconnaître sa puissance d'action et l'on comprend que les Allemands en

(1) Pour donner satisfaction à l'esprit particulariste, la loi de 1889 autorise les gouvernements confédérés à créer pour chaque État un office analogue à l'Office impérial et qui porte le nom d'Office d'assurance d'État. (*Landesversicherungsamt*). Huit États ont usé de cette faculté : les offices qu'ils ont institués exercent sous l'étendue de leur ressort les attributions de l'Office impérial : quelques-unes cependant qui ne sont pas les moins importantes lui restent réservées. (Cf. DE SAINT-AUBERT : *loc. cit.* p. 227.)

(2) Pour juger la loi d'assurance il faut faire abstraction des chiffres actuellement donnés par la statistique et se transporter par la pensée dans les années 1940 à 1950 (DE SAINT-AUBERT : *loc. cit.*, p. 268).

parlent avec fierté. « Celui qui voudrait aujourd'hui nier l'action bienfaisante de la loi d'assurance, disait un député au Reichstag, au cours de la discussion de la loi du 19 juillet 1899 (1), mériterait de figurer dans un musée d'antiquités. » Dans un rapport sur l'importance économique et politique de l'assurance ouvrière allemande présenté au congrès qui s'est tenu en juin 1902 à Dusseldorf, M. le Dr Bœdiker, ancien président de l'Office impérial des assurances, a fait le relevé suivant :

« De 1885 à la fin de 1901, l'assurance-maladie, qui s'applique à 10 millions de personnes et a assisté 3 millions 1/2 d'entre elles en 1901, a alloué :

	Mars
A titre de secours pécuniaire de maladie. . .	823.000.000
— soins médicaux et thérapeutiques . .	948.000.000
— d'indemnités funéraires	67.000.000
	1.840.000.000

L'assurance-accidents dont le domaine s'est étendu par des lois successives depuis 1885 comprend aujourd'hui 17 millions 1/2 de personnes ; en 1900, elle a indemnisé 107.654 accidents graves et a dépensé depuis 1885 :

	Mars
A titre de pensions aux blessés et à leurs ayants droit .	643.000.000
— frais de traitement	56.000.000
— indemnités funéraires	6.000.000
	705.000.000

(1) 91^e séance. *Compte rendu sténographique*, p. 2507. Un simple rapprochement paraîtra significatif. La loi du 22 juin 1889 qui a institué l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse n'a été votée qu'à une majorité de 20 voix ; celle de 1899 revisant la précédente, remédiant aux inconvénients que l'expérience avait révélés, a été adoptée à l'unanimité moins 3 voix.

Le nombre des pensions en cours au 31 décembre 1901 était de 768.255.

Enfin l'assurance-invalidité qui s'applique actuellement à plus de 12 millions 1/2 de personnes, a dépensé depuis 1891 jusqu'à la fin de 1901 :

	Mars	Mars
A titre de pensions ou d'allocations équivalentes	566 millions	
— frais de traitement	24 —	
— allocations au décès	8 —	
Soit au total	598 millions	

Le nombre des bénéficiaires de pensions d'invalidité s'élevait le 31 décembre 1901 à 486.945 : celui des bénéficiaires de pensions de vieillesse à la même époque était de 179.450.

Le total des allocations des trois branches de l'assurance ouvrière s'élève à 3.143 millions de marcs qui se décomposent en :

Mars		
2.034 millions à titre de	pensions et secours	pécuniaires de maladie.
1.028 — —	frais de traitement.	
81 — —	d'indemnités funéraires.	

Les sommes accumulées en particulier à titre de réserves s'élevaient le 31 décembre 1901 à :

Mars	
165 millions	pour les caisses de maladie.
185 —	pour les corporations d'assurance-accidents.
920 —	pour les établissements d'assurance-invalidité.
130 —	pour les caisses minières.
Total	1.400

« Ces résultats, ajoute M. Maurice Bellom (1), dans

(1) Des assurances ouvrières devant le Congrès de Dusseldorf, *Revue politique et parlementaire*, août 1902, p. 301.

son compte rendu du Congrès, n'ont, d'après les créateurs de l'assurance allemande, porté aucune atteinte à la capacité de concurrence de l'Allemagne dans sa lutte avec les nations étrangères : ils auraient même contribué au développement industriel du pays. M. le Dr Bædiker explique ce fait économique notamment par l'augmentation de la productivité de l'ouvrier avec l'amélioration de son bien-être et par la modicité relative des charges de l'assurance eu égard au taux des salaires. »

On ne saurait pourtant supposer que les conséquences des lois sociales allemandes aient toujours été bienfaisantes, que les résultats n'aient déconcerté aucune prévision, aient été obtenus d'emblée sans remaniements et sans efforts. L'expérience de nos voisins, qui ne doit pas être perdue pour nous, a révélé des erreurs et des imperfections ; le législateur a dû plus d'une fois reprendre et reviser son œuvre. Deux de ces données d'expérience intéressent particulièrement l'étude que nous entreprenons. Nous voudrions essayer d'indiquer rapidement comment on a été amené à associer dans une certaine mesure les établissements d'assurance et comment eux-mêmes se sont efforcés d'alléger leurs charges par une action commune et préventive. « Dès les premières années qui suivirent l'entrée en vigueur de la loi (de 1889), un fait très curieux se produisit.

« Certains établissements d'assurance s'enrichissaient outre mesure, accumulant plus de capitaux qu'il n'en fallait pour constituer les rentes. D'autres, au contraire, étaient dans une situation précaire et

allaient s'appauvrissant chaque jour davantage (1). » On n'eut pas de peine à constater que les établissements les plus éprouvés étaient ceux des régions agricoles ; leurs recettes étaient moins élevées et leurs charges plus lourdes.

Le travail de l'ouvrier agricole est en effet plus irrégulier, moins constant que celui des ouvriers d'usine : ces irrégularités n'ont pas seulement pour effet de diminuer l'importance des cotisations payées par semaine de travail ; elles rendent le contrôle des paiements plus difficile. C'est donc pour les établissements une cause de déficit. Et ce qui est en même temps une surcharge pour eux, c'est qu'il existe proportionnellement plus de vieillards dans la classe ouvrière des campagnes que dans celle des villes (2) ; il y a donc à payer plus de rentes de vieillesse ; bien plus, les risques d'invalidité augmentent dès qu'on avance en âge, les cas d'invalidité sont donc d'autant plus nombreux qu'il y a plus de gens âgés (3). On constate ainsi que pour un même nombre d'assurés

(1) DE SAINT-AUBERT : *loc. cit.*, p. 234.

(2) Sur un groupe de 4.000 personnes, il en arrive à l'âge de soixante-dix ans :

a) Dans l'agriculture	27,4 p. 4.000
b) L'industrie	7,3 —
c) Le commerce et les transports. . . .	12,5 —
d) Toutes les autres professions	14,2

(DE SAINT-AUBERT : *loc. cit.*, p. 236.)

(3) Sur 4.000 assurés, il y a en moyenne :

De 20 à 40 ans	4,6 p. 4.000 cas d'invalidité
De 40 à 50	3,9 —
De 50 à 60	16,8
De 60 à 70 —	48 —

(DE SAINT-AUBERT : *loc. cit.*, p. 237.)

les établissements d'assurances agricoles ont à payer deux fois plus de rentes d'invalidité que les établissements des villes.

Il y avait là une situation très inquiétante :

On sentait tout à la fois la nécessité et la difficulté d'y remédier. En France, on eût été très vraisemblablement porté à corriger les inégalités par l'uniformité ; on aurait voulu créer un établissement, une caisse unique. Mais en Allemagne la centralisation heurte des sentiments qu'on est encore obligé de ménager ; elle eût été mal accueillie par les États confédérés. En supprimant l'autonomie des établissements d'assurance, on détruisait un élément de vie, on rendait le contrôle moins sûr, on se privait du concours de beaucoup d'initiatives et de bonnes volontés. Après de longs débats, on finit par adopter une sorte de compromis. Chacun des établissements d'assurance, dit l'art. 33 de la loi du 19 juillet 1899, administre ses revenus et ses capitaux en toute indépendance. Mais il existe entre tous les établissements une part commune (*Gemeinlast*) comprenant des recettes et des charges. Les charges communes comprennent notamment les trois quarts de toutes les rentes de vieillesse et la somme de base de toutes les rentes d'invalidité. Pour couvrir les charges chaque établissement doit réserver les 4/10 des cotisations qu'il reçoit : cette fraction est fixée pour une période de dix ans. Chaque année le bureau de calcul de l'Office des assurances répartit les dépenses communes entre les établissements d'assurance en proportion de l'importance de leur fonds commun.

A l'expiration de la période décennale, la *Gemeinlast* peut être insuffisante pour couvrir les charges communes ou au contraire excéder les besoins. Le conseil fédéral est autorisé à fixer, pour la période suivante, la fraction des cotisations à affecter au fonds commun, de façon à combler le déficit ou à supprimer les excédents.

Le procédé est assurément quelque peu compliqué, mais nous savons qu'en Allemagne les complications ne font pas peur. En somme le but est atteint, on divise les risques, on crée une sorte de solidarité entre les établissements d'assurance sans compromettre leur existence et leur indépendance.

Il nous reste à montrer combien cette action commune est féconde, comment elle a pu être utilement développée.

Dès 1896 au Congrès de Stuttgart, le Dr Gebhardt signalait l'intérêt considérable qu'auraient les caisses d'invalidité à prêter leur concours aux caisses de maladie. Dans un très grand nombre de cas l'invalidité aurait pu être retardée ou évitée par un traitement préventif ou des précautions prises à temps. Sur 60.000 rentes d'invalidité on en compte 8.500 qui vont à des tuberculeux. « Un ouvrier tuberculeux, qui ne peut plus travailler, dit M. Gebhardt, reste à la charge de la caisse pendant deux ou trois ans

(1) Cité par M. DECLAUX : *Hygiène sociale*, p. 147. « D'après le Dr Friedberg, les secours aux tuberculeux prennent à peu près le tiers ou la moitié de l'ensemble des revenus des caisses de maladie. Un tuberculeux reçoit en effet jusqu'à sa mort de 800 à 1.000 marcs. » (Dr Jean-Ch. Roux : *les Mesures de défense sociale contre la tuberculose*, p. 4.)

avant de mourir et touche de ce fait une certaine somme. Si on l'avait placé dès le début de sa tuberculose dans un sanatorium où il aurait pu se guérir après trois mois de repos en moyenne, il aurait pu coûter moins à la caisse et à la fin rentrer dans le rang et payer sa cotisation. » Le traitement dans le sanatorium est donc une charge utile à la caisse d'assurance ; c'est en réalité un bénéfice, une économie bien entendue.

Le raisonnement, à coup sûr, n'était pas exempt d'aléa. Comme le fait remarquer M. Duclaux, si l'ouvrier entrait trop tard au sanatorium, s'il n'en sortait pas guéri ou suffisamment fortifié, le calcul était faux. La caisse aurait gagné à le laisser mourir.

Heureusement l'objection n'a pas été aperçue ou n'a pas prévalu. L'expérience a été tentée et elle a réussi. Quelques années après, au Congrès de la tuberculose à Berlin, le D^r Friedberg relatait les premiers résultats de cette expérience. « Depuis que les caisses d'assurance contre l'invalidité contribuent à la création des sanatoriums et aux frais de traitement des tuberculeux peu avancés, qui sont envoyés par les caisses d'assurance contre la maladie, elles réalisent de ce fait tous les ans des économies considérables. D'autre part, les résultats du traitement des tuberculeux dans les sanatoriums produisent, au point de vue social, un bénéfice évalué pour un avenir prochain par le bureau d'hygiène de l'empire allemand à 8.875.000 francs par an, déduction faite des frais de traitement et des intérêts des capitaux engagés. »

L'action très énergique et bienfaisante des établissements d'assurance s'exerce aujourd'hui de deux façons.

Une part croissante des dépenses des caisses-invalidité est affectée aux secours de guérison. Un assuré vient d'avoir la grippe, une bronchite, une pleurésie suspecte. La caisse-maladie a pourvu aux frais du traitement pendant la durée de la maladie, tout au moins pendant les treize premières semaines.

Mais le plus souvent, après terminaison favorable de la maladie, le malade n'est pas absolument guéri : il est affaibli, en état de réceptivité ; s'il reprend prématurément son travail, il s'expose à une complication, à une rechute ; c'est un candidat à la tuberculose.

La caisse-maladie le signale à la caisse-invalidité, qui le prend à sa charge, lui donne une indemnité pour le dispenser de travailler trop tôt, ou le fait admettre à ses frais dans un sanatorium. La majeure partie de ces secours de guérison, environ 80 p. 100, est destinée à prévenir ou traiter la tuberculose. Il résulte du rapport de M. Bielefeld au Congrès de Dusseldorf que de 1891 à 1901, ces secours se sont élevés à 25 millions de marcs, et l'on se fera une idée de leur progression en observant que 23 millions sont afférents aux cinq dernières années. Ces sacrifices ont profité à près de 105.000 personnes. « D'après le même rapport, les soixante-dix-sept sanatoriums existant en Allemagne et possédant six mille lits ont durant l'année 1901 servi à 11.816 personnes envoyées par des établissements d'assu-

rance. Ceux-ci recourent également au séjour dans les villes d'eaux et dans les établissements de convalescence, qui procure à l'ouvrier guéri le bénéfice d'une transition entre le sanatorium qu'il vient de quitter et l'usine où il retourne ; pour les maladies autres que la tuberculose, les établissements d'assurance font appel à tous les établissements thérapeutiques appropriés à chaque affection ; si les avantages économiques d'une pareille sollicitude ne sont pas rigoureusement appréciables dans l'ignorance de la situation qui aurait été le résultat de l'absence de ces soins, il a été du moins possible de constater que 27 p. 100 des tuberculeux étaient, trois ou quatre ans après l'expiration du traitement, demeurés valides ; de plus, l'amélioration incontestable de la santé publique suffirait à justifier ces dépenses (1). »

Le rôle des caisses d'assurance ne se borne pas là : en payant des frais de séjour, elles contribuent à fournir des ressources régulières à beaucoup d'établissements et d'œuvres utiles, mais il y a plus, ces établissements, dans la plupart des cas, ce sont elles qui les ont créés. Et ici encore, ce qui doit nous frapper, c'est que cette création n'a pas été considérée comme un acte de charité, mais comme une opération bien entendue, comme un placement intelligent.

Les caisses d'assurance et surtout les caisses d'invalidité disposent de très gros capitaux : nous

(1) M. BELLOM : *loc. cit.*, p. 303.

savons déjà que leurs réserves à la fin de l'année 1901 représentaient une somme de 1.400 millions de marcs. L'emploi de ces fonds n'est pas en principe absolument libre : la loi, au début surtout, limitait la liberté des administrateurs en leur imposant certaines catégories de placements. Ces placements sont ceux que le Code civil prescrit pour les mineurs : Valeurs d'empire, ou d'États confédérés, — obligations de chemin de fer garanties par les États, emprunts provinciaux ou communaux, placements hypothécaires, achats d'immeubles, dépôts dans les caisses d'épargne. D'autres placements pouvaient être cependant exceptionnellement autorisés, mais à la condition de ne pas excéder le quart de la fortune totale. La loi de 1899 s'est montrée plus libérale en permettant d'élever cette proportion des placements libres à la moitié (art. 164 in fine).

Les représentants des établissements d'assurance ont fait pour la plupart un très bon usage de leur droit : ils ont su se garder d'un double écueil ; ne pas craindre de prendre des responsabilités et pourtant ne pas accepter des risques inconsidérés. Le plus souvent, ils ont simplement consenti des prêts à des communes ou des sociétés particulières avec affectation déterminée à la création d'une œuvre d'intérêt public, sanatoriums, hôpitaux, bains publics, écoles maternelles, habitations salubres à bon marché. On ne traitait qu'avec des entrepreneurs présentant des garanties sérieuses de solvabilité et l'on prenait pour la sûreté du prêt hypothèque sur les immeubles construits. Plus riches ou plus hardies, certaines

caisses ont agi directement et pour leur propre compte : elles ont fait construire elles-mêmes des sanatoria populaires. On peut citer comme exemple le sanatorium de l'Office d'assurance de Brandebourg à Cottbus, le grand sanatorium de l'Office d'assurance de Berlin à Beelitz près Potsdam, les sanatoriums de l'Office régional d'assurance de Hanovre. Le rapport du Dr Bædiker au Congrès de Dusseldorf constate qu'au 31 décembre 1901 les sommes employées par les caisses d'assurance à des œuvres d'utilité sociale se répartissaient de la façon suivante.

	Mars
Prêts pour les œuvres de crédit agricole.	64.388.410.
Prêts pour la construction d'établissements thérapeutiques ou hygiéniques	108.237.388.
Prêts pour la construction de maisons ouvrières	87.529.567.
Construction directe d'établissements thérapeutiques.	<u>17.579.239.</u>
Total (1). . .	277.934.604.

(1) Lorsque je me trouvais à Berlin, ce chiffre formidable avait encore augmenté. A la date du 31 décembre 1902, le total s'élevait, rien que pour ces différentes œuvres, à 323.000.000 de marcs.

J. CHARMONT

CHAPITRE PREMIER

Résumé et guide pour les différentes assurances ouvrières en Allemagne.

Après l'aperçu d'ensemble que l'amabilité de mon frère, M. Charmont, le professeur de droit de l'Université de Montpellier, a bien voulu me transmettre, je me permets de parcourir vivement l'opuscule si bien fait que M. le Dr Zacher, l'aimable et bienveillant président de l'Office impérial des assurances a fait paraître en 1902 sous ce titre : *Leitsaden zur Arbeiter-Versicherung des deutschen Reichs* » (Guide pour l'assurance ouvrière de l'empire allemand).

Ce qui frappe, c'est surtout cette idée directrice que ce qu'en France nous laissons à la charité de l'assistance publique, c'est-à-dire les secours que nous appelons de bienfaisance sont ici transportés dans un domaine beaucoup plus élevé de la sociologie.

Là la prévoyance sociale s'est unie à deux principes, la mutualité et l'autonomie, pour permettre aux intéressés, c'est-à-dire au capital et au travail, de marcher la main

dans la main, vers la conquête de l'hygiène, du bien-être et de la paix sociale.

Après ces quelques mots, je résume rapidement les différentes branches de l'assurance ouvrière, et je tâcherai de montrer comment elles ont été créées, comment elles fonctionnent et plus tard je dirai ce que j'ai vu parmi les œuvres bienfaisantes qui pivotent maintenant autour de cette force colossale.

La première en date est l'Assurance maladie.

L'ASSURANCE CONTRE LA MALADIE

Au moment où j'écris ces lignes, le Reichstag se trouve en présence de quelques modifications qui vont un peu transformer cette loi qui a été faite il y a déjà vingt ans, le 15 juin 1883.

Sur cette assurance est venue se greffer l'assurance accidents et l'assurance invalidité et vieillesse.

Comme me le disait le D^r Koeschlin, qui a été si longtemps le médecin directeur du service « médical de Textil Berufsgenossenschaft von Elsa Lobrengen » (Caisse corporative d'industrie textile d'Alsace-Lorraine), la caisse de maladie est le bouc émissaire. C'est elle qui dans tous les cas intervient pendant les treize premières semaines. Elle était surchargée, mais heureusement la masse énorme des assurés lui a permis de subvenir à peu près à ses charges.

Mais bientôt les deux autres caisses se sont rendu compte que les résultats étaient d'autant meilleurs pour le traitement soit des blessés, soit des invalides du travail, quand celles-ci intervenaient plutôt, et aidaient dans une

large mesure la Caisse de maladie. Dans le chapitre que j'écrirai sur le traitement médical des ouvriers assurés contre les accidents et l'invalidité, en Allemagne, je crois pouvoir démontrer ce que j'avance ici, que le traitement parfois le plus coûteux est encore économiquement parlant moins onéreux pour ces deux assurances.

De plus l'assurance maladie avait laissé un trop grand nombre de caisses s'élever sur le territoire allemand, et des fusions de caisses locales comme celle de Leipzig ont permis à de grandes améliorations de se produire.

Ne voyons-nous pas le même fait se passer en France pour les sociétés de secours mutuels ?

Tout d'abord ce groupement pour toute la France ; ces groupements ensuite par région, comme celui de la Fédération du Sud-Est qui vient de se créer à Lyon ; et ces Fédérations ou Unions départementales qui permettront ainsi à la Mutualité française d'étendre et d'augmenter le rôle qui dans notre organisation sociale actuelle, semble devoir lui être dévolu.

C'est pourquoi le Reichstag allemand se trouve en face d'une nouvelle proposition de loi qui va permettre aux Caisses de maladie fusionnées de prendre encore un essor plus grand.

Le but de la loi de 1883 a été d'introduire dans l'organisation des secours les réformes indispensables au fonctionnement ultérieur de l'assurance contre les accidents et l'invalidité.

« En effet ces trois branches d'assurances se complètent l'une l'autre et demandent que l'incapacité de travail, causée par la maladie ou l'accident soit secourue et guérie par des mesures immédiates et appropriées — conditions

toutes différentes que celles qu'est appelée à remplir l'Assistance publique, qui n'a d'autre but que de veiller à conserver l'existence et à empêcher sa destruction (1). »

L'ancienne législation avait respecté complètement la libre initiative des intéressés, et comme en France actuellement, malgré l'énorme mouvement qui se fait autour des sociétés de secours mutuels, elle n'avait pu arriver à étendre ses bienfaits qu'à la moitié à peine des personnes susceptibles d'être atteintes par les assurances.

C'est pourquoi nous voyons arriver ici l'idée d'obligation dans les assurances, et malgré cette obligation qui nous effraie tant en France, on a su là-bas allier l'obligation d'Etat avec le rôle de la mutualité.

Etendue de l'assurance.

Nous nous trouvons en face de deux obligations :

1° *L'obligation légale ;*

2° *L'obligation appliquée par disposition législative.*

Dans la première, tout ouvrier industriel ou agricole employé d'exploitation, etc., qui gagne moins de 2.000 M. est obligé d'être assuré.

Pour la seconde elle s'adresse à cette catégorie de travailleurs, comme les petits patrons travaillant à domicile, les cultivateurs qui eux aussi si souvent ont besoin de l'aide commune lorsqu'une maladie s'abat sur eux ou leurs familles.

Malgré ces deux obligations la loi s'étend beaucoup car elle a autorisé toute personne qui ne tombait pas sous le coup de la loi de s'assurer et d'adhérer volontairement

(1) ZACHER : *Leitfaden den Arbeiter Versicherung*, Asher et C^e, 1902.

à l'une ou à l'autre caisse, ou bien de fonder des caisses qui par statuts puissent leur procurer le bénéfice de l'obligation.

Nous avons remarqué que l'assurance volontaire a beaucoup bénéficié de ces lois, car en regardant les avantages que ces mutuelles obligatoires donnaient à leurs membres, une quantité innombrable, on peut dire des millions de personnes se sont mises à en bénéficier volontairement.

Voici ensuite la loi complémentaire, celle du 10 avril 1892, qui est venue mettre en concordance d'action la législation des maladies avec les deux autres lois sociales (accidents et invalidité).

Le cercle des personnes soumises à l'obligation ou autorisées à y prendre part s'est encore considérablement élargi.

Tous les membres des carrières libérales, administratives, tous les employés de bureau sont soumis à l'obligation. Quant au droit d'en faire partie volontairement, il n'a pour ainsi dire plus de limite.

Pour son fonctionnement, le choix pouvait se faire entre deux principes : le fonctionnarisme, la mutualité comme nous le verrons partout et toujours dans ces lois sociales et ouvrières allemandes, le principe bien supérieur à tout autre, le principe de la *Mutualité* et de l'*Administration* par les intéressés eux-mêmes, groupés en caisses professionnelles, a toujours prévalu.

N'est-il pas plus noble, n'est-il pas en même temps d'une économie sociale bien entendue, de faire diriger les actions humaines par les intéressés eux-mêmes, que cette façon de nous placer toujours comme nous semblons le vouloir en France, sous une tutelle administrative ?

Mais en dehors de cette influence moralisatrice et bien-faisante, ces relations continuelles pour le bien commun ont permis le contrôle plus facile pour combattre la simulation.

L'organisation est essentiellement locale. Je crois que dans le prochain projet proposé au Reichstag, ceci ne restera pas complètement, car comme l'Office impérial des assurances l'avait autorisé déjà, beaucoup de petites caisses qui avaient pas mal de difficultés à vivre par suite d'un nombre restreint de membres, se sont scindées entre elles pour le plus grand bien des assurés.

Les anciennes caisses volontaires sont restées et ce n'est que l'obligation d'Etat qui force à s'assurer tout en transformant et augmentant les anciennes caisses locales.

Voici la liste de ces différentes caisses :

1° *Les Caisses locales*, confiées aux autorités pour les différentes branches industrielles de l'endroit.

2° *Les Caisses de fabrique*, dont l'organisation revient aux grands industriels.

3° *Les Caisses de construction*, fondées par les entrepreneurs.

4° *Les Caisses de corporation*, instituées conformément au Code industriel.

5° *Les Caisses minières*, organisées en vertu des règlements miniers particuliers.

Puis s'il en est besoin, les communes doivent créer et organiser l'*Assurance communale* pour toute personne qui ne ferait pas partie d'une de ces cinq caisses obligatoires ou d'une caisse volontaire.

Nous trouvons un article de loi très intéressant. C'est qu'en cas de changement de domicile, *la réciprocité* entre toutes les caisses est prévue, et cela nous intéresse d'autant plus, qu'en France nous voyons combien la mise en subsistance entre les différentes sociétés de secours mutuels, est difficile à obtenir malgré tous les efforts que l'on fait pour cela dans les unions mutualistes.

L'objet de l'assurance est de donner à tout assuré un secours efficace et certain pendant au moins treize semaines, beaucoup de caisses arrivent maintenant à une année complète, grâce à leur coopération, à la centralisation de leurs efforts.

Les avantages minima sont :

- 1° Soins gratuits du médecin, médicaments, bandages et appareils orthopédiques, etc ;
- 2° A partir du troisième jour, en cas d'incapacité de travail, un secours en argent équivalent à la moitié du salaire journalier, ou bien les soins gratuits dans une maison de santé, un hôpital général ou spécial, avec la moitié du secours précité pour la famille de l'assuré.
- 3° En cas de décès une indemnité funéraire équivalente au moins à vingt fois le salaire journalier moyen.
- 4° Aux femmes en couches, un secours de maladie pendant une durée de quatre à six semaines ou bien quand cela paraît nécessaire les soins dans une de ces cliniques d'accouchement, ces *Frauen-klinik* comme on les appelle en Allemagne, jusqu'à complet rétablissement.

L'ASSURANCE CONTRE LA MALADIE (1)

I. — RÉSULTAT GÉNÉRAL EN 1900

ORGANISATIONS D'ASSURANCES	NOMBRE	PERSONNES assurées	CAS de maladie	JOURS de maladie	RECETTES (en marcs)	DÉPENSES (en marcs)	CAPITAL (en marcs)
Caisse de maladie { obligatoires	24.529	9.264 815	3 673.714	63.773.610	174.816 252	167.409.809	433.495.643
volontaires	4.687	894.697	340.929	6.369.007	17 883.278	47.845.287	18.193.661
TOTAUX	23.216	10.156.512	40.146.640	70.142.617	192.699.530	185.255.096	471.689.304

II. — RÉSULTAT MOYEN (1885 à 1900)

Pour un assuré il y a annuellement				Par cas de maladie		Cas de maladie sur 100 assurés				Sur 100 marcs de frais payés pour cas de maladie, sont dépensés en					
COTISATIONS du patron	de l'ouvrier	FRAIS		JOURS de maladie	FRAIS	Hommes	Femmes	En général	Secours	Médecins	Médicaments	Épipiaux	Frais funéraires	Femmes en couches	marcs
		marcs	de gestion												
4,70	10,99	13,97	0,88	46,8	37,92	38,4	31,8	36,8	45,39	20,72	16,76	44,93	3,64	1,44	

III. — PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les cotisations sont versées : un tiers par les patrons, deux tiers par les ouvriers, proportionnellement au salaire journalier, avec maximum de 3 p. 100. Dans les caisses libres, les ouvriers supportent seuls les cotisations. Les secours comprennent :

- 1° Soins médicaux et médicaments gratuits ;
- 2° En cas d'incapacité de travail, 50 p. 100 du salaire journalier ou soins gratuits dans une maison de santé et la moitié de l'allocation pour la famille pendant une durée de treize semaines ;
- 3° Un secours semblable aux femmes en couches pendant quatre semaines ;
- 4° En cas de mort, frais funéraires montant à vingt fois le salaire journalier.

(1) Ce tableau est dû à la bienveillance du docteur Zacher.

Tous ces avantages sont des avantages minima. Les caisses ont le droit d'étendre la durée des soins à un an au lieu de treize semaines, de fournir l'augmentation des secours en argent (75 p. 100 au lieu de 50 p. 100), de l'indemnité funéraire quarante au lieu de vingt fois le salaire journalier, de la distribution des secours même dès les trois premiers jours, et de l'extension aux familles et aux convalescents.

De plus toute personne a le droit de faire partie de deux caisses, ce qui permet ainsi à l'ouvrier prévoyant de ne subir aucun dommage durant son arrêt forcé de travail.

Les cotisations varient entre 1 $\frac{1}{3}$ p. 100 à 3 p. 100 du salaire journalier pour l'ouvrier, et pour le patron à la moitié des cotisations de l'ouvrier. Nous voyons donc que le montant total des cotisations égale $\frac{2}{3}$ pour les ouvriers et $\frac{1}{3}$ pour les patrons.

L'*Administration* se fait comme je l'ai dit par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire par les ouvriers avec le concours des patrons, sous la surveillance des autorités locales et les frais de gestion sont à la charge de chaque caisse.

L'ASSURANCE-ACCIDENTS

Avant la loi du 7 juin 1872, il n'était permis de mettre en cause que l'auteur direct de l'accident, et non le chef responsable, c'est-à-dire l'employeur lui-même, et en règle générale, les blessés ou les survivants ne pouvaient obtenir quoi que ce soit de leurs adversaires qui étaient le plus souvent sans ressources.

C'est alors qu'à ce moment fut créée la loi appelée loi de la responsabilité civile qui rendait le patron responsable.

D'après ce principe, le chef d'entreprise ou d'industrie devait indemniser :

1° Pour tout accident survenu dans l'exploitation d'un chemin de fer à moins que le patron ne pût prouver que l'accident était dû à un cas de force majeure ou de la faute du blessé.

2° Dans le travail des mines, des carrières, des constructions ou des fabriques, lorsque le blessé pouvait prouver la faute soit de l'employeur, soit de l'un de ses employés.

Malgré ce grand progrès, il était très difficile de « faire la preuve » que la loi imposait.

Et c'est ainsi qu'un nombre incalculable de procès traînaient plus ou moins de longueur ; parfois après avoir été terminés, ils ne contentaient personne, ni le patron, ni l'ouvrier.

Les rapports entre le capital et le travail ne faisaient que s'aigrir, et les tensions s'élevaient parfois à cet état aigu que malheureusement nous voyons encore si souvent dans notre pays.

De plus, les charges si fortes de l'Assistance publique ne faisaient qu'augmenter en présence de la poussée industrielle qui déjà commençait à se faire jour en Allemagne.

C'est alors qu'intervint le Message de 1881 qui commença cette ère de paix sociale, en invitant le Reichstag à préparer cette œuvre si féconde de l'assurance ouvrière.

On organisa alors une assurance *officielle et légale* englobant toutes les industries afin de secourir les ouvriers blessés, ou leurs survivants.

« Comme c'est l'exploitation industrielle, dit M. le Dr Za-
« cher, qui entraîne par elle-même des dangers, il a paru

« juste de considérer ces indemnités occasionnées par les
« accidents comme partie intégrante du prix de revient
« industriel. Par suite des difficultés sans nombre qui de-
« vaient se présenter au moment de la réalisation de cette
« réforme, et du manque de précédent en cette matière, le
« législateur ne devait nécessairement avancer que pas à
« pas. »

Si je m'étends ainsi sur ce chapitre et dans d'autres sur les assurances accidents, c'est qu'ici en France nous avons cette seule assurance obligatoire, mais fortement dissemblable et dans sa forme, et dans ses organisations.

La première loi d'assurance contre les accidents date du 6 juillet 1884 ; elle ne s'adressait qu'à l'Industrie et a servi par la suite à toutes les lois qui sont venues la compléter.

De même que pour l'assurance maladie, elle ordonne l'obligation d'assurance pour tous les ouvriers ou employés d'exploitation qui ont un salaire inférieur à 2.000 M., c'est-à-dire 2.500 francs.

De même, par des dispositions statutaires l'obligation peut être étendue à des employés gagnant plus de 2.500 M. aux chefs d'industrie pour eux-mêmes ou d'autres personnes à leur service.

Là encore l'on *se servit de la Mutualité* et c'est entre les mains de ces grandes mutuelles corporatives formées soit par régions, soit par tout l'Empire, que l'on remit la direction des caisses d'assurance accidents.

Nous voyons intervenir en plus dans cette assurance la garantie de l'Etat.

L'on donna à ces corporations la personnalité civile et une complète indépendance au point de vue administratif.

L'on s'aperçoit toujours que l'obligation se trouve être seulement une obligation d'Etat et que l'initiative ensuite est complètement laissée aux intéressés, sans avoir recours à la tutelle du fonctionnarisme.

Les caisses corporatives ont créé des sections, nomment leur directeur, et les actions de ces grandes mutuelles industrielles ne sont vérifiées que par l'Office impérial des assurances qui leur indique si souvent par ses conseils éclairés le meilleur moyen d'arriver aux résultats désirés.

Les différentes industries se répartissent ainsi entre les soixante-cinq mutuelles corporatives :

Industrie du bâtiment.	14	Associations
— textile, fer, acier, chacune	8	—
— de l'alimentation.	7	—
— du bois, transport par eau, par terre, chacune	3	—
— papier, métaux nobles et ordinaires, mines et carrières, chacune	3	—
— de la mécanique fine, de l'industrie chi- mique, établissements hydrauliques, usines à gaz, imprimerie, cuir, instru- ments de musique, habillement, chac.	1	—

En dehors de ces mutuelles corporatives industrielles, nous trouvons encore quarante-huit caisses divisées par régions pour l'agriculture, ce qui fait en tout cent treize associations professionnelles qui subviennent à tous les besoins de l'assurance accidents en Allemagne.

L'objet de l'assurance est de compenser tout dommage provenant d'un accident survenu en cours de travail à condition toutefois qu'il n'a pas été provoqué *intentionnellement* par l'assuré lui-même.

Voici ce à quoi a droit l'ouvrier blessé :

1° *Pendant treize semaines* il est traité comme en cas de maladie, c'est-à-dire qu'il touche au moins la moitié de son salaire journalier.

2° *A partir de la quatorzième semaine*, on emploie tous les moyens possibles en vue de lui conserver en partie sa capacité de travail, et pendant ce temps sa femme et ses enfants reçoivent une indemnité.

3° Si on ne peut le guérir, alors il recevra une pension égale aux $\frac{2}{3}$ de son salaire si l'incapacité de travail est absolue, et une fraction moindre si l'incapacité est seulement partielle.

4° *En cas de mort*, une somme égale à vingt jours au moins de son salaire pour frais funéraires et une pension sont payées à sa veuve, ses enfants ou même ses ascendants; ces sommes (séparées ou cumulées, peuvent varier de 15 à 60 p. 100 du salaire).

Pendant les treize premières semaines, les caisses de maladie ou les patrons, au cas où elles n'existeraient pas, sont chargées de subvenir aux besoins des soins et des secours pécuniaires.

Mais comme je l'indiquerai, dans le chapitre du Traitement médical des assurés contre les accidents, les caisses corporatives, afin de procurer aux victimes des secours plus appropriés, prennent de plus en plus à leur charge dès le début de la blessure le traitement, et cela pour le plus grand bien économique de l'association et le plus grand avantage physique de l'ouvrier.

Lorsque pour une raison quelconque une difficulté surgit dans le règlement d'une indemnité, la décision est laissée

entre les mains d'un tribunal arbitral, composé de deux membres de l'association, de deux délégués élus des ouvriers assurés, d'un médecin conseil, présidé par un fonctionnaire officiel.

Puis dans les cas graves, il est appelé devant le Reichs-versicherungsamt (Office impérial des assurances) qui a son siège à Berlin.

Pour le paiement des indemnités, sur un simple avis de la direction de l'association, la poste impériale avance les sommes sans frais aux intéressés, et à la fin de chaque année, ces avances sont remboursées.

Les charges de l'association se répartissent entre tous les membres ; elles comprennent les indemnités augmentées des frais d'administration et des versements effectués en vue de constituer les réserves légales.

Une répartition proportionnelle est basée ensuite suivant un tarif de risques que l'on appelle « Tarif des dangers » et qui est établi par l'Assemblée générale de tous les membres de l'industrie, et révisé par l'Office impérial des assurances.

C'est pourquoi nous avons vu, partout et toujours, combien en Allemagne chacun a le plus grand intérêt à ne pas avoir de trop gros risques, et que l'effort des chefs d'industrie est de suivre le mieux possible *les règlements relatifs aux mesures à prendre pour éviter les accidents.*

Ces règlements ont force de loi aussi bien pour les patrons que pour les ouvriers qui sont soumis à des amendes s'ils n'en suivent pas les prescriptions.

Près de *trois cents ingénieurs* ont été spécialement délégués par les associations professionnelles pour surveiller à ce sujet les établissements industriels.

Pour les frais occasionnés par l'assurance accidents, 33 $\frac{1}{2}$ p. 100 à peu près sont supportés par les patrons, et 8 p. 100 par les ouvriers, car cela revient des charges qui sont laissées aux caisses de maladie.

C'est en raison de cette participation mutuelle des charges, que les ouvriers participent du fait de la loi à la gestion de l'assurance accidents, comme les patrons à celle de l'assurance contre la maladie.

L'on peut donc remarquer combien cette union du capital et du travail est favorable aux bonnes relations entre patrons et ouvriers.

L'Office impérial des assurances a placé les représentants des ouvriers sur le même rang que les patrons délégués par les associations professionnelles, pour l'élaboration de règlements, les enquêtes sur les accidents, les sièges des tribunaux arbitraux, et là toujours, y est joint un médecin qui a voix consultative, et une règle qui ne subit presque pas d'exception, c'est que l'avis du médecin est toujours suivi par le tribunal arbitral.

Nous pouvons donc voir, qu'en cas d'accident, *même produit par sa propre faute*, l'ouvrier est toujours *absolument certain* d'en recevoir un dédommagement, et c'est à l'honneur de l'Allemagne d'être entrée la première dans cette voie d'économie et d'hygiène sociale.

A la suite de la loi de 1884, différentes autres lois furent édictées.

La loi du 28 mai 1885 sur l'extension de l'assurance contre les accidents et les maladies.

Les bienfaits de l'assurance ont été étendus aux importantes industries des *transports* sur terre et sur les voies navigables intérieures, ainsi qu'aux entreprises d'Etat,

Marine, Guerre, Chemins de fer, Postes et télégraphes. La seule différence ici est que l'entreprise est gérée directement par l'Empire ou par les Etats confédérés.

Puis la loi du 15 mars 1886 *pour l'assurance en faveur des employés et soldats victimes d'accidents*. Ici, l'administration de l'Empire institue à cette catégorie de personnes un secours sous forme de pension d'Etat.

Le 5 mai 1886, également, fut promulguée la loi concernant les assurances *contre les accidents et les maladies pour les personnes employées dans les exploitations agricoles*. Les articles de cette loi se rattachent à la loi fondamentale, et étendent l'obligation de l'assurance aux petits propriétaires et entrepreneurs qui n'ont pas un revenu supérieur à 2.500 M. et allèguent la loi d'assurance contre la maladie pour les ouvriers agricoles et forestiers.

Les quarante-huit associations professionnelles agricoles furent constituées territorialement et elles correspondent aux divisions administratives.

Les pensions ou rentes sont calculées d'après le salaire moyen pour chaque sexe et âge d'ouvrier.

De plus les cotisations peuvent être établies non pas d'après le nombre des ouvriers, mais d'après les impôts fonciers, par exemple.

Les 11 et 13 juillet 1887 on édicta une nouvelle loi, la loi d'assurance pour *les ouvriers des chantiers de construction et pour les marins*.

Une association unique fut constituée pour tout l'Empire pour la branche construction, comprenant tous les travaux de régie, fondation, terrassements.

Mais comme ici certains travaux ne durent pas très longtemps, au lieu de se servir du système de répartition des

dépenses on créa le système de la répartition du capital entier correspondant aux rentes établies.

Enfin en 1892, en juin 1900 et en juin 1901, furent édictées de nouvelles lois, réglant différents points de détail dans le fonctionnement des assurances et comprenant de nouvelles catégories de personnes qui ne tombaient pas encore sous le coup des anciennes lois.

Par exemple le chiffre de 2.000 M. auxquels s'arrêtaient l'obligation de l'assurance a été porté jusqu'à 3.000 M.

C'est ainsi que dans l'année 1900, on fit une revision complète des lois d'assurance contre les accidents.

En prenant le compte rendu de l'Office impérial des assurances, nous trouvons que pendant les dix premières années, de 1885 à 1895, environ 250 millions de marcs ont été payés par les patrons pour indemniser les ouvriers et 125 millions de marcs pour constituer les réserves légales.

Et ce chiffre par suite de la grande extension du nombre des assurés ne fait qu'augmenter et il ne faut pas croire que cela a été une faiblesse pour l'industrie allemande, car l'on est frappé en parcourant l'Allemagne de l'immense production toujours croissante de ces innombrables et formidables usines.

Le nombre que nous trouvons actuellement pour les rentes accidents en 1900 arrive au total fabuleux de 700 millions de marcs pour les indemnités et de 170 millions de marcs pour les réserves.

Et l'Industrie germanique exporte toujours de plus en plus.

Je me permets de citer ici la phrase de M. le D^r Bödiker qui résumait son discours au Congrès de Dusseldorf (1) :

(1) Congrès de Dusseldorf 1902, *loc. cit.* — Discours de M. Bödiker.

L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

I. — RÉSULTAT GÉNÉRAL 1900

ORGANISATIONS D'ASSURANCES	NOMBRE	Exploitations	PERSONNES assurées	ACCIDENTS indemnisés	RECHUTES	DÉPENSES	CAPITAL
Association { industrielles. . .	65	478.752	6.928.894	312.678	74.096.179	70.132.403	160.188.283
de professions } agricoles . . .	48	4.711.077	41.189.071	250.379	23.903.291	23.269.789	9.681.708
Offices d'Etat	425	—	774.926	31.832	7.454.476	7.454.476	—
TOTAUX	538	5.189.829	48.892.891	594.889	105.453.946	100.876.665	169.869.991

II. — RÉSULTAT MOYEN

Par assuré	dépenses par accident										Nombre de personnes indemnisées sur 1.000 assurés					Sur 4.000 marcs d'indemnité, il y a				
	COTISATIONS			FRAIS			Capital				Blessés	Orphelins	Parents	RENTES POUR		FRAIS POUR				
	du patron	de l'ouvrier	»	»	»	»	de gestion	D'indemnité	Capital	Blessés				Orphelins	Parents	Blasée	Survivants	Indemnités		
																			marcs	francs
Dans l'année 1890 .	2,98						4,40	0,40	0,40	5,52	200	marcs	6,3	4,0	4,9	0,1	68,66	21,35	8,61	1,38
Dans la 30 ^e année .	6,86						6,40	0,40	0,40	43,72	200	—	21,7	8,3	5,0	0,3	67,44	30,20	2,04	0,32

III. — PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les cotisations sont versées annuellement par les patrons proportionnellement aux services du personnel, c'est-à-dire à la totalité des salaires, au nombre des ouvriers et au degré de danger de chaque établissement.

Les indemnités comprennent :

a) En cas de blessure, à partir de la onzième semaine après l'accident, c'est-à-dire en continuation de l'assurance maladie :

- 1° Les frais de médecin et de médicaments ;
- 2° Une rente pour l'incapacité de travail jusqu'à 66 p. 100 du salaire annuel ou les soins gratuits dans une maison de santé jusqu'à complète guérison, avec une rente pour la famille en cas de mort.

b) En cas de mort :

- 1° Frais funéraires montant à vingt fois le salaire journalier, en aucun cas inférieurs à 30 marcs ;
- 2° Une rente pour les survivants à partir du jour de la mort (veuves et enfants jusqu'à 60 p. 100, parents dans le besoin 20 p. 100 du salaire annuel).

« C'est à cause de l'assurance et non malgré elle, que l'industrie allemande a grandi ; les industriels associés en corporations sont et se sentent libres et se soutiennent, et s'ils portent des chaînes, elles sont de roses. »

ASSURANCES CONTRE L'INVALIDITÉ ET LA VIEILLESSE

M. Charles Gide, l'économiste si distingué, professeur de l'Université de Montpellier, et chargé des cours d'Economie sociale à la Faculté de droit de Paris, dans son lumineux rapport sur la Section de l'Economie sociale de l'Exposition de 1900 appelle cette partie « la catégorie « des gros risques contre lesquels l'assurance est difficile « ou du moins, ce qui revient au même, très onéreuse. La « maladie et l'accident sont des faits, dit-il, relativement « rares dans l'existence humaine, et qui en tous cas n'y « apportent généralement qu'une perturbation passagère. « La vieillesse, au contraire, est l'aboutissant normal de « la vie. Quant à l'invalidité, qu'on a si bien défini une vieillesse prématurée, elle n'est pas moins terrible en ce « qu'elle brise la vie de ceux qu'elle frappe d'une façon définitive (1). »

Là encore l'obligation a été édictée pour cette assurance en Allemagne et l'Empire a imposé les mêmes versements aux patrons et aux ouvriers, et pour mieux faire accepter le principe coercitif, il contribue dans une certaine mesure aux versements.

Contrairement à beaucoup d'autres puissances qui dans

(1) Charles GIDE : *Rapport sur l'Economie sociale à l'Exposition de 1900*, Imprimerie nationale, 1903, Paris.

leurs lois ouvrières ne s'occupaient que de l'assurance sur la vieillesse, ou bien mettait en seconde ligne l'invalidité, le Reichstag dans sa loi créant cette branche de l'assurance ouvrière, plaça au premier rang l'invalidité. « Et cette préoccupation se justifie très bien, dit M. Gide, car le risque d'invalidité est à la fois le plus redoutable parce qu'il peut frapper l'homme à tout instant, même au début de sa vie professionnelle, et le plus digne d'intérêt pour la société parce qu'il échappe à toute prévision ; nul homme n'est tenu de prévoir qu'il pourra devenir invalide, tandis que chacun est tenu de prévoir qu'il pourra devenir vieux. »

Presque partout, l'invalidité tombait à la charge de la charité, et cette loi de l'assurance allemande a permis d'ajouter un fleuron merveilleux à la couronne de la solidarité.

La première loi sur l'*Assurance contre l'invalidité et la vieillesse* fut votée le 22 juin 1889 et introduisit cette branche de l'assurance le 1^{er} janvier 1891. Puis le 1^{er} janvier 1900, elle fut remplacée par la loi sur l'*Assurance contre l'invalidité*, du 13 juillet 1899 qui a procuré avec la nouvelle loi sur l'assurance maladie, plusieurs améliorations basées sur les expériences faites.

Sont assujettis à l'obligation de l'assurance à partir de 15 ans :

1° Tous les ouvriers salariés de toutes catégories y compris les apprentis et les domestiques ;

2° Les employés d'exploitation (contremaîtres, etc., les commis ou apprentis de commerce et autres employés (capitaines de navire, etc.), ainsi que les professeurs, institu-

teurs, qui n'ont pas des appointements supérieurs à 2.000 M. (2.500 fr.).

Puis par décision du Bundesrath l'extension de l'assurance fut accordée :

1° Aux petits entrepreneurs et aux artisans de l'industrie domestique ou textile (comme tissage, tricotage, etc.).

On donna également l'autorisation de s'assurer eux-mêmes jusqu'à l'âge de 40 ans :

1° A tous les employés ayant une rémunération de 2.000 à 3.000 M.

2° Aux petits entrepreneurs et aux artisans à domicile qui ne sont pas assujettis à l'obligation.

3° Aux personnes qui sont exceptées de l'assurance obligatoire, qui n'ayant pas de salaire, ne gagnent que leur entretien gratuit ou ne travaillent qu'occasionnellement.

« *Ont le droit*, me disait M. le Dr Zacher dans ses conversations si instructives à l'Office impérial des Assurances, « *de continuer ou de renouveler volontairement l'assurance*, tous ceux dont l'assurance antérieure cesse d'exister, si pendant une période de deux années à partir de la « *délivrance de la carte-quittance*, moins de vingt (antérieurement quarante-sept) cotisations hebdomadaires ont « *été payées pour des personnes assujetties à l'obligation* « *et moins de quarante pour celles autorisées à s'assurer.* »

Les fonctionnaires de l'Empire, tous employés qui ont droit à une retraite, une pension quelconque dépendant de l'Empire ou des Etats confédérés, sont exceptés des obligations de l'assurance.

Je ne m'étendrai pas beaucoup sur l'objet de l'assurance,

dans le premier chapitre que je dois à l'obligeance de mon frère, la question de l'invalidité y étant longuement traitée.

L'objet est de donner droit à une pension d'invalidité et vieillesse.

Mais quelque chose de très intéressant dans la loi est ce fait que le *remboursement du montant net des versements personnels* (après au moins deux cents semaines) est *acquis* :

1° Aux survivants d'une personne assurée, qui meurt avant d'avoir été pensionnée.

2° Aux enfants et à l'épouse abandonnée.

3° Aux personnes qui deviennent invalides après un accident et qui ne reçoivent pas de pension d'invalidité, vu que celle d'accidents est plus élevée.

4° Aux femmes qui au moment de l'entrée en jouissance d'une pension se marient.

Enfin la loi permet et prévoit un *traitement curatif* (avec secours pour la famille), en faveur des personnes dont la *maladie pourrait amener une incapacité de travail* donnant droit à une pension pour invalidité.

La pension d'invalidité est accordée, sans condition d'âge à tout assuré qui ne peut plus gagner $\frac{1}{3}$ de son salaire. De même pour celui qui sans être définitivement incapable de travail est déjà depuis six mois dans cet état. Une condition restrictive pour le droit à la pension, est qu'il ait participé au moins depuis deux cents semaines à l'assurance.

Cette clause dans la pratique a subi pas mal de changements et j'ai vu que devant les nombreux capitaux que possèdent les caisses d'invalidité, beaucoup de rentes étaient payées même avant que le temps d'attente soit révolu.

La pension de vieillesse est donnée à toute personne à sa

soixante-dixième année, même si l'assuré est encore en état de travailler. Pour avoir droit au paiement de la rente de vieillesse, il suffit de mille deux cents semaines de cotisations, c'est-à-dire vingt-trois ans.

Le temps pendant lequel durent une ou plusieurs maladies, celui du service militaire, la durée d'une pension d'invalidité antérieure, compte pour le droit à l'obtention de l'une ou l'autre pension.

Des dispositions transitoires ont été introduites encore pour diminuer le temps d'attente, par exemple, toute personne qui aurait plus de quarante ans avant la promulgation de la loi, on inscrit à son compte quarante semaines par années d'âge supérieures à quarante ans.

On peut trouver que l'âge de soixante-dix ans est trop élevé pour le droit à la rente de vieillesse. Certes, je crois qu'il pourrait être mis à soixante ou soixante-cinq ans, mais le grand avantage de cette loi, c'est que la pension d'invalidité est toujours là, pour venir tempérer et remplacer ce qui semble un peu dur dans cette limite un peu reculée.

Les ressources sont fournies par l'*Empire*, par les *patrons* et par les *assurés*.

1° *L'Empire* verse annuellement pour chaque pension une somme de 50 marcs. Il participe en outre à la constitution du capital des pensions, proportionnellement au temps durant lequel l'assuré est resté sous les drapeaux. Il entretient l'Office impérial des assurances, et *fait opérer le paiement gratuit des rentes par la poste, ainsi que le débit des timbres-quittance*.

2° *Les patrons et les ouvriers* versent les mêmes cotisa-

tions régulières, selon les quatre catégories dont on a parlé dans le début.

Le patron est toujours responsable de ses cotisations ainsi que de celles de ses ouvriers.

Le montant des cotisations est uniforme pour toutes les institutions d'assurances. Le Bundesrath revise ces tarifs tous les dix ans et ses décisions sont approuvées par le Reichstag.

Les cotisations actuellement sont de : 1^{re} classe 14 pf. ; 2^e classe, 20 pf. ; 3^e classe, 24 pf. ; 4^e classe, 30 pf. ; 5^e classe, 36 pf., correspondant à la solde plus ou moins élevée de l'ouvrier.

Et les pensions quand l'état d'équilibre sera atteint, seront de : 1^{re} classe, 185 M. ; 2^e classe, 270 M. ; 3^e classe, 330 M. ; 4^e classe, 390 M. ; 5^e classe, 450 M.

Certes, aucune compagnie d'assurances, ni même aucune mutuelle n'est parvenue à donner d'aussi belles pensions pour d'aussi faibles versements.

Et n'est-ce pas une œuvre admirable que cette assurance invalidité, *car sur cent ouvriers il faut compter au moins un dixième* qui par suite de maladie ou pour toute autre cause quelconque sont condamnés à passer une partie de leur vie dans l'inaction.

Ces rentes sont payables mensuellement, elles sont incessibles et insaisissables. Le service de la pension est suspendu aussi longtemps qu'un titulaire est en prison ou réside à l'étranger.

Le fonctionnement de cette assurance se fait grâce aux institutions d'assurances comprenant toute une région : on en compte quarante pour tout l'Empire allemand.

Le comité directeur et d'administration jouit de la per-

sonnalité civile et comprend des membres fonctionnaires communaux et de gouvernement, et un minimum de cinq représentants des patrons et de cinq représentants ouvriers élus par leurs pairs.

Chaque comité directeur *administre en toute indépendance* ses recettes et sa fortune.

A partir du 1^{er} janvier 1900, quatre dixièmes de cotisations sont versés à une caisse commune pour subvenir aux besoins qui pourraient se présenter par suite de la faiblesse de l'une ou l'autre caisse.

Pour les placements de ses capitaux, une grande latitude est laissée au comité directeur, et c'est ainsi que, comme je le démontrerai, des centaines de millions ont servi à améliorer l'hygiène publique, à créer les caisses de crédit agricole et assurer le bien-être des ouvriers.

Un tribunal arbitral composé de patrons, d'ouvriers, comme pour les accidents a été formé pour liquider toutes les réclamations qui pourraient se produire.

Les fonctions de membres élus, soit de direction, d'administration ou de tribunal arbitral sont purement honorifiques et il est curieux de voir combien aussi bien pour les ouvriers et les patrons ces places d'honneur sont recherchées. Les personnes qui en sont chargées n'ont droit qu'au remboursement de leurs dépenses ; cependant, les représentants des ouvriers reçoivent une indemnité pour perte de temps.

Comme dans toutes les assurances, le rôle de l'Office impérial est immense ; il surveille, conseille, dirige et juge en dernier ressort. Il couronne ce merveilleux édifice de l'assurance ouvrière toujours en progrès.

Nous venons de parcourir ces trois branches de paix sociale qu'a créées l'Allemagne ; combien d'attaques intéres-

L'ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ ET LA VIEillesse

RÉSULTAT GÉNÉRAL EN 1900

ORGANISATIONS D'ASSURANCES	NOMBRE	PERSONNES ASSURÉES	PERSONNES pensionnées	RECETTES	DÉPENSES	SUBSIDES de l'Empire	CAPITAL
Institutions d'assurances	31	12 420 000	641 000	marcs 172 619 000	marcs 67 244 000	marcs 29 369 000	marcs 776 376 000
CaisseS spéciales	9	593 000	30 000	14 451 000	5 967 000	1 453 000	69 383 000
TOTALS	40	13 013 000	671 000	187 070 000	73 211 000	30 762 000	845 749 000

II. — RÉSULTATS MOYENS

ANNÉES FINANCIÈRES	Par assuré						Pension annuelle		Sur 100 assurés reçoivent la pension		Sur 100 mares de pension sont affectés à			
	Cotisations		Subsidés de l'Empire		Pension		Frais de gestion		Capital		D'invalidité		De vieillesse	
	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	marcs	
Dans la 1 ^{re} année.	8,21	0,54	4,35	0,40	7,09	115,51	125,08	1,20	1,20	11,40	1,20	1,20	100,00	
Dans la 30 ^e année.	18,00	6,00	27,34	0,40	425,33	225,60	135,00	1,90	1,90	12,60	1,90	12,60	94,07	
													5,93	

L'ASSURANCE OUVRIÈRE DE L'EMPIRE ALLEMAND

Population totale. 56.300.000 habitants.
Ouvriers salariés 14.000.000 —

APERÇU GÉNÉRAL EN 1900

ASSURANCES CONTRE	MALADIE	ACCIDENTS	INVALIDITÉ
Personnes assurées .	10.156.500	18.892.900	13.015.000
Personnes indemnis ^a	4.014.600	705.300	889.700
Recettes (en marcs).	192.699.500	103.453.900	187.070.000
Dont payé } patrons .	56.421.900	91.783.500	64.385.000
par les } ouvriers.	126.553.800	»	64.385.000
Dépenses	185.255.100	100.876.700	103.973.000
Dont } indemnités. .	175.158.900	87.351.600	92.729.000
} frais de gestion	10.096.200	13.525.100	11.244.000
Capital.	171.689.300	169.870.000	845.759.000
Indemnité payée par cas	43,6	123	104
Charges par tête d'assuré.	18,6	5,3	12,3

Les charges de l'assurance ouvrière se répartissent ainsi :

	Patrons	Ouvriers	Empire	En tout
	marcs	marcs	marcs	marcs
Assurance maladie	5,45	10,30	»	15,45
Assurance accidents	6,08	»	»	6,08
Assurance invalidité	4,65	4,65	2,88	12,18
TOTAUX	15,88	14,95	2,88	33,71

LES ASSURANCES OUVRIÈRES DE L'EMPIRE ALLEMAND DE 1885 A 1901 (1)

ASSURANCE MALADIE depuis 1885.		ASSURANCE ACCIDENTS depuis 1885.	ASSURANCE } INVALIDITÉ VIEILLESSE depuis 1891.
marcs		marcs	marcs
Secours	755.492 383	Rentes accidents	Pensions d'invalidité . 210.773.323
Médecins	343.922.426	— aux survivants. 143.912.271	— de vieillesse . 245.328.015
Médicaments	278.247.237	Traitement	Traitement }
Hôpitaux	198.427.532	Hôpitaux	Hôpitaux }
Frais funéraires.	60.418 633	Frais funéraires.	Rembour- } mariages. 16 707 451
Femmes en couches.	23.909.492	Indemnités } veuves. . 4.908.946	sement } morts . . 5.427.392
Autres dépenses	24 881.553	pour des } étrangers. 2.234.946	pour } accidents. 41.027
De 1885 à 1900, TOTAL. 1.684.999.234		De 1885 à 1900, TOTAL . 605.402.506	De 1891 à 1900, TOTAL . 404.735.266
Pour l'année 1901.	190.000 000		105.000.000
Somme totale dépenses. 1.875.000.000			600.000.000

(1) Ces statistiques sont tirées du lumineux travail du docteur ZACHEN, président de Sénat à l'Office Impérial des assurances : *Ein Leitfaden zur arbeiter Versicherung*, page 34.

sées se sont élevées contre ces lois économiques, mais peu à peu toutes les nations ont suivi ou se mettent à suivre l'exemple si bienfaisant qui leur a été donné.

Et lorsque les membres si dévoués de l'Office impérial des assurances auront pu présenter au Reichstag l'assurance en faveur des veuves et des orphelins et l'assurance contre le chômage (temps qui ne semble pas bien éloigné), nous verrons la classe ouvrière garantie contre presque tous les risques de la vie.

Et ceci est un grand bonheur pour la grandeur d'un pays et sa tranquillité intérieure.

Je ne puis que souhaiter que grâce à Dieu, en France, nous puissions voir apparaître ces jours heureux.

Nous voyons donc combien les ouvriers depuis 1885 à 1901 ont reçu et les avantages énormes qui leur furent alloués par l'assurance ouvrière allemande.

Cela n'a pas été sans exercer une influence bienfaisante sur le développement économique et socialiste du peuple entier (1).

(1) Ces statistiques et les explications que j'ai données proviennent du lumineux travail du Dr Zacher (*Zur arbeiter-Versicherung des deutschen Reichs*), Asher et C^{ie}, éditeurs, Berlin, 1902. 4

CHAPITRE II

Le tarif des risques des mutuelles corporatives en Allemagne.

Ce chapitre que j'aurais voulu pouvoir intituler le parallèle entre le tarif des risques en Allemagne et en France, ne sera qu'un aperçu de la façon dont on a créé ce tarif pour ainsi dire de toutes pièces dans ce pays, puisque les premiers ils ont transporté dans l'obligation cette assurance accidents.

On aurait aussi beaucoup de difficultés pour pouvoir rechercher en France en dehors du tarif d'Etat qui existe, le tableau dont les différentes sociétés financières ou mutuelles se servent pour leur portefeuille d'assurances.

En France, comme le disait si justement M. Edouard Vermot dans son rapport « de la coopération des compagnies à primes fixes d'assurances contre les accidents », au dernier congrès de Dusseldorf, quelques compagnies ayant eu l'imprudence de se laisser aller à une tempérament aventureux ont provoqué avec une ardeur irréfléchie l'abaissement de la tarification.

Je crois aussi que les compagnies françaises qui au mo-

ment de la promulgation de la loi, voulaient à tout prix former un gros portefeuille, se lancèrent à prendre à des prix dérisoires la garantie des accidents.

Ce qui devait arriver ne se fit pas beaucoup attendre, et ne voyons-nous pas chaque jour, en France, ces nombreuses résiliations, dans beaucoup de compagnies et même parfois la liquidation d'une de ces sociétés qui ne se doutaient nullement de ce que devait être une assurance accidents, ni la charge énorme qu'elles entraînent.

Quelques-unes essayèrent même de chercher à faire des bénéfices soit sur le traitement médical, soit dans les charges hospitalières, mais elles se rendent compte actuellement que ces économies ne sont qu'illusoire et que loin de leur procurer des bénéfices, celles dont le service médical leur coûte parfois plus cher sont celles qui ont le moins d'invalidité ou de rentes à payer.

Comme le disait également M. Bödiker au congrès de Dusseldorf, « toute peine mérite un salaire », et qu'il est bien juste que le médecin, sur lequel pour ainsi dire repose toute l'assurance accidents, reçoive la juste rémunération à laquelle il a droit.

Une autre difficulté se trouve également pour comparer ce qui se fait en France avec ce qui se passe en Allemagne.

Car en France le législateur a choisi le système de la capitalisation au lieu du système de répartition, mitigé de réserves légales qui fonctionne dans ce pays.

Le système de capitalisation que nous avons n'a été accepté là-bas que pour une seule branche de l'assurance accidents, c'est-à-dire pour les entreprises de travaux publics, terrassements, constructions, etc., dont la durée n'est pas continue et qui peuvent devenir intermittents.

Je ne veux et ne suis pas à même de me lancer à la critique de l'un ou l'autre système qui fonctionnent soit en France, soit en Allemagne.

Mais je crois avec M. Zacher, qui le disait très bien avec chiffres à l'appui au congrès de Dusseldorf, « qu'on peut équilibrer à son gré, grâce au système de répartition mitigé de réserves légales (10 p. 100 à 4 p. 100 des primes), la charge entre le présent et l'avenir, et on peut apaiser la crainte que le système puisse conduire à des cotisations surpassant celles de l'assurance privée à primes fixes. Evènement qui paraît, dit-il, déjà être exclu par le fait que les hauts frais d'acquisition et les dividendes de l'assurance prime dévorent presque la moitié des primes reçues, tandis que l'assurance basée sur la mutualité et sur l'administration autonome ne connaît point ces dépenses (1) ».

Loin de moi cependant de critiquer les sociétés financières d'assurances que nous voyons fonctionner en France. L'on n'a qu'à relire le rapport si bien fait de M. Vermot dont je parlais tout à l'heure, pour se rendre compte des services immenses que les compagnies d'assurances ont rendus en France depuis la promulgation de la loi.

De plus l'obligation n'existant que pour l'industrie et les travaux agricoles faits avec moteurs, dans notre pays, les compagnies ont étendu beaucoup les bienfaits de la loi, et maintenant en France l'assurance volontaire a été entraînée vivement par suite de la leçon de choses bienfaisante que procure l'obligation.

Pour la façon dont fut créé le tarif des risques en Allemagne, je ne puis que prier le lecteur de se reporter au

(1) A. ZACHER : Rapport des assurances comparées en Europe, *Congrès de Dusseldorf*.

traité si clair que M. Conrad Hartmann, professeur à l'Ecole polytechnique de Berlin et président du Sénat de l'Office impérial des assurances, publia sur ce sujet (1).

Certes, l'on verra avec quelles difficultés se forma pas à pas cette œuvre immense sur laquelle s'appuie toute l'assurance accidents dans ce pays.

Les mutuelles corporatives guidées en cela par l'Office impérial des assurances, ont fourni une somme de travail formidable, et ne sont pas arrivées encore à un résultat tout à fait net et catégorique.

Car combien souvent, malgré toutes les précautions possibles, un hasard malheureux vient augmenter les dangers d'une exploitation.

Grâce à une suite de circulaires et de décisions venues de l'Office impérial des assurances et dont les plus importantes sont publiées à l'*Officiel*, les tarifs de l'assurance accidents ont pu être établis d'une façon continue.

Tout d'abord on chercha à calculer le nombre d'accidents sur mille ouvriers d'une mutuelle corporative, avec cette classification que nous trouvons dans la circulaire du 20 juin 1889.

1° Blessures suivies de mort.

2° Blessures entraînant l'incapacité totale et définitive de travail.

3° Blessures entraînant l'incapacité partielle et permanente de travail.

4° Blessures entraînant l'incapacité temporaire de travail.

(1) *Le tarif des risques de l'assurance accidents en Allemagne*, par M. CONRAD HARTMANN, conseiller intime, président du sénat de l'Office impérial des assurances, A. Asher et C^e, éditeur, Berlin.

INDUSTRIES (1)	Totaux des Unités de travail 1/10 1885 au 31/12 1893	Nombre de personnes blessées ou mortes pour lesquelles on a payé des indemnités pendant le temps indiqué (Colonne 2)				Coef- ficient de risques	Coeffi- cient de risques moyens pour 1000 ouvriers
		a Mort	b		c Inca- pacité de travail tempo- raire		
			c				
			Incapacité de travail				
			totale partielle				
permanente							
1	2	3	4	5	6	7	8
Tissage à la main	49 727	4	—	14	3	223	4,48
Tricotage et tissage, Bonne- terie et Ganterie (Exploita- tion mécanique)	139 554	40		58	8	1 038	7,44
Tissages de toutes sortes sans filature, teinturerie, foule- rie, etc., non compris les exploitations ci-après (Ex- ploitation mécanique). . .	938 782	71	2	886	195	15 665	16,09
Tissage de la laine avec fila- ture, blanchisserie, foulerie, teinturerie [Fabrication de drap, de peluche, etc...] (Ex- ploitation mécanique). . .	525 791	114	49	1 030	276	18 066	34,36
Filature de laine [laine à car- der, à peigner, sans pei- gneuse, filature système Mungo et Shoddy] Peignage, dévidage, retordage (Exploi- tation mécanique).	209 257	72	40	652	109	10 969	52,42
Filature de coton avec pei- gnage, dévidage, retordage (Exploitation mécanique). .	346 562	86	22	1 187	196	19 521	56,33
Fabrication de laine fine [sys- tème Mungo et Shoddy] non compris l'Allemagne du nord.	11 018	13	1	75	16	1 301	118,08

(1) C. HARTMANN, p. 10 et 11, *loc. cit.*

Pour cela on a pris pour 1.000 ouvriers dans la même industrie durant la même durée de travail.

Voici un exemple donné pour faire les calculs par l'Office impérial des assurances (1).

La colonne I comprend les différentes industries ou métiers compris dans l'association professionnelle dont on veut déterminer le tarif des risques et inscrites au registre des taxes.

La colonne II sert à inscrire le nombre des unités de travail correspondant à chaque industrie ou métier de la colonne I ; ces unités sont calculées d'après les salaires payés annuellement par les membres de l'association professionnelle. Ces calculs possédant naturellement une plus grande probabilité lorsque les documents et le matériel dont on se sert sont nombreux et vastes on doit donc les étendre et les appliquer à un nombre d'années aussi grand que possible ; par conséquent on ne doit pas faire entrer, dans la colonne III, les unités de travail d'une seule année, mais bien de plusieurs années réunies.

Puis le 18 mai 1896, l'Office impérial dans une nouvelle circulaire ordonna aux associations professionnelles le procédé simplifié afin de calculer les indemnités par rapport aux salaires groupés d'après les industries.

Et de répondre à cette question : quelle charge pécuniaire correspond pendant un temps donné à 1.000 marcs de salaires ? Ces calculs exigent un enregistrement exact de tous les accidents, et des indemnités payées, ainsi que des dépenses occasionnées par ces accidents.

Et pour cela l'Office impérial des assurances a ordonné de se servir non seulement des données contenues dans les

(1) Tableau de la page précédente.

livres des mutuelles corporatives mais encore de cartes-registres avec les principes nécessaires pour leur bon fonctionnement et dont je vais donner le communiqué suivant :

**Explications de la Carte-registre imposée
par l'Office Impérial (1)**

Pour toute personne blessée ou tuée à la suite d'un accident et dont la blessure ou la mort a imposé le paiement d'une indemnité à l'association, on est tenu de produire une carte-registre dont le contenu doit au moins répondre au modèle ci-dessous, rempli à titre d'exemple ; la carte devra, autant que possible, suivre l'ordre et la marche indiqués par le dit modèle.

Il faut distinguer, dans les renseignements fournis par cette carte, les indications essentielles et immédiates des indications complémentaires et finales.

- a) Les indications essentielles et immédiates doivent être faites aussitôt que la première indemnité a été fixée dans le cas d'accident donné. Ces indications comprennent les décisions concernant cette fixation et les actes s'y rapportant.
- b) Les indications complémentaires doivent être faites dès qu'un changement quelconque s'effectue dans le paiement de la rente.
- c) Formalités finales. Lorsque l'on a procédé à l'enregistrement complet de l'accident on clôt la carte d'après les totaux indiqués au verso.

On doit particulièrement avoir soin de remplir avec exactitude les rubriques qui se trouvent en tête de la carte et

(1) J'ai emprunté l'explication et la Carte-registre à M. Hartmann. Le lecteur trouvera la Carte-registre à la page 78 et 79 de mon livre.

qui concernent l'époque et la cause de l'accident, le genre de blessure et les suites.

On indique si l'accident est arrivé le matin ou l'après-midi en rayant l'indication qui ne s'applique pas au cas donné.

On doit remplir les trois autres colonnes d'après le procès-verbal de l'accident, le plus exactement et le plus brièvement possible. La colonne « Suites de la blessure » n'est remplie que par un signe : † = mort ayant suivi l'accident ; V. G. (vorübergehende gänzliche Erwerbsunfähigkeit) = incapacité totale ou temporaire de travail ; V. T. (vorübergehende theilweise Erwerbsunfähigkeit) = incapacité partielle et temporaire de travail ; D. G. (dauernde gänzliche Erwerbsunfähigkeit) = incapacité totale et permanente de travail ; D. T. (dauernde theilweise Erwerbsunfähigkeit) = incapacité partielle et permanente de travail.

Dans la colonne : « Cause, lieu et marche de l'accident », on doit indiquer, aussi brièvement que possible, les circonstances particulières qui l'ont accompagné.

En ce qui concerne les remarques faites sous la rubrique « Suites de la blessure », on doit les faire en premier lieu à l'instant même de l'émission de la carte, d'après l'état où, suivant l'examen consciencieux du cas, la personne en question se trouve. Pour tout changement qui se présente plus tard dans les suites de la blessure et qui doit être porté en V., D., etc., ou par exemple de V. G. en D. T., etc., l'indication faite jusqu'au moment où ce changement se produit est rayée ; la nouvelle indication est inscrite à l'encre rouge et accompagnée de la date, au-dessus ou à côté de l'ancienne.

Quant à l'inscription de l'exploitation où l'accident s'est

produit on doit désigner l'industrie de cette exploitation d'après la division indiquée dans le tarif des risques. Sous la dénomination de section d'exploitation (travail) il faut comprendre la section particulière (sous-section, section accessoire) dans laquelle l'accident est arrivé.

Dans le cas où le nom, la raison sociale de l'entrepreneur, diffèrent de ceux de l'exploitation où l'accident est arrivé on doit également désigner cette dernière. De plus on doit indiquer le numéro du registre des taxes ainsi que la classe des risques dans laquelle la section de l'exploitation où a eu lieu l'accident (travail, exploitation accessoire) est rangée ; si cette section n'entre dans aucune des classes établies, on devra indiquer celle où est rangée l'exploitation tout entière. Cette indication sera accompagnée du coefficient de risques correspondant et de la période de tarif en question (Ex : Pér. I, Pér. II, Pér. III, etc.).

Le tarif en vigueur au moment où s'est produit l'accident doit être seul appliqué et fait loi.

Dans les indications concernant le blessé ou le mort on mentionnera sa situation personnelle d'après la carte-modèle ; l'âge sera indiqué, autant que possible, par la date de la naissance, jour et année. On expliquera ensuite brièvement quelle était l'occupation du blessé ou du mort lors de l'accident et on mentionnera son salaire inscrit, journalier et annuel.

Si le blessé est déjà mort lors de l'émission de la carte, on mentionnera, sur le recto, la date de cette mort en indiquant s'il est mort des suites de l'accident ou non. Si la mort n'est pas la suite de l'accident, on rayera les mots « des suites de l'accident » et le cas est considéré comme réglé. On n'a alors besoin de rien inscrire dans la colonne « suite des

accidents ». Si la mort du blessé est due à l'accident on laisse, au-dessous de la date, les mots « suite de l'accident » ; de plus, si la mort est une suite tardive de l'accident qui a déjà, précédemment, entraîné une indemnité, on corrigera la rubrique « suite de l'accident » en y ajoutant une † à côté de la date de la mort écrite à l'encre rouge et on procédera, pour le reste, d'après les indications pour les survivants.

Si le blessé vit encore lors de l'émission de la carte — sans qu'il soit définitivement constaté que l'association professionnelle n'est plus obligée de lui payer une indemnité et que, par conséquent; ni la cause ni la date de cette sortie définitive des charges du syndicat n'aient pu être indiquées — on doit se demander si l'on a accordé au blessé une rente ou une simple indemnité pour faire face aux frais occasionnés par la guérison, ou s'il n'y a eu ni rente ni indemnité accordée, etc., comme dans le cas du remboursement aux caisses de maladie des sommes dépensées pour le médecin et les remèdes, etc., sans qu'il y ait encore eu arrêt de travail). Dans ce dernier cas les autres parties du recto ne sont pas remplies. Mais dans le premier cas on devra indiquer, à la première colonne libre pour la rente mensuelle du blessé :

- a) le montant mensuel de la rente accordée la première fois, si le blessé touche une rente personnelle ; au-dessus de ce montant la date à partir de laquelle cette rente a été payée, au-dessous le taux de la rente comparée à celle que l'on accorde dans le cas d'incapacité totale de travail ; le tout écrit à l'encre noire ;
- b) dans le cas d'un traitement à l'hôpital la date à

laquelle ce traitement a commencé et, dans la colonne réservée aux marcs K. B. (Krankenhausbehandlung — traitement à l'hôpital), le tout à l'encre rouge.

Les autres colonnes verticales de cette rubrique sont destinées à contenir les variations de la rente payée au blessé, y compris les époques auxquelles elle n'a pas été touchée jusqu'au moment où le blessé n'est définitivement plus à la charge du syndicat professionnel.

On a alors à considérer :

- a) les rentes à payer après la sortie de l'hôpital ;
- b) le second traitement à l'hôpital ; dans ce cas on doit procéder comme pour le premier traitement, et considérer comme point de départ l'époque à laquelle on a dû commencer à payer l'indemnité (voir ce qui précède — b.) ;
- c) la cessation temporaire à la suite d'un refus non justifié d'admission à l'hôpital ; dans ce cas on indiquera la date de cette cessation à l'encre rouge et l'on écrira dans la colonne des marcs les initiales A. K. B. (Abgelehnte Krankenhausbehandlung — Refus d'admission à l'hôpital), également à l'encre rouge ;
- d) (pour l'association professionnelle des bâtiments et constructions, des constructions souterraines et le syndicat professionnel des marins) le non-paiement de la rente pour le temps pendant lequel celui qui doit la toucher ne demeure pas dans le pays ; on doit alors marquer la date de la cessation également à l'encre rouge et, dans la colonne

des marcs, les initiales V. E. (Vorübergehende Einstellung — Cessation temporaire) ;

e) les variations de la rente d'après § 65 de la loi d'assurance contre les accidents.

Les rentes de cette catégorie cessent lorsque le blessé est définitivement reconnu comme n'étant plus à la charge de l'association professionnelle, ce qui a lieu :

a) en cas de vie :

α) lorsqu'il a recouvré la capacité de travail (ce que l'on indiquera par un R.) ;

β) lorsqu'il a touché une indemnité payée en capital ;

γ) lorsque la rente est passée avec l'exploitation à un autre corps d'assurance ;

b) en cas de mort.

La date à laquelle le blessé a été définitivement reconnu comme n'étant plus à la charge de l'association devra être portée sous la rubrique convenable au recto de la carte et en même temps, en cas de vie du blessé, le « motif » pour lequel on a déclaré la cessation de la rente devra être indiqué par le signe donné ci-dessus. Pour éviter les changements et modifications dans cette section il est recommandable de ne faire ces remarques que lorsque la personne a été formellement déclarée inadmissible désormais à toucher la rente ; jusqu'à ce moment on n'écrit que la date et « o pct. » dans la rubrique : rente mensuelle du blessé (à l'encre noire) sans autres explications. Dès lors on n'aura besoin de modifier que dans les cas exceptionnels où un blessé rétabli, par suite de nouvelles conséquences de l'accident, aura de nouveau droit à une indemnité.

Quant aux indications concernant les survivants, fem-

mes, enfants, ascendants, on tiendra compte des observations qui suivent.

S'il y a des survivants on indiquera la date de leur naissance à la marge gauche de la carte et à l'endroit réservé à ces indications.

Dans la première colonne des rentes mensuelles on inscrit celles-ci telles qu'elles ont été fixées d'abord pour les différents survivants ; au-dessus on écrit la date à partir de laquelle elles sont payables. Si un changement quelconque se présente on devra remplir une nouvelle colonne et au-dessus de celle-ci inscrire la date à partir de laquelle les nouvelles rentes doivent être seules prises en considération. Une cessation temporaire de ces rentes ne peut avoir lieu que pour les associations professionnelles des bâtiments et constructions, des constructions souterraines et l'association professionnelle des marins pendant le temps où le survivant ne demeure pas dans le pays. La date de cette cessation doit être écrite à l'encre rouge avec, au-dessous, le signe V. E.

On doit également écrire à l'encre rouge les modifications apportées par les arbitres (Sch. G. = Schiedsgericht, arbitres) ou par l'Office impérial des assurances (R. V. A., Reichs-Versicherungsamt) pour le salaire inscrit ; ces indications se font sous la rubrique convenable et sont accompagnées de la date de la décision, le tout à l'encre rouge. Les modifications apportées par les tribunaux et qui peuvent concerner le taux de la rente, le montant mensuel de cette rente, la date du premier paiement, une ordonnance se rapportant au traitement subi à l'hôpital, une cessation temporaire de la rente, etc... doivent être considérées comme si elles émanaient de l'association professionnelle

elle-même. Les indications qui précédaient seront alors rayées et celles venant des arbitres ou du jugement en appel seront inscrites dans la colonne verticale voisine portant la rubrique : Rente mensuelle ; on indiquera également les variations chronologiques de la rente fixée, et la date du jugement rendu par les arbitres ou par le tribunal (voir les exemples de la carte-modèle).

La sortie des différents survivants des charges de l'association peut avoir lieu ou pendant leur vie ou en cas de mort. La date de cette sortie est inscrite sous les rubriques qui se trouvent à droite et sur les lignes correspondant aux différents survivants. La colonne « Motif » sera remplie, dans le cas où l'ayant droit vit encore, ainsi qu'il suit, par la lettre K. s'il y a eu arrangement et paiement d'un certain capital pour des étrangers (Kapital-abfindung) ; par la lettre U (Uebergang der Rente) si la rente a été transportée à un autre corps d'assurance ; par les lettres K. W. (Kapital-abfindung wegen Wiederverheirathung) dans le cas où la femme du décédé se remarie ; par les lettres W. B. (Wegfall der Bedürftigkeit) s'il est reconnu que les ascendants ne sont pas dans le besoin. Pour les enfants, la sortie des charges se fait toujours et régulièrement lorsqu'ils ont quinze ans accomplis. En ce cas il suffit de remplir la colonne fixée par la simple indication de la date.

Au bas de la carte et sur le verso on indiquera la date à laquelle cette carte a été close et terminée. La date correspondant à la rubrique « Sortie personnelle et définitive » est considérée comme celle de la clôture ; dans le cas où, après la mort, il y a des rentes à payer, la date de la clôture est celle correspondant à la rubrique « Sortie » pour le survivant qui a joui le plus longtemps de la rente.

Le numéro d'ordre de la carte est fixé d'après la date de la première indemnité reconnue ; ce numéro est inscrit et sert de désignation à la carte et à l'accident en question.

Le verso de la carte est réservé à l'inscription des rentes réellement payées, ainsi qu'à l'inscription de toutes les autres indemnités qui ont été réellement payées. On inscrira également sur une ligne spéciale chaque année du calendrier et les frais correspondants. Les indemnités véritablement payées pendant les différentes années et les rentes, le tout indiqué au verso de la carte, se rapportent à l'année dans laquelle (non : pour laquelle) le paiement des sommes a été véritablement effectué ; on ne considère par conséquent ni la fixation ni la cessation légale du paiement de ces sommes.

L'inscription a alors lieu tous les ans après la clôture des registres et des comptes et d'après ces registres et comptes. Le verso des cartes présente donc des extraits complets de ces comptes.

Les indemnités qui n'ont été payées qu'une fois, comme les frais d'enterrement, le capital payé, après arrangement, au blessé ou à la veuve d'un assuré lorsqu'elle se remarie, ou les capitaux payés aux survivants, doivent être portés dans la colonne « Sommes annuelles » au-dessus des autres indemnités inscrites à gauche de la colonne ; on doit les motiver dans la colonne « Remarques » (voir la carte-modèle).

Dans la colonne « Remarques » on expliquera les différences entre le paiement réel et le paiement dû, ce dernier étant déterminé par les indications du verso, tant que ces différences ne sont pas déjà motivées par le verso rendant compte des indemnités payées dans les différentes années

30/9 1896	Installation défectueuse de l'exploitation et négligence d'un compa- gnon de travail.	Fracture de la cuisse droite et contusion supposée lé- gère du côté droit de la poitrine.	V. G. (D. T.) (D. G.) (1/3 1887 (1/2 1888) (+ 25/12. 1888)
10 h. 1/2 matin			
Jour : Mardi	Cause de l'accident	Description de la blessure :	Suites de l'accident :
Jour et heure de de l'accident	Cause, lieu et marche de l'accident : Sch. était occupé à la scie ronde lorsqu'un tas de planches, qui se trouvait près de là, fut ren- versé par une grosse voiture passant du côté opposé : Sch. fut jeté à terre et eut le côté droit blessé, comme il a été indiqué ci-dessus.		

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BATIMENTS ET CONSTRUCTIONS
DU NORD-EST. Section I.**

Détermination de l'Exploitation où l'accident est arrivé :

Objet (Désignation) :	Entrepreneur (raison commerciale) :	N° 586
<i>Charpenterie et scierie mécanique.</i>	<i>R. Lademann.</i>	du Registre des taxes
Section de l'exploitation (Travail) :	Ville : <i>Berlin.</i>	Classe de risques
<i>Scierie mécanique.</i>	District : <i>Id.</i>	VI (8 ; Per. I)
	(District-Bureau, etc.).	

Le Blessé.

Age : Jour de naissance : 5/10 1846 ou âge exprimé en années accomplies au moment de l'accident :	Prénom et Nom : Friedrich Schultze.	Occupation au moment de l'accident : Scieur.	Salaire enregistré M. 3,00 (3.30) 900,00 (990,00) Sch. G. 15/2.87	Sortie définitive des charges de l'association												
			Jours avant	en cas de vie le 1	par décès le 15/12 1888											
				Motif :	suite de l'accident											
Rente mensuelle du blessé :																
du :	34/12 1886	1/3 1887	1/3 1887	16/11 1887	1/3 1887	16/11 1887	1/1 1888	1/1 1888	10/5 1888	10/5 1888	1/11 1888	15/12 1888				
M. (K. B.)	16,50	33,00	(K. B.)	41,25	(K. B.)	22,00	41,25	(A. K. B.)	41,25	55,00						
0/0		30	60 Sch. G. 17/9 87		75 R. V. A. 18/12. 87		40	75 Sch. G. 15/4 88		75 R. V. A. 27/9. 88	100					

Le Blessé.

Rente mensuelle après la mort du blessé												Sortie		
Né(e) :		du	15/12 1888	1/5 1889	1/8 1890	1/10 1891	1/12 1893	1/12 1894	1/5 1894	1/9 1895		En cas de vie le :	Motif :	par décès le :
Femme.	10/6 1852	M	10.40	12.40	15.25	16.50	16.50					1/5 1894	K. W.	1
	4/5 1874	»	7.85									1/5 1889		1
	1/8 1875	»	7.85	9.30								1/8 1890		1
Enfants.	15/3 1877	»	7.85	9.30	11.45							1		1/10 1891
	1/12 1878	»	7.85	9.30	11.45	12.40						1/12 1893		1
	1/9 1880	»	7.85	9.30	11.45	12.40	12.40	12.40	12.40			1/9 1895		1
	18	»										1		1
	18	»										1		1
Ascendants	18	»										1		1
	18	»										1		1
	18	»										1		1

Terminé le :
1/9 1895.

(Colonne réservée pour les indications con-
cernant les actes et les registres).

N° d'ordre
237.

Années	Hôpital		Autres frais de traite- ment.	Rente				Indemnités diverses payées une fois et somme annuelle.	Remarques.
	Frais de traite- ment.	Rente payée aux parents.		au blessé.	à la veuve.	aux orphe- lins.	aux ascen- dants.		
	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	
1887	307,40	175,55		350,63				833,58	
1888				522,50				522,50	
1889					118,34*	476,10		66,00 594,44	Frais d'enterrement. * On tient compte ici des 28,39 M. payés en trop au blessé en 1888.
1890					163,05	432,15		595,20	
1891					186,75	383,55		570,30	
1892					198,00	297,60		495,60	
1893					198,00	285,20		438,20	
1894					66,00	148,80		594,00 214,80	Entente et paiement de capi- tal par suite d'un nouveau mariage contracté.
1895						99,20		99,20	
Total.	307,40	175,55		873,13	930,14	2 122,60		5 068,82	

total

(y compris tout paiement définitif
de capital fait au blessé) :

1 356,08 M.

total

(y compris les indemnités
payées une fois lors du
décès) :

3 712,74 M.

(non pour les différentes années). On a alors à considérer les réductions de paiement par suite de rentes antérieurement trop fortes, ou de rentes oubliées, etc...

Lorsque l'accident a été ainsi réglé et que tous les paiements ont été inscrits, on clôt également le verso de la carte en opérant sur les sommes indiquées dans les diverses colonnes et en inscrivant les résultats obtenus : la carte est alors terminée et close.

C'est grâce à ce système de cartes-registres qu'on a pu avoir la statistique pour les assurances professionnelles des bâtiments et constructions dont voici les résultats :

Industrie.	Salaires payés de 1885 à 1896	Indemnités payées de 1885 à 1896	Indem- nités payées pour 1.000 M. de salaire	Coef- ficients de risques réduits
Tapissiers.	21 830 267	35 330	1,62	1,07
Poêliers.	47 908 789	104 560	2,18	1,43
Peintres.	337 092 973	1 161 563	3,45	2,27
Ferblantiers.	100 186 622	477 213	4,76	3,13
Serruriers.	3 223 805	43 807	13,59	8,94
Tailleurs de pierres.	136 365 404	650 941	4,77	3,14
Maçons	1 583 896 622	12 040 689	7,60	5,00
Entreprises diverses	309 622 694	3 027 892	9,78	6,44
Charpentiers	577 157 218	5 554 287	9,62	6,33
Puisatiers.	17 871 702	310 632	17,38	11,43
Couvreurs.	88 558 078	1 677 037	18,94	12,46
Démolition de bâtiments.	4 846 557	306 040	63,15	41,55

Certes, il a été très difficile pour arriver à calculer tout avec une précision mathématique, mais l'approchant est surtout désirable, et les tarifs allemands arrivent à être le plus près de la vérité. A chaque industrie un coefficient et une classe de risques ont été formés.

Une fois le tarif créé par l'association professionnelle, il est homologué par l'Office impérial des assurances.

L'association professionnelle a le droit de le faire appliquer en y joignant différents articles que l'Office impérial des assurances a imposés.

1° « Le groupement des exploitations et des exploitations accessoires en classe de risques suppose, *a priori*, des conditions d'exploitation normales, une installation bonne et régulière et l'application de toutes les mesures de précaution connues et ordinairement observées. »

2° « Si dans des cas particuliers, on a constaté par des questionnaires transmis, par les remarques d'un entrepreneur, ou par tout autre moyen que, étant donné un fonctionnement de l'exploitation différant sensiblement du fonctionnement ordinaire, les risques pour lesquels les coefficients ont été calculés dans le tarif, n'existent pas, le comité directeur est autorisé à élever ou à réduire les coefficients des risques de 5 à 25 p. 100. »

3° « Si dans une exploitation on constate l'existence de risques extraordinaires, si les précautions habituellement prises n'ont pas été appliquées, et cela sur une grande échelle, ou si la statistique montre que le coefficient à risques moyens a été surpassé d'une quantité appréciable, en un mot, si d'après ce qui précède, on peut conclure indubitablement à l'existence d'une installation défectueuse, il y a lieu de considérer les risques comme augmentés et le Comité directeur est autorisé à élever les coefficients de risques moyens à l'exploitation de 10 à 50 p. 100. »

J'en arrive à cette partie très intéressante en question *d'hygiène ouvrière, celle des appareils pour éviter les accidents et la maladie.*

Pendant l'exposition de 1900, M. Conrad Hartmann, chargé par l'Office impérial des assurances, a pu montrer 960 photographies et dessins mis à sa disposition par les industriels, les chefs d'exploitations agricoles, et qui servent de dispositifs de protection.

L'on a pu remarquer ainsi les mesures importantes prises dans les différentes branches de l'industrie et de l'agriculture, marine, chemin de fer, etc., pour diminuer les dangers d'accidents.

Ces mutuelles corporatives ont émis des prescriptions qui ont force de loi, et on leur a permis de plus d'en surveiller l'application et de l'obtenir au besoin par contrainte et sous peine d'amende.

C'est ainsi qu'en Allemagne la partie destinée à prévenir les accidents est devenue un art véritable.

Les corporations, les sociétés diverses se sont mises à organiser des concours, et cette façon de procéder amena la solution de nombreuses et importantes questions.

On expliqua par suite de ces recherches beaucoup d'accidents, et l'explication une fois trouvée, le remède ne mit pas longtemps à lutter contre les causes.

Des revues ont été créées également dans ce but et publient dans tout l'Empire les résultats des efforts et des succès.

Trois cents ingénieurs inspecteurs surveillent continuellement comme je l'ai dit les installations pour savoir si l'exploitation n'est pas défectueuse.

Déjà *plusieurs musées destinés aux systèmes protecteurs de l'ouvrier ont été fondés.*

Celui de Munich a été inauguré en 1900 ; à Berlin, à côté de l'Ecole polytechnique de Charlottenbourg on a construit

un grand musée de ce genre. L'inauguration va s'en faire bientôt, et tout le monde pourra voir fonctionner des machines réduites, des exploitations industrielles et agricoles minuscules renfermant tout ce qui sert dans cette branche, et ce sera une leçon de choses excellente pour toute la population.

Et c'est pourquoi M. Hartmann (1) avait bien raison de dire à Dusseldorf, au Congrès : « qu'étant donné les nombreuses victimes du travail et l'augmentation des dangers proportionnelle au développement de l'industrie, il est absolument nécessaire malgré le chemin et le bénéfice obtenus de ne pas s'arrêter, mais au contraire d'avancer de plus en plus ».

Les industriels français auraient grand avantage à se lancer aussi dans cette voie, car ils doivent se rendre compte que moins leur exploitation aurait de risques, moins ils auraient de primes à payer.

Les ouvriers se trouvant également mieux traités dans des salles plus spacieuses, mieux aérées, et sujets à moins de dangers, aimeront également mieux travailler dans ces établissements et y resteront plus attachés.

TARIF DES RISQUES DES ASSOCIATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES

Pour former le tarif de l'agriculture, la loi s'est trouvée en face de nombreuses difficultés : salaires moyens variables, coefficients de risques inconnus ou très difficiles à

(1) *Congrès de Dusseldorf*, page 425.

faire, chevauchement des exploitations, ainsi le même ouvrier agricole peut travailler aussi bien dans un jardin, des pâturages, dans des vignobles, dans des bois, puis ensuite être employé à une machine à moteur comme machines à battre, machines élévatoires, etc., ou se servir de faucheuses, d'instruments dangereux.

Toutes ces difficultés venaient se joindre « à ce fait, c'est « que le salaire n'est payé qu'en partie en argent, le reste « est représenté par l'habitation, des produits en nature, « la nourriture, etc. ». C'est pourquoi on ne pouvait arriver qu'à une estimation approximative.

Beaucoup également sont de petits propriétaires dont la famille travaille et ils subviennent à leur entretien. Comment rechercher le salaire et en faire une base pour édifier un tarif d'assurances ?

C'est alors que pour jeter les bases de l'assurance accidents agricoles, les associations professionnelles agricoles ont fait une répartition des primes basées sur l'impôt et sur la main-d'œuvre nécessaire déterminée par approximation. Et pour les indemnités on les fixa à un minimum de salaires journaliers par contrées, par pays.

On rechercha également à ramener pour les statistiques d'accidents à *l'unité de travail* et l'on trouva combien il fallait d'unités de travail pour une exploitation en prenant comme base soit 1 hectare de prairies, de vignes, de bois, etc., et alors il devint facile en multipliant l'exploitation par la quantité d'hectares à avoir un chiffre très approchant de la vérité.

En classant ainsi par catégories différentes les travaux

(1) HARTMANN : *Congrès de Dusseldorf*, loc. cit.

**Liste des accidents de l'Association professionnelle agricole
du Hanovre**

Numéro		Nombre annuel des unités de travail	Nombre des personnes mortes ou blessées pour lesquelles du 1 ^{er} avril 1888 à fin décembre 1896 on a payé des indemnités					Coefficient de risques des colonnes 4 et 7	Coefficient de risques pour 100 unités de travail (Colonne 3)	Coefficient de risques réduits
			Mort	Incapa- cité de travail perma- nente et com- plète	Incapa- cité de travail perma- nente et par- tielle	Incapa- cité de travail tempo- raire	Total			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	Pâturages ou labou- rage à la bêche, champs et prai- ries travaillés à la main.	126 571	190	404	3 127	698	4 416	52 533	415.04	48
2	Forêts de plaine, champs et prai- ries labourés avec la force animale.	38 876	470	53	1 306	330	1 859	23 210	597.03	69
3	Forêts de montagne, champs et prai- ries exploités à l'aide de machi- nes à manège, à force animale, à vapeur ou à toute autre force méca- nique.	6 034	13	6	324	62	405	5 232	867.09	100

dissemblables des champs, on est parvenu à voir exactement combien d'accidents se produisaient dans un certain nombre d'unités de travail et on a pris comme base de statistique le chiffre de 1.000 unités de travail.

Et c'est ainsi que l'association professionnelle du Hanovre est arrivée à fournir ces deux tableaux (1) que j'emprunte au travail si bien fait de M. Hartmann et je le remercie d'avoir pu ainsi en me guidant de ses précieuses notes montrer comment fonctionne l'assurance accidents en Allemagne.

TARIF DES RISQUES

de l'Association professionnelle agricole du Hanovre

A. — Classes de risques.

On a formé, pour les exploitations appartenant à l'association, les trois classes de risques suivantes :

CLASSE I

- a) Pâturages ;
- b) Labour à la bêche ;
- c) Champs, jardins ou prairies, sans attelage et animaux de trait.

CLASSE II

- a) Forêts de plaine ;
- b) Champs, jardins, pâturages avec animaux de trait.

(1) Tableau page précédente et Tarif des risques.

CLASSE III

- a) Forêts de montagne ;
- b) Champs, prairies avec machines à manèges, faucheuses avec animaux de trait ou machines mues par toute autre force mécanique.

B. — Cotisations.

La cotisation (le coefficient de risques) est fixé pour la première classe à 60, pour la seconde à 80, pour la troisième à 100.

M. le Dr Klein, au Congrès de Dusseldorf, parlant sur la statistique allemande des accidents, a montré que pour 10.000 hectares cultivés on a un nombre de blessés s'élevant pour les différentes cultures : sol arable, 7,64 ; jardins, 54,68 ; forêts, 4,10 ; prés et pâturages, 5,36 ; vignes, 29,60, et que sur 100 accidents, on a en agriculture :

Chutes (Échelles, escaliers, lucarnes, dans des cavités)	20,95
Véhicules	19,91
Renversements d'objets.	13,25
Animaux (choc, coup, morsure). accidents d'équitation	11,69
Machines de travail.	11,33
Outils, appareils d'agriculture.	6,93

Par les statistiques qui précèdent, nous voyons donc combien des risques d'accidents en agriculture sont fréquents et comme je l'ai dit au Congrès d'Oyonnax, les sociétés de secours mutuels de nos pays agricoles devraient suivre l'exemple de l'Union de l'Ain et chercher à créer la réassurance des accidents agricoles qui sont une lourde charge pour ces sociétés.

Je me permets d'emprunter la suite de ce travail à M. le professeur Hartmann, qui dans sa section à l'Office impérial des assurances, s'occupe si bien de toutes ces questions.

LES INDEMNITÉS PAYÉES PAR LES PRINCIPALES INDUSTRIES
EN 1898

Les dépenses annuelles couvertes par des cotisations réparties, se composent, pour les associations professionnelles de l'industrie, excepté pour celles des constructions souterraines, des indemnités payées par les associations pour l'exercice écoulé répondant exactement à l'année du calendrier, des frais d'administration, des fonds de réserve versés, et des primes accordées pour des sauvetages ou pour des cas où des accidents ont été évités. Pour l'association des constructions souterraines on doit, de plus, fournir le capital des rentes payées par l'association pendant l'exercice écoulé. On calcule ce capital par un procédé indiqué par l'Office impérial des assurances et communiqué dans l'*Officiel*, n° 3, du 1^{er} mars 1894.

Dans le présent livret on a donné et expliqué les principes d'après lesquels les dépenses totales d'un exercice sont réparties sur les exploitations inscrites dans les registres des taxes des associations. La somme imposée à chaque exploitation forme la cotisation qui doit être fournie par cette exploitation pour l'exercice considéré.

Ces cotisations, calculées pour 1.000 marcs de salaire sont très différentes les unes des autres ; cette différence provient des frais d'administration et autres, qui varient beaucoup suivant les associations et, spécialement, des coefficients de risques. Pour une seule association donnée,

dans le cas où elle est divisée en sections, ces cotisations réparties sur les exploitations de la même industrie et calculées pour 1.000 marcs de salaire, ne sont pas égales ; cela provient des frais d'administration des sections, et des participations différentes de ces sections au paiement des indemnités. Pour des industries classées dans différentes associations comme exploitation principale, il va sans dire que les cotisations diffèrent aussi.

Pour se rendre compte des charges que l'industrie allemande a à supporter pour l'assurance contre les accidents on a fait un tableau des cotisations payées, pour 1.000 marcs de salaire par les principales industries.

Le Tableau I contient des indications concernant l'extension et les dépenses des associations industrielles pour l'exercice 1898 ; on y a ajouté quelques chiffres se rapportant aux dépenses causées par les organes exécutifs qui peuvent exister.

Dans le Tableau II on a réuni les chiffres exprimant les cotisations réparties. Pour ces indications on doit considérer qu'elles ne s'appliquent qu'à l'estimation des risques normaux des industries ; la cotisation peut donc, en certains cas, comme il a été dit pages 30 à 36, être plus ou moins élevée que celle indiquée dans le tableau. De plus on doit considérer, ainsi qu'on l'a fait expressément remarquer, que la cotisation d'une industrie faisant partie de la même association peut différer suivant la section dont l'exploitation fait partie ; enfin il y a encore différence de cotisations lorsque la même industrie se présente pour différentes associations. La cotisation que les fabriques de machines ont à payer pour 1.000 marcs de salaire par exemple diffère, suivant que la fabrique considérée appartient à telle

ou telle association professionnelle de l'industrie métallurgique.

Dans les cas où de telles différences se présentent on a indiqué, pour l'industrie en question, la plus haute et la plus basse cotisation (1).

(1) Le Tarif des cotisations payées par les différentes industries qui va suivre est celui qui a été homologué par l'Office Impérial des assurances. M. Conrad HARTMANN, le publie dans sa brochure du *Tarif des risques* 1900, A. Asher et C^{ie}, éditeurs, Berlin.

J'espère qu'il pourra rendre quelques services à nos Sociétés d'assurances.

Tableau I

	Nombre des exploitations	Nombre des personnes assurées	Montant des salaires et appointements des personnes assurées	Dépenses
1	2	3	4	5
I. Associations professionnelles de l'Industrie.				
1. BG. (1) des Mines	1.937	495.086	497.017 654	9.777.728 39
2. Carrières de Pierres. BG . . .	17.108	369.237	416.003.711	2.089.165 79
3. BG. de la Mécanique fine . . .	3.568	119.639	117.233.731	550.225 81
4. BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud.	9.769	152.560	138.485.159	1.275.375 79
5. BG. de l'Industrie du Fer de l'Allemagne du Sud	431	44.286	41.819 766	505.857 82
6. BG. de l'Industrie des Forges et Cylindres des Provinces Rhénanes et de la Westphalie	231	118.236	137.805.168	1.779.865 39
7. BG. de l'Industrie des Machines et du Petit-Fer des Provinces Rhénanes et de la Westphalie	6.855	143.500	143.835.700	1.233.501 08
8. BG. de l'Industrie métallurgique de la Saxe et de la Thuringe	3.927	104.570	104.451.168	795.069 06
9. BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Est.	3.004	84.685	80.545.963	923.077 76
10. BG. de l'Industrie métallurgique de la Silésie	1.371	91.420	68.527.947	937.521 22
11. BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Nord-Ouest.	4.186	110.590	103.230.406	1.242.887 60
12. BG. de l'Industrie des Métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	1.982	52.142	42.961.208	168.992 01
13. BG. de l'Industrie des Métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord. . . .	2.485	92 504	76.846.883	370.256 56

(1) Abréviation pour : Association professionnelle (Berufsgenossenschaft).

	Nombre des exploitations	Nombre des personnes assurées	Montant des salaires et appointements des personnes assurées	Dépenses
1	2	3	4	5
14. BG. de l'Industrie des Instru- ments de musique	896	33.015	23.466.174	125.648 20
15. BG. de la Verrerie	775	65.231	47.182.020	303.941 80
16. BG. de la Poterie	939	71.883	53.372.022	220.451 02
17. BG. de la Tuilerie	13.250	280.733	145.478.210	1.295.088 29
18. BG. de l'Industrie chimique .	6.589	136.704	121.369.157	1.620.926 15
19. BG. du Gaz et des Machines hydrauliques	1.426	37.129	37.887.577	387.291 44
20. BG. de l'Industrie linière . . .	438	49.149	29.829.992	205.191 41
21. BG. de l'Industrie textile de l'Allemagne du Nord	2.092	121.354	78.309.981	452.690 75
22. BG. de l'Industrie textile de l'Allemagne du Sud	981	101.363	60.741.123	283.080 91
23. BG. de l'Industrie textile Silé- sienne	442	52.464	25.349.169	160.382 13
24. BG. de l'Industrie textile d'Al- sace-Lorraine	454	65.790	43.121.908	232.452 58
25. BG. de l'Industrie textile des Provinces rhénanes et de la Westphalie	2.301	125.863	93.329.948	497.655 18
26. BG. de l'Industrie textile de Saxe	3.108	174.533	107.426.673	499.734 13
27. BG. de la Soierie	978	57.025	41.572.370	78.312 10
28. BG. de la Papeterie	1.287	66.335	44.341.175	785.300 06
29. BG. des Industries travaillant le Papier	2.708	82.986	64.356.708	296.818 47
30. BG. de l'Industrie des Cuirs. .	2.859	61.679	53.745.165	404.358 13
31. BG. de l'Industrie du Bois . .	2.862	29.203	22.763.253	246.799 41
32. BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	25.113	180.674	133.263.065	2.095.969 90
33. BG. de l'Industrie du Bois de la Bavière.	4.211	31.585	23.080.298	415.918 43
34. BG. de l'Industrie du Bois du Sud-Ouest.	7.949	41.993	27.258.994	321.949 71
35. BG. de la Meunerie.	35.868	74.739	53.068.979	1.351.459 80
36. BG. de l'Industrie alimentaire.	3.642	46.122	38.526.778	332.153 51
37. BG. de l'Industrie du Sucre. .	155	98.219	45.775.459	751.803 35
38. BG. des Distilleries.	9.482	49.993	34.491.354	501.135 52
39. BG. des Brasseries et Malteries	6.459	92.995	97.824.147	2.127.894 12

	Nombre des exploitations	Nombre des personnes assurées	Montant des salaires et appointements des personnes assurées	Dépenses
1	2	3	4	5
40. BG. du Tabac	6.370	140.883	74.585.537	94.186 93
41. BG. de l'Industrie de l'Habille- ment	4.300	161.785	102.453.250	308.207 21
42. BG. des Maîtres ramoneurs de l'Allemagne	3.449	6.206	3.904.858	54.408 32
43. BG. des Bâtiments et Construc- tions de Hambourg.	10.018	50.246	37.690.643	624.603 02
44. BG. des Bâtiments et Construc- tions du Nord-Est	18.236	171.576	116.749.267	2.496.240 27
45. BG. des Bâtiments et Construc- tions de la Silésie et de la Posnanie.	7.511	98.230	51.079.453	764.350 77
46. BG. des Bâtiments et Construc- tions du Hanovre	15.425	86.081	56.554.889	722.172 38
47. BG. des Bâtiments et Construc- tions de Magdebourg.	5.609	42.112	28.446.905	348.961 35
48. BG. des Bâtiments et Construc- tions de la Saxe	12.106	145.555	100.235.701	969.123 29
49. BG. des Bâtiments et Construc- tions de la Thuringe	5.212	37.648	21.242.330	266.846 75
50. BG. des Bâtiments et Construc- tions de la Hesse-Nassau	13.271	70.384	47.071.538	629.795 64
51. BG. des Bâtiments et Construc- tions des Provinces rhénanes et de la Westphalie.	20.481	182.757	128.417.187	1.362.847 07
52. BG. des Bâtiments et Construc- tions du Wurtemberg	8.030	47.320	24.574.656	360.152 60
53. BG. des Bâtiments et Construc- tions de la Bavière.	14.101	106.539	67.318.320	1.473.040 31
54. BG. des Bâtiments et Construc- tions du Sud-Ouest	10.248	65.399	45.776.101	558.859 82
55. BG. de l'Imprimerie	3.245	101.978	90.556.327	276.095 25
56. BG. des Voies ferrées privées . .	141	22.304	21.620.502	266.473 49
57. BG. des Tramways.	310	33.017	33.895.884	241.321 94
58. BG. des Expéditeurs, des Pro- priétaires de Caves et Gre- niers	23.904	120.130	116.949.020	1.856.887 74

	Nombre des exploitations	Nombre des personnes assurées	Montant des salaires et appointements des personnes assurées	Dépenses
1	2	3	4	5
59. BG. du Camionnage . . .	28.136	76.541	57.144.718	1.530.218 13
60. BG. de la Navigation flu- viale de l'Allemagne de l'Ouest	4.680	17.890	13.614.548	285.704 83
61. BG. de la Navigation de l'Elbe	5.003	19.634	15.828.413	295.979 52
62. BG. de la Navigation flu- viale de l'Allemagne de l'Est	8.009	21.595	10.841.299	175.407 17
63. BG. maritime	1.671	48.648	26.524.426	687.338 79
64. BG. des Constructions sou- terraines	11.215	194.522	100.441.186	1.989.049 84
65. BG. de la Boucherie . . .	19.267	39.420	34.555.505	254.868 88
Total pour les Associa- tions professionnelles in- dustrielles.	456.366	6.316.834	4.643.468.926	56.537.271 79
 II. Sociétés d'assurance des Associations pro- fessionnelles des Bâ- timents et Construc- tions, et des Construc- tions souterraines. .				
	—	—	—	1.602.871 42
 III. Total pour les Asso- ciations profession- nelles de l'Agricul- ture				
	4.654.176	11.189.071	—	19.853.845 34
 IV. Administrations . .				
	—	740.108	—	6.306.827 12
Dépenses totales. . .				84.300.815 67

Tableau II

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Abattoirs et Marchés aux bestiaux :		
a) Emploi de machines.....	BG. des Boucheries	5,50
b) sans machines.....	—	6,60
Accumulateurs (Fabrication d').....	BG. de la Mécanique fine	1,87 à 2,44
Acide sulfurique (Fabrication d').....	BG. de l'Industrie métallurgi- que silésienne	4,01 à 4,61
Acier et acier fondu (Travail de l')..	BG. de l'Industrie métallurgique	12,69 à 22,72
Acier (Fabriques d'objets en)	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud.....	3,38 à 3,71
	BG. de l'Industrie des machines et du Petit-fer des Provinces rhénanes et de la Westphalie.	4,97 à 5,59
Aiguilles (Fabriques d')	BG. de la Mécanique fine	1,87 à 2,30
Aiguisage	BG. de l'Industrie métallurgique	4,98 à 15,59
a) avec pierres jusqu'à 1 m. 20 de diamètre.	BG. de l'Industrie métallurgique saxonne et thuringienne	6,60
b) avec pierres au-dessus de 1 m. 20 de diamètre.	BG. de l'Industrie métallurgique saxonne et thuringienne	37,40
Alcalis (Traitement des)	BG. de l'Industrie chimique	13,05 à 13,95
Allumettes (Préparation du bois pour).	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Sud	3,33 à 3,55
Allumettes (Fabriques d')	BG. de l'Industrie chimique ...	9,13 à 9,76
Amidon (Fabriques d') :		
a) à la main	BG. de la Distillerie	7,50 à 9,09
b) mécanique	—	15,00 à 18,18
Amidon (Fabriques de sucre d')	—	15,00 à 18,18
Appareils à gaz, appareils de cuisine et de chauffage :		
a) sans moteur	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Est	3,08 à 4,00
b) à moteur	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Est	5,00 à 5,30
Ardoise (Fabriques de tables d')	BG. des Carrières de pierre	6,60 à 7,81
Argent et de Platine (Fabrication d'ar- ticles d')	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux	1,06 à 4,68
Argile (Extraction de l')	BG. de la Poterie	16,94 à 24,02
Argile (Fabrique de tuyaux d')	—	8,47 à 12,01
Argile et Terre cuite (Articles d')	—	7,59 à 10,32

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Armatures (Fabrication d', pour chau- dières et machines à vapeur) :		
a) sans fonderie	BG. de l'Industrie du Fer et de l'Acier	3,80 à 4,00
b) avec fonderie	BG. de l'Industrie du Fer et de l'Acier	2,99 à 6,24
Armes (Fabriques d')	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	3,38 à 3,71
	BG. de l'Industrie des machines et du petit-fer des Provinces rhénanes et de la Westphalie.	4,97 à 5,59
Armurerie en gros, fabriques d'outils ou de parties d'outils pour l'industrie	BG. de la Mécanique fine et de l'Industrie métallurgique du Nord-Ouest	1,53 à 5,10
Articles de fer et d'acier (Fabriques d').	BG. de l'Industrie du fer du Sud-Ouest	6,24
Articles métalliques (Fabrique d', de cuivre, de laiton, d'argent, de nickel, d'aluminium).		
a) à la main	BG. des Métaux précieux et non précieux	2,13 à 4,68
b) mécanique	BG. des Métaux précieux et non précieux	4,27 à 9,36
Arrimeurs, ouvriers à bord et gréeurs.	BG. des Expéditeurs et Proprié- taires de greniers et caves...	27,71 à 36,28
Asphalte (Fabrique d')	BG. de l'Industrie chimique ...	18,27 à 19,53
Asphalteurs	BG. des Bâtiments et Construc- tions	4,86 à 12,54
Automates (Fabrication d')	BG. de la Mécanique fine	2,21 à 2,88
Bains (Etablissements de)	BG. de l'Industrie alimentaire..	6,50
Bas (Fabrication de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie textile	1,00 à 1,74
b) mécanique	—	1,12 à 2,90
Bâtiments (Démolition de)	BG. des Bâtiments et Construc- tions	38,89 à 98,80
Bâtiments (Entreprises de)	BG. des Bâtiments et Construc- tions	9,52 à 25,08
Batteuses à vapeur, Charrues à vapeur	BG. de l'Industrie métallurgique.	30,46 à 55,94
Beurre (Préparation du) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie alimentaire.	6,50
b) mécanique	—	7,70

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations de salaire pour 1.000 marcs
Bijouterie (Fabriques d'articles de) :		
<i>a</i>) à la main	BG. des Métaux précieux et non précieux	0,87 à 3,52
<i>b</i>) mécanique	BG. des Métaux précieux et non précieux	3,48 à 4,70
Blanchissage à procédés chimiques	BG. de l'Industrie textile de l'Allemagne du Nord	7,00
Blanchisserie :		
<i>a</i>) Travail à la main	BG. de l'Industrie textile :.....	1,49 à 7
<i>b</i>) — mécanique	—	6,38 à 7,16
Bois (Fabrication d'Articles fins de) :		
<i>a</i>) à la main	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	4,96 à 5,12
<i>b</i>) mécanique	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	9,92 à 10,25
Bois (Commerce de)	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Sud	14,32 à 15,27
	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Sud	7,33 à 7,81
Bois (Défibrage du)	BG. des Papetiers	16,65 à 18,95
Bois (Fabrique d'Articles de) :		
<i>a</i>) à la main	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	2,48 à 2,54
<i>b</i>) mécanique	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	17,35 à 17,93
Bois (Fils et tissus de, Fabriques)	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	17,35 à 17,93
Bois (Travail artistique du, ornements de)	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	4,96 à 5,12
Bois (Préparation du charbon et goudron de)	BG. de l'Industrie chimique	16,96 à 18,13
Bois (Préparation, coupage et cassage de bois — Bois de chauffage — Bois d'ébénisterie)	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	17,35 à 17,93
Bois (Travail du)	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	28,51 à 29,46
Bois (Sculpture du, Planches pour l'impression des tissus) :		
<i>a</i>) à la main	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	2,48 à 2,54
<i>b</i>) mécanique	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	9,92 à 10,25

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Boucheries et charcuteries :		
a) Travail à la main	BG. de la Boucherie	5,50
b) seulement à l'abattoir	—	11,00
c) mécanique	—	11,00
Bouchons et articles de liège :		
a) Fabrication à la main	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	3,72 à 3,84
b) — mécanique	BG. de de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	7,51 à 7,69
Boulangerie	BG. de l'Industrie alimentaire.	5,20
Boulangerie en gros	—	22,10
Boutons (Fabriques d')	BG. de l'Industrie du Bois	2,66 à 5,12
Brasseries :		
a) fermentation ordinaire	BG. de la Brasserie et de la Mal- terie	11,20 à 16,70
b) — avec dépôt	BG. de la Brasserie et de la Mal- terie	14,00 à 22,40
c) — mixte	BG. de la Brasserie et de la Mal- terie	12,60 à 21,00
Briques réfractaires (Fabrique de) ..	BG. de la Tuilerie	8,47 à 12,01
Briquettes (Fabriques de)	BG. des Corps de mineurs et BG. des Carrières de pierre	10,91 à 18,96
Briquettes de tourbe (Fabrique de) ..	BG. de la Tuilerie	8,47 à 12,01
Briquettes (Préparation, à l'eau, de) ..	BG. des Carrières de pierre	13,21 à 14,35
Brocart (Fabrique de, et de couleurs de Bronze)	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux	1,06 à 12,88
Broderie :		
a) à la main	BG. de l'Industrie textile	0,70 à 2,50
b) mécanique	—	1,50 à 3,48
— sur soie :		
a) à la main	BG. de l'Industrie de la soie	0,28 à 0,38
b) mécanique	—	0,83 à 0,94
Brosses, Pinceaux, Balais (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie du Bois	1,67 à 2,56
b) — mécanique	—	3,33 à 12,81
Butirine (Préparation de)	BG. de l'Industrie alimentaire.	6,50 à 7,80
Câbles (Posage des)	BG. des Constructions souter- raines	13,40
Caisses à emballage, malles, caisses à bouteilles (Fabriques de)	BG. de l'Industrie du Bois	14,32 à 25,62
Camionnage (Transport de marchan- dises, de fardeaux, de bois, de sable, de pierre, de charbons, de lait, de personnes ; roulage)	BG. du Camionnage et du Rou- lage	15,27 à 54,21

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 mares de salaire
Canalisation (Travaux de)	BG. des Constructions souter- raines	26,80
Cannes, Parapluies et Ombrelles, Fouets (Fabriques de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie du Bois	1,67 à 2,56
b) mécanique	—	3,33 à 3,84
Caoutchouc, Guttapercha (Articles de)	BG. de l'Industrie chimique	7,83 à 8,37
Caractères (Fonderie de) :		
a) à la main	BG. de l'Imprimerie	2,40 à 3,30
b) mécanique	—	3,55 à 4,55
Caractères (Taillage de)	—	2,40 à 3,30
Carrières de pierres : basalte, grau- wacke, porphyre, mélaphyre, dia- base, quartzite :		
a) sans polissage	BG. des Carrières de pierre	22,46 à 26,54
b) avec —	—	24,44 à 28,88
Carrières de pierres : gypse, craie, spath de rivière, feldspath, spath lourd	BG. des Carrières de pierre	19,81 à 23,42
—, Granit, granulite, gneiss, syénite, lave compacte :		
a) sans usage de la poudre.....	—	17,17 à 20,29
b) avec —	—	21,80 à 25,71
—, Ardoises pour toitures	—	8,59 à 10,15
—, Dolomite, marbre, tuf calcaire, ci- ment :		
a) sans usage de la poudre.....	—	19,81 à 23,42
b) avec —	—	22,46 à 26,54
—, Calcaire, en couches horizontales jusqu'à une hauteur de 0 m. 30 :		
a) sans usage de la poudre.....	—	11,89 à 12,77
b) avec —	—	14,53 à 15,61
—, Ardoise calcaire	—	4,68
—, Grès :		
a) sans usage de la poudre.....	—	11,23 à 13,27
b) avec —	—	17,83 à 21,07
—, Basalte de colonnes	—	9,68 à 9,93
—, Exploitation à ciel ouvert de tuf et de trassoite	—	9,93 à 10,93
Carrosserie	BG. de l'Industrie métallurgique.	3,12 à 9,22
Carton (Fabriques de)	BG. des Papetiers	17,57 à 19,99
Carton pour toitures et Ciments de bois (Fabriques de)	BG. de l'Industrie chimique ...	18,27 à 19,53
Cartouches à étui métallique (Fabri- ques de)	BG. des Métaux précieux et non précieux	4,27 à 23,40

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Ceinturiers (Articles de) :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	3,48 à 4,68
b) — mécanique	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	6,96 à 9,36
Celluloïde (Fabriques de)	BG. de l'Industrie chimique	16,96 à 18,13
Cellulose (Fabriques de)	BG. des Papetiers	17,41 à 19,82
Chaînes (Fabriques de)	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	2,54 à 2,78
	BG. de l'Industrie du fer de l'Allemagne du Sud	6,24
Champagnes et Vins mousseux (Fa- brication de)	BG. de l'industrie alimentaire.	9,10
Chandelles de suif (Fabriques de) ...	BG. de l'Industrie chimique	5,22 à 5,58
Chanvre (Préparation du)	BG. de l'Industrie linière	16,76 à 17,44
Chapellerie :		
a) Fabriques de chapeaux de drap, de paille et de soie	BG. de l'Habillement	1,15
b) Feutre	—	4,58
Charpentiers	BG. de l'Industrie du Bois	11,99 à 17,93
	BG. des Constructions et Bâti- ments	8,77 à 25,08
Charriage des poussières et ordures..	BG. du Camionnage	30,55 à 54,21
Charronnage, carrosserie, construc- tion de traîneaux :		
a) à la main	BG. de l'Industrie du Bois	1,67 à 2,56
b) mécanique	—	10,16 à 11,53
Chaudières à vapeur (Fabriques de)	BG. de l'Industrie métallurgique.	12,50 à 27,64
Chaudières (Fabriques de) :		
a) sans chaudières à vapeur	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	13,54 à 14,83
	BG. de l'Industrie du fer de l'Allemagne du Sud	15,59
b) avec —	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	16,92 à 18,54
	BG. de l'Industrie des machines, des Provinces rhénanes et de la Westphalie	3,73 à 4,20
Chaudronnerie :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	4,26 à 4,70
b) — mécanique	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	6,40 à 7,04

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Chaufournerie	BG. des Carrières de pierre	8,59 à 10,15
Chemins et routes (Construction de)	BG. des Constructions souterraines	13,40
Chicorée (Fabriques de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie alimentaire.	5,20
b) mécanique	—	7,80
Chocolat et Cacao (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	—	1,30
b) — mécanique	—	6,50
Cièrges de cire et articles de cire (Fabriques de)	BG. de l'Industrie chimique	5,22 à 5,58
Cigares (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	BG. des Tabacs	0,45 à 0,51
b) — mécanique	—	0,91 à 1,01
Cigarettes (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	—	0,68 à 0,76
b) — mécanique	—	0,91 à 1,01
Ciment (Fabriques de) :		
a) sans exploitation de carrière ou exploitation souterraine	BG. des Carrières de pierre	10,40 à 11,71
b) avec exploitation de carrière ou exploitation souterraine	—	10,57 à 12,49
Clous (Fabriques de, Clouerie)	BG. de l'Industrie métallurgique.	1,69 à 9,22
Coffres-forts (Fabriques de)	—	4,40 à 6,24
Conduites de Gaz et d'Eau, Bouches de Chaleur (Fabrication de)	BG. de l'Industrie métallurgique de la Thuringe et de la Saxe.	6,60
Confection :		
a) à la main	BG. de l'Habillement	0,69
b) mécanique	—	1,15
Confiseries	BG. de l'Industrie alimentaire.	6,50
Conservation et fumage du poisson :		
a) à la main	—	5,20
b) mécanique	—	6,50
Conserves (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	—	3,90
b) — mécanique	—	6,50
Constructions en fer (Ateliers pour).	BG. de l'Industrie du fer du Sud-Ouest	31,17
	BG. de l'Industrie des machines et du petit-fer de la Westphalie et des provinces rhénanes.	8,70 à 9,79
Constructions souterraines	BG. des Constructions souterraines	30,15
Corderie :		
a) à la main	BG. de l'Industrie linière	2,78 à 2,91
b) mécanique	—	7,69 à 7,99

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Cordes métalliques et câbles de chan- vre	BG. de l'Industrie du fer de l'Allemagne du Sud	3,12
	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Est	5,00 à 5,30
Cordonnerie	BG. de l'Habillement	0,69
Corne (Fabrication d'Articles de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Sud	1,67 à 1,78
b) mécanique	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Sud	3,33 à 3,55
Corsets (Fabriques de)	BG. de l'Industrie de l'Habille- ment	1,15
Couteaux et Ciseaux (Fabriques de) ..	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	6,77 à 7,42
	BG. de l'Industrie métallurgique de la Thuringe et de la Saxe ..	3,30
Coutelleries	BG. de l'Industrie métallurgique silésienne	4,01 à 4,61
	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Ouest	4,98 à 6,01
Couture :		
a) à la main	BG. de l'Industrie de l'Habille- ment	0,69
b) mécanique	BG. de l'Industrie de l'Habille- ment	1,15
Couverture de toits	BG. des Bâtiments et Construc- tions	19,44 à 37,62
Cravates (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie de la Soie....	0,28 à 0,31
b) — mécanique	—	0,83 à 0,94
Cruches et canettes (Fabriques de) ..	BG. de la Poterie	2,28 à 3,92
Cuirs (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie du cuir	4,45 à 5,80
b) — mécanique	—	6,36 à 8,29
Cuirassés (Cnstruction de)	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Ouest	57,72 à 59,20
Cycles (Fabrication de)	BG. de la Mécanique fine	2,21 à 2,71
	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	2,54 à 2,78
	BG. de l'Industrie métallurgique de la Silésie	8,01 à 9,22
	BG. de l'Industrie métallurgique de la Saxe et de la Thuringe ..	3,30

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Cylindres :		
a) pour le plomb	BG. de l'Industrie métallurgique de la Silésie	8,01 à 9,22
b) — fils métalliques	BG. des Métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	8,54 à 9,40
c) — fer-blanc	BG. de l'Industrie métallurgique de la Silésie	11,73 à 18,17
d) — fer et acier	BG. de l'Industrie métallurgique de la Silésie	11,92 à 13,82
e) — fer-blanc (gros et fin) ...	BG. de l'Industrie métallurgique de la Silésie	15,89 à 18,42
f) — cuivre	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	8,80 à 27,64
g) — métal	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Nord-Ouest.	8,01 à 17,60
h) — tuyaux	BG. de l'Industrie métallurgique.	9,31 à 10,20
Déménagements et transport de meu- bles (Entreprises de)	BG. de l'Industrie métallurgique.	25,95 à 31,90
Dentelles (Fabrication de) :	BG. de l'Industrie métallurgique.	11,15 à 14,17
a) à la main	BG. du Camionnage	30,55 à 54,21
b) mécanique	BG. de l'Industrie textile silé- sienne	1,74
	BG. de l'Industrie textile pour l'Alsace-Lorraine	1,27
	BG. de l'Industrie textile de l'Allemagne du Nord	2,50
	BG. de l'Industrie textile de l'Allemagne du Sud	1,50 à 1,59
Dépôts de :	BG. de l'Industrie textile silé- sienne	3,48
a) Fer	BG. des Expéditeurs et des Pro- priétaires de Caves et gre- niers	11,08 à 14,51
b) Verre, porcelaine, faïence	—	5,54 à 7,26
c) Meubles et bois	—	7,39 à 9,67
d) Bois d'ébénisterie	—	16,62 à 21,77
e) Combustibles	—	12,93 à 16,93
f) Papiers et Livres	—	3,69 à 4,84
g) Pétrole	—	9,24 à 12,09
h) Tabacs et Cigares	—	5,54 à 7,26
i) Vins	—	7,39 à 9,67
k) Glace	—	24,01 à 31,44
l) Céréales	—	11,08 à 14,51

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Désinfection (Entreprises de)	BG. de l'Industrie chimique	5,22 à 5,58
Dévidage et Bobinage :		
a) à la main	BG. de l'Industrie textile	1,06 à 2,11
b) mécanique	—	1,41 à 8,11
Distilleries :		
a) Travail à la main	BG. des Distilleries	10,00 à 12,12
b) — mécanique	—	15,00 à 18,18
Débîts de boissons :		
a) Travail à la main	—	7,50 à 9,09
b) — mécanique	—	12,50 à 15,15
Docks	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Nord-Ouest.	16,92 à 17,35
Dorure, filets de bois dorés, étamage :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie du Bois	1,67 à 2,54
b) — mécanique	—	6,66 à 7,69
Dragage :		
a) à la main	BG. de la Navigation intérieure.	7,38 à 13,70
b) à la vapeur	—	16,50 à 26,24
Dragage de sable et gravier	BG. des Carrières de pierre	22,46 à 26,54
Drainage des champs	BG. des Constructions souterrai- nes	4,02
Eaux minérales (Préparation d')	BG. de l'Industrie chimique ...	15,66 à 7,74
Eau (approvisionnement d') :		
a) sans moteurs	BG. du Gaz et des Constructions hydrauliques	6,33 à 6,72
b) avec —	BG. du Gaz et des Constructions hydrauliques	10,41 à 11,04
Ebénisterie (Fabriques de meubles et cercueils) :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie du Bois	1,67 à 5,12
b) — mécanique	—	6,66 à 15,37
Emaillure du fer	BG. de l'Industrie métallurgique silésienne	4,01 à 4,61
Emeris (Fabrique d')	BG. des Carrières de pierre	9,68 à 10,02
Engrais chimiques (Fabrication d') ..	BG. de l'Industrie chimique	18,27 à 19,53
Essences extraites des bois de tein- ture et de tannerie (fabriques d'), moulins	—	11,74 à 12,55
Esprit de vin (Fabrication d') :		
a) à la main	BG. de la Distillerie	7,50 à 9,09
b) mécanique	—	15,00 à 18,18
Estampage et poinçonnage (Ateliers d')	BG. de l'Industrie métallurgique de la Saxe et de la Thuringe. BG. de l'Industrie métallurgique silésienne	17,60 8,01 à 9,22

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Etouffes imprégnées, imperméables, et non inflammables (Préparation d'), Ever (Transport à)	BG. de l'Industrie chimique BG. de la Navigation elbienne. BG. de la Navigation intérieure de l'Allemagne de l'Est	13,05 à 13,95 25,00 21,90 16,20
Ever (Navigation à l')	BG. de la Navigation elbienne.	16,20
Expéditeurs et entreprises de démé- nagements	BG. des Expéditeurs et Proprié- taires de caves et greniers	20,32 à 26,60
Explosifs (Fabrication d') :		
a) contenant du nitrate d'ammo- nium	BG. de l'Industrie chimique	16,96 à 18,13
b) contenant de la nitroglycérine	—	30,00 à 32,08
Extraits de viande (Fabriques d')	BG. de la Boucherie	5,50
Faïences (Fabrique de)	BG. de l'Industrie de la poterie.	
Ferblanterie	BG. de l'Industrie métallurgique BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	2,99 à 9,20
Fer-blanc (Fabrique de)	BG. des Forges des Provinces rhénanes et de la Westphalie.	4,29 à 5,68
Ferrailles (Commerce de)	BG. de l'Industrie des Machines et du Petit-fer de la Westpha- lie et des Provinces rhénanes.	24,86 à 27,97
Fers à cheval (Fabrique de)	BG. de l'Industrie métallurgi- que de l'Allemagne du Sud .. BG. de l'Industrie métallurgi- que de l'Allemagne du Nord..	8,46 à 9,27 5,00 à 5,30
Feutre et drap de feutre (Fabrication de)	BG. de l'Industrie de l'habille- ment	11,45
Feux d'artifice (Fabrication et mon- ture de)	BG. de l'Industrie chimique	16,96 à 18,13
Filatures :		
a) pour coton : mécanique	BG. de l'Industrie textile	5,25 à 9,81
b) — lin et étoupe de lin	— — — — — — — — — — linière	4,88 à 5,08
c) — chanvre et étoupe de chanvre	— — — — — — — — — —	8,38 à 8,72
d) — jute	— — — — — — — — — —	9,78 à 10,17
Fils métalliques :		
Fabriques d'articles de fils mé- talliques et d'aiguilles	BG. de la Mécanique fine	1,87 à 2,30
	BG. de l'Industrie métallurgique de la Saxe et de la Thuringe.	3,50
Fils métalliques à épines et câbles (Fabriques de)	BG. de l'Industrie des Machines et du Petit-fer de la Westpha- lie et des Provinces rhénanes.	4,97 à 5,59

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Fils d'or et d'argent (articles de) :	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	0,87 à 1,17
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	1,06 à 1,17
b) — au moteur	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	3,48 à 4,68
Fleurs (Fabrication de)	BG. de l'Industrie de l'habillement	2,29
Flottages	BG. de la Navigation intérieure	12,50 à 19,20
Fondations de pneumatiques et travaux à l'air comprimé	BG. des Constructions souterraines	67,00
Fonderie d'acier de creuset	BG. de l'Industrie des Forges et des Cylindres des Provinces rhénanes et de la Westphalie	11,15 à 14,77
Fonderie, Fourneaux à manche	BG. de l'Industrie métallurgique du Sud	6,77 à 7,42
— (Fer et métaux)	BG. de l'Industrie du Fer du Sud-Ouest	6,24
— (Fer et acier)	BG. de l'Industrie des Machines et du Petit-fer des Provinces rhénanes et de la Westphalie	8,70 à 9,79
— (Fourneaux à réverbère) ..	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	6,77 à 7,42
— (de Canons)	BG. de l'Industrie métallurgique silésienne	8,01 à 9,22
— (de cloches)	BG. de l'Industrie métallurgique silésienne	8,01 à 9,22
— (de poêles à main)	BG. de l'Industrie des Machines et du Petit-fer des Provinces rhénanes de la Westphalie ..	3,73 à 4,19
— Etain, Zinc et Plomb)	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	4,26 à 4,69
— d'articles de Zinc, pour constructions et jardins ..	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	4,26 à 4,69
Fonte métallique (Fabrique d'articles de) :		
a) articles légers	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux	4,27 à 14,04
b) monuments (Statues, etc.)	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux	11,31 à 15,21
Forgeries	BG. de l'Industrie métallurgique	6,24 à 14,77

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Forgeries de fer	BG. de l'Industrie métallurgi- que de l'Allemagne du Sud ..	10,15 à 11,13
Forges	BG. de l'Industrie métallurgique	2,99 à 9,22
Forges d'acier	BG. de l'Industrie métallurgique silésienne	19,86 à 23,03
Forges de : Cuivre, Argent, Plomb, Zinc, Etain, Nickel, Cobalt, Antimoine, Bismuth	BG. de l'Industrie métallurgique	4,01 à 10,20
Fourneaux (Hauts)	—	11,15 à 18,42
Fourneaux de Cuisine (Fabrication de)	—	2,54 à 18,74
Fromagerie	BG. de la Distillerie	5,00 à 6,06
Fumistes	BG. des Bâtiments et Construc- tions	1,75 à 6,52
Galvanographie	BG. des Imprimeurs	3,55 à 4,55
Ganterie : a) à la main	BG. de l'Industrie textile BG. de l'Industrie du Cuir	1,00 à 1,74 1,27 à 1,66
b) mécanique	BG. de l'Industrie de l'habille- ment	0,69 1,77 à 2,90 3,18 à 4,14
Garniture de bâtiments, articles de construction	BG. de l'Industrie des machines et du Petit-fer de la Westpha- lie et des provinces rhénanes	1,15 7,45 à 8,39
Gaz (Usines à)	BG. du Gaz et des Travaux hy- drauliques	9,05 à 9,60
Glaceries	BG. de l'Industrie alimentaire..	26,00
Glaces et verreries de table : a) Peinture	BG. de la Verrerie	6,61 à 9,26
b) Polissage	—	6,61 à 9,26
Glaçure	BG. de la Poterie	5,46 à 6,04
Goudron de houille (Produits dérivés du)	BG. de l'Industrie chimique ..	16,96 à 18,13
Graviers (Préparation de) : a) sans glissoir	BG. de la Tuilerie	3,18 à 4,50
b) avec glissoir	—	4,24 à 6,00
Gravure (Ateliers de)	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	3,20 à 3,52
Greniers (séparés), dépôts, cours de dépôt	BG. des Expéditeurs et Proprié- taires de caves et greniers	16,62 à 21,77

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Hauts fourneaux (Fer)	BG. de l'Industrie métallurgique	4.97 à 24.50
Halage à la cordelle	BG. de la Navigation intérieure de l'Allemagne de l'Est	13.70
Horlogerie :		
a) Travail à la main	BG. de la Mécanique fine	0.51 à 0.66
b) — mécanique	—	1.87 à 2.44
Huiles et Essences (Préparation d' par les éthers) :		
a) à froid	BG. de l'Industrie chimique	5.21 à 5.58
b) à chaud	—	6.52 à 6.98
Hydrauliques (Constructions)	BG. des Constructions souter- raines	13.40
Imprégnation et Préparation des Bois suivant le procédé Boucherie	BG. de l'Industrie chimique BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	32.62 à 34.87 34.71 à 35.87
Impression sur soie	BG. de l'Industrie textile	15.82 à 16.86
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie de la Soie ..	1.42 à 7.00
b) — mécanique	—	0.18 à 0.31
Imprimerie :		
a) Travail à la main	BG. de l'Imprimerie	0.83 à 0.94
b) — mécanique	—	2.40 à 3.30
Imprimerie	BG. de l'Industrie linière	3.55 à 4.55
Instruments de mesure et de précision.	BG. de l'Industrie linière	6.98 à 7.26
	BG. de la Mécanique fine	1.54 à 1.99
Jalousies (Fabriques de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	4.96 à 5.12
b) mécanique	BG. de l'Industrie des machines des provinces rhénanes et de la Westphalie	1.99 à 2.24
	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	14.87 à 15.37
	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Sud	3.33 à 3.55
Jouets (Fabrication de) :		
1. en fer-blanc et fil de fer :		
a) à la main	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux	2.61 à 3.52
b) mécanique	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux	4.27 à 9.36

INDUSTRIES	(BG.) ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Jouets (Fabrication de) [suite] : 2, id. et boîtes à couleurs : a) à la main	BG. de l'Industrie du Bois de	
	l'Allemagne du Nord	2,48 à 2,56
b) mécanique	BG. de l'Industrie du Bois	7,33 à 7,81
Laines (Dépôts de)	BG. des Expéditeurs et Propriétaires de caves et greniers ..	5,54 et 7,26
Laine (Peignage, Lavage, Séchage, Ouvrage et Louvetage)	BG. de l'Industrie textile	4,50 à 17,66
Laine fine (Préparation de la, et triage des chiffons)	—	14,88 à 24,52
Lait (Préparation du petit)	BG. de la Distillerie	5,00 à 6,06
Lait stérilisé (Préparation du)	—	10,00 à 12,12
Lait condensé et sucre de lait (Préparation du)	BG. de la Distillerie	5,00 à 6,06
Laiton (Fabrique d'articles de)	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	15,66 à 21,06
Lampes forges (Fabrication de)	BG. de la Mécanique fine	0,51 à 0,66
Lampes (Fabrication de) :	BG. des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	3,20 à 3,52
a) à la main	BG. des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	4,27 à 4,70
b) mécanique	BG. de l'Industrie de l'habillement	1,15
Lavages et Teintureries chimiques :	—	9,16
a) Travail à la main	—	8,02
b) — mécanique	BG. de l'Industrie linière	16,74 à 17,31
Lavoires	BG. de l'Industrie de l'habillement	0,69
Lin (Préparation du)	—	3,44
Linge (Fabrique de) :	BG. de l'Industrie chimique	14,35 à 15,34
a) à la main	—	32,62 à 34,87
b) mécanique	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	2,13 à 2,34
Liquéfaction et Solidification :	BG. de la Mécanique fine	0,51 à 0,66
a) de gaz	—	1,70 à 2,21
b) d'acétylène		
Lithographie		
Lunettes et montures de lunettes :		
a) Travail à la main		
b) — mécanique		

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Machines (Fabriques de) :		
a) pour articles légers	BG. de l'Industrie métallurgique	2,99 à 23,03
	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	7,62 à 8,34
	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Nord-Est ..	3,80 à 4,00
b) — — lourds	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	8,46 à 9,27
c) avec fonderie	BG. de l'Industrie métallurgique de la Saxe et de la Thuringe.	6,60
	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Nord-Est ..	8,80 à 9,20
d) pour articles de ménage et de jardins	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Nord-Est ..	3,80 à 5,30
e) pour machines agricoles	BG. de l'Industrie métallurgique	6,60 à 15,59
Machines (Réparations de, Serrurerie mécanique)	BG. de l'Industrie métallurgique	2,99 à 8,39
Machines à coudre et pièces de (Fabri- cation de)	BG. de la Mécanique fine	2,21 à 2,88
Maçons	BG. des Bâtiments et Construc- tions	8,75 à 20,90
Majolica (Fabrique de)	BG. de la Poterie	2,28 à 4,12
Malles et caisses (Fabriques de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	7,51 à 7,69
	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Sud	1,67 à 1,78
b)		12,40 à 12,81
Malt (Fabrique d'extrait de) :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie alimentaire.	3,90
b) — mécanique	—	
Malterie :		
a) sans fonctionnement mécanique	BG. de la Brasserie et de la Mal- terie	6,50 0,84
b) à —	—	1,12
Marchandises (Transport de)	BG. du Camionnage	30,55 à 54,21
— (Chargement de)	BG. des Expéditeurs, des Pro- priétaires de caves et greniers.	16,62 à 21,77
— (Emballage de)	BG. des Expéditeurs, des Pro- priétaires de caves et greniers.	3,69 à 4,84
Massepains (Fabrique de)	BG. de l'Industrie alimentaire.	6,50
Mécaniques (Ateliers)	BG. de l'Industrie métallurgique	3,30 à 10,20
Ménage et Cuisine (Fabrique d'arti- cles de)	BG. de l'Industrie des machines et du petit-fer des provinces rhénanes et de la Westphalie.	3,73 à 4,20

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Menuisiers en gros :		
a) Travail à la main	BG. des Bâtiments et Construc- tions	4,32 à 13,62
b) — mécanique	—	22,85 à 65,16
Mercure fulminant (Préparation de)	BG. de l'Industrie chimique	32,62 à 36,87
Moulins à tan	BG. de l'Industrie du Cuir	25,44 à 33,15
Meubles de jardins et de cuisine	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	14,87 à 15,37
Meubles de fer (Fabrique de)	BG. de l'Industrie métallurgique ..	13,00
Meunerie fine	BG. de l'Industrie alimentaire.	2,54 à 8,50
Mines :		
a) d'ambre	BG. des Carrières de pierre	18,96
b) de lignite	BG. des Corps des mineurs ..	8,18 à 17,40
c) de métaux	—	4,85 à 10,31
d) Salines, marais salants	—	6,07 à 9,35
e) Sel gemme, sel de potasse	BG. des Corps de mineurs	19,95 à 23,85
f) Houille	—	
g) Entreprises d'exploitations sou- terraines	BG. de la Tuilerie	7,58 à 32,23 16,94 à 24,02
Mines à ciel ouvert :		
a) Terre bolaire, terre à couleur, graphite, magnésie, strontianite, corindon	BG. des Carrières de pierre	19,21 à 23,42
b) Limonite, spath fossile, gros spath	—	19,42 à 26,42
c) Ardoisières	—	26,42 à 31,22
d) Terre :		
De 1 à 2 m. de profondeur	BG. de la Tuilerie	4,24 à 6,00
De 2 à 6 m. —	—	8,47 à 12,01
De 3 à 6 m. —	—	12,71 à 18,01
e) Kaolin	BG. de la Poterie	15,19 à 20,76
f) Gravier et sable	BG. des Carrières de pierre	19,15 à 22,64
g) Craie et marne	—	19,81 à 22,76
h) Phosphorite	—	6,91
i) Sable (souterrain)	—	19,81 à 23,42
k) Scories	—	6,60 à 7,59
l) Tourbe :		
1. sans foreuse	BG. de la Tuilerie	2,12 à 3,00
2. avec —	—	6,35 à 9,01
Minerais (Traitement des... dans la préparation mécanique)	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	10,15 à 10,46
Monnaies (Hôtel des, Frappage des)	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux	2,13 à 11,70

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Montage :		
a) pour construction de machines.	BG. de l'Industrie métallurgique	17,16 à 59,20
	BG. de l'Industrie des machines et du petit-fer des provinces Rhenanes et de la Westphalie.	22,37 à 25,17
	BG. de l'Industrie métallurgique de la Saxe et de la Thuringe.	17,60
b) pour construction de chaudières	BG. de l'Industrie des machines et du petit-fer des provinces Rhenanes et de la Westphalie.	31,07 à 34,96
c) pour ponts et gazomètres	BG. de l'Industrie métallurgique	31,78 à 50,35
Mortier (Fabriques de) :		
a) sans transport des mortiers ..	BG. des Carrières de pierre	10,57 à 12,14
b) avec — ..	—	23,12 à 26,55
Moulins où l'on ne fait qu'égruger, moulins à riz	BG. de la Meunerie	17,79 à 19,71
Moulins à cylindres, à élévateurs ; à perler, à nettoyer, à peler	—	21,34 à 23,65
Moulins à peler et à perler, à meules hautes	—	35,57 à 41,33
Moulins en bois (Construction de) ..	BG. des Bâtiments et Construc- tions	12,25 à 29,26
Moutarde (Fabriques de)	BG. de l'Industrie alimentaire.	3,90
Musique (Fabrication des instruments de) :		
a) sans machine	BG. de l'Industrie des Instru- ments de musique	1,37 à 1,51
b) à machine à la main	—	2,80 à 3,29
c) avec machine à vapeur	—	5,79 à 6,37
Nacre, Corne, Ecaille de tortue, Am- bre, Os, Ivoire, arêtes de poisson (Ar- ticles de) :		
a) Fabrication à la main	BG. de l'Industrie du Bois	1,67 à 2,56
b) — mécanique	—	3,33 à 5,12
Navigation :		
a) moteurs à vapeur et autres :		
1. Equipage du pont	BG. de la Navigation intérieure.	14,77 à 17,50
2. Mécaniciens et chauffeurs ..	—	17,50 à 26,24
b) Bateaux de halage, chalands, évers, etc.	BG. de la Navigation intérieure de l'Allemagne de l'Ouest ..	12,31, à 12,66
c) Bateaux à voiles	BG. de la Navigation de l'Elbe. — intérieure de l'Allemagne de l'Est	15,00 13,70

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Navigation à vapeur	BG. de la Navigation de l'Elbe. intérieure de l'Allemagne de l'Ouest	17,50 14,77 à 26,24
Nettoyage de rues et chemins :	BG. de la Navigation intérieure de l'Allemagne de l'Est	16,50 à 19,20
a) dans les communes rurales :		
1. avec fabrication et prépara- tion du matériel	BG. des Constructions souter- raïnes	13,40
2. sans fabrication et préparation du matériel servant à la cons- truction des chemins	—	5,36
b) dans les villes	—	13,40
Nouilles et Macaronis	BG. de l'Industrie alimentaire.	23,40
Optique (Instruments et appareils d', Polissage de verres pour optique) ..	BG. de la Mécanique fine	1,70 à 2,21
Ouate (Fabrication de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie textile de l'Allemagne du Nord	16,00
b) mécanique	BG. de l'Industrie textile de l'Allemagne du Nord	7,08 à 28,96
Outils (Fabrique d')	BG. de l'Industrie métallurgique	2,20 à 13,82
Pains d'épices (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie alimentaire.	1,30
b) — mécanique	—	6,50
Passementerie (Fabriques de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie textile	
b) mécanique	—	0,70 à 1,74
Papier (Fabrication du)	BG. des Papetiers	1,77 à 3,00
Paratonnerres (Fabricants et monteurs de)	BG. des Bâtiments et Construc- tions	14,21 à 16,17 12,25 à 25,08
Parquets (Fabriques de)	BG. de l'Industrie du Bois	14,87 à 25,38
Pâtes alimentaires (Fabriques de)	BG. de l'Industrie alimentaire.	23,40
Peintres	BG. des Bâtiments et Construc- tions	3,51 à 9,77
Peinture sur Majolica, Porcelaine, Faïence	BG. de la Poterie	0,76 à 1,01
Perforage	BG. de l'Industrie des machines et du petit-fer de la Westpha- lie et des Provinces rhénanes.	4,97 à 5,59

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Pétrole (Extraction du)	BG. des Carrières de pierre	6,93 à 7,05
Pétrole (Raffineries de)	BG. de l'Industrie chimique	13,05 à 13,95
Plaques (Fabriques de)		
a) à sec	BG. de la Poterie	3,80 à 5,12
	BG. de la Tuilerie	8,47 à 12,01
b) par voie humide	BG. de la Poterie	9,11 à 12,38
Plâtre (Fabrique de) :		
a) sans exploitation d'éboulements et de mines	BG. des Carrières de pierre	18,49 à 21,85
b) avec exploitation d'éboulements et de mines	—	19,81 à 23,42
Plâtre (Moulage du)	BG. de la Poterie	3,25 à 4,12
Plumes d'acier (Fabrication de)	BG. de l'Industrie métallurgique de la Saxe et de la Thuringe.	2,20
	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Est	5,00 à 5,30
Poêles (Fabriques de)	BG. de la Poterie	3,80 à 5,12
Pointes de Paris	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	7,62 à 8,34
	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Nord-Est ..	5,00 à 5,30
	BG. de l'Industrie des machines et du petit-fer des Provinces rhénanes et de la Westphalie.	3,72 à 4,19
Polissage du verre creux	BG. de la Verrerie	3,30 à 4,63
Polissage du marbre	BG. des Carrières de pierre	6,60 à 7,81
Ponts (Construction de)	BG. de l'Industrie métallurgique de la Silésie et de l'Allemagne du Sud	13,54 à 36,85
Ponts de vaisseaux et écluses	BG. de la Navigation intérieure de l'Allemagne de l'Ouest	14,77 à 15,75
Pontons-prames	BG. de la Navigation intérieure.	13,70 à 20,99
Porcelaine (Fabrique de) :		
a) à la main	BG. de la Poterie	2,28 à 3,92
b) mécanique		3,25 à 4,12
Portefeilles (Fabrique de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie du Cuir	1,27 à 1,66
b) mécanique		4,77 à 6,22
Poterie	BG. de la Poterie	2,28 à 3,92
	BG. de la Tuilerie	2,12 à 7,51
	BG. de la Poterie	2,28 à 3,92
Poteries de grès		
Poteries de grès, objets d'assez grande dimension		7,59 à 10,32
Poudres et cartouches (Dépôt de) ..	BG. de l'Industrie chimique	32,62 à 34,87
Produits chimiques (Couleurs, matiè- res grasses)	—	5,22 à 5,58

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Puddledage	BG. de l'Industrie métallurgique	6,24 à 26,17
Puisatiers	BG. des Bâtiments et Construc- tions	15,12 à 29,26
Quincaillerie (Fabrique d'articles de) ..	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Ouest	2,99 à 3,06
Quincaillerie (Fabrique d'articles de petite)	BG. de l'Industrie métallurgique	3,30 à 8,59
Résine et Poix (Extraction de)	BG. de l'Industrie chimique	16,96 à 18,13
Résineux (Fabrication de produits) ..	—	11,74 à 12,55
Ressorts de voitures (Fabriques de) ..	BG. de l'Industrie des machines des Provinces rhénanes et de la Westphalie	7,46 à 8,39
	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Est	5,00 à 5,30
Retordage du Fil :		
1) sans blanchisserie, teinture- rie, et apprêt :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie textile	0,28 à 3,18
b) — mécanique	—	2,83 à 3,98
2) de soie	BG. de l'Industrie de la Soie ..	0,44 à 0,50
Sabots (Fabrication de) :		
a) à la main	BG. de l'habillement	3,44
b) mécanique	—	9,16
Saucisses (Fabrication de) :		
a) Travail à la main	BG. de la Boucherie	5,50
b) — mécanique	—	11,00
Savon (Fabriques de) :	BG. de l'Industrie chimique	11,74 à 12,55
— de toilette (Fabriques de)	—	5,22 à 5,58
Scaphandriers	BG. de l'Industrie métallurgique du Nord-Ouest	16,97 à 25,16
	BG. des Constructions souter- raines	46,90
Scies et couteaux à placage	BG. de l'Industrie du Bois	11,99 à 30,74
Scierie circulaire	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	38,50 à 39,71
Scieries de marbre	BG. des Carrières de pierre	6,60 à 7,81
Scieries, scieries mécaniques	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	29,75 à 30,74
	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Sud-Ouest ..	32,30 à 34,44
Serrures et clefs (Fabriques de)	BG. de l'Industrie des machines des Provinces rhénanes et de la Westphalie	3,73 à 4,20

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Serrurerie :		
a) travail simple	BG. de l'Industrie métallurgique	4,23 à 9,22
b) — plus important	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	6,77 à 7,42
c) dangereux	BG. de l'Industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud	7,62 à 8,34
Serruriers en gros	BG. des Bâtiments et Construc- tions	4,23 à 29,32
Soudures	BG. du Fer et de l'Acier	6,24 à 9,27
Souliers (Fabriques de)	BG. de l'Habillement	3,44
Sources minérales (Exploitation des, Exportation d'eaux)	BG. de l'Industrie alimentaire.	5,20 à 7,80
Spiritueux, vinaigres et sirops (Dé- pôts et caves de)	BG. des Expéditeurs et Proprié- taires de greniers et caves..	7,39 à 9,67
Stéarine et cierges fins (Fabriques de).	BG. de l'Industrie chimique	7,83 à 8,37
Stérotypie :		
a) à la main	BG. de l'Imprimerie	2,40 à 3,30
b) mécanique	—	3,55 à 4,55
Stucateurs	BG. des Bâtiments et Construc- tions	5,26 à 16,72
Sucre (Fabrication du)	BG. de l'Industrie du Sucre	14,83
Sucrerie (Fabriques de)		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie alimentaire.	1,30
b) — mécanique	—	6,50
Supports et Traverses	BG. de l'Industrie métallurgique	6,21 à 63,30
Surveillance et service des chaudières à vapeur, de machines, de machines de travail mises en mouvement par des moteurs de genres indiqués	BG. des Bâtiments et Construc- tions	23,20 à 35,14
Tabac à fumer (Préparation du) :		
a) à la main	BG. du Tabac	4,10 à 4,55
b) mécanique	—	6,83 à 7,58
Taillage de limes :		
a) à la main	BG. du Fer et de l'Acier	2,54 à 9,22
b) mécanique	—	6,77 à 12,98
Taille du Diamant, de la Pierre et du Verre	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Sud	2,85 à 4,20
Taille de la pierre	BG. des Bâtiments et Construc- tions	3,81 à 16,72
Tailleur (Métiers de) :		
a) à la main	BG. de l'Industrie de l'Habille- ment	0,69
b) mécanique	—	1,15

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Taille des pierres demi-précieuses :		
a) Travail avec siège	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	1,06 à 1,17
b) — sans —	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	4,27 à 4,70
Tanneries :		
a) Travail à la main	BG. du Cuir	4,45 à 5,80
b) — mécanique		10,18 à 13,26
Tapissiers	BG. des Bâtiments et Constructions	1,75 à 6,52
Teinturerie :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie textile	1,42 à 1,96
b) — au moteur	BG. de l'Industrie de la Soie ..	2,75 à 3,03
Télégraphes et lampes (Fabrication de)	BG. de la Mécanique fine	0,51 à 0,66
Téléphones et Microphones (Fabriques de)	—	0,51 à 0,66
Terrassements	BG. des Constructions souterraines	6,70
Terres cuites (Articles de)	BG. de la Poterie	2,28 à 3,92
Tissage :		
a) à la main	BG. de l'Industrie textile	0,71 à 1,74
b) mécanique	—	1,12 à 2,90
Tissage :		
a) de rubans	BG. de l'Industrie linière	1,40 à 2,80
b) à la main	—	1,40 à 1,51
c) de Jute et de toile d'emballage ..	BG. de l'Industrie textile	0,75 à 1,74
d) de laine à peigner	BG. de l'Industrie linière	7,08 à 7,27
e) de toile (mécanique)	BG. de l'Industrie textile	1,50 à 7,95
f) de tuyaux (mécaniques)	BG. de l'Industrie linière	4,19 à 4,36
g) de soie et rubans de soie (mécanique)	—	9,78 à 10,23
h) de courroies de transmission ..	BG. de l'Industrie de la Soie ..	0,83 à 0,94
i) de la laine	BG. de l'Industrie linière	9,78 à 10,23
Tissus divers (Apprêt de)	BG. de l'Industrie textile	1,77 à 7,53
Toiles métalliques, Broderie et Corderie métalliques	—	1,49 à 7,00
Tôle ondulée (Fabrication de)	BG. de la Mécanique fine	2,38 à 2,93
Tonnellerie :	BG. de l'Industrie métallurgique	8,01 à 39,16
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie du Bois	1,67 à 8,97
b) — mécanique	—	7,33 à 20,50
Tourbe pressée (Fabrication de)	BG. de la Tuilerie	6,35 à 9,01

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Tourbe (Travail des Débris et poussière de)	BG. de la Tuilerie	8,47 à 12,01
Tourneurs artistiques :		
a) Travail à la main	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	2,48 à 2,54
b) — mécanique	—	4,96 à 5,12
Tourneurs, ébénistes, constructeurs, garnisseurs, constructeurs d'escaliers :		
a) Travail à la main	—	4,96 à 5,12
b) — mécanique	—	9,92 à 10,25
Transport (Entreprises de)	BG. des Messageries et Camionnages	30,55 à 54,21
Transports de Bestiaux	BG. du Camionnage	30,55 à 54,21
	BG. de la Boucherie	5,50
Transports fluviaux :		
a) à la main	BG. de la Navigation intérieure	14,77 à 15,75
b) divers	BG. de la Navigation intérieure de l'Allemagne de l'Est	24,70
Travaux au crochet :		
a) Fabrication à la main	BG. de l'Industrie textile	1,26 à 2,50
b) — mécanique	—	1,41 à 3,48
Tréfileries	BG. de l'Industrie métallurgique	5,00 à 23,03
Tuileries :		
a) Travail à la main	BG. de la Tuilerie	3,18 à 4,50
b) — mécanique	—	
1) avec foulage à la main	—	6,35 à 9,01
2) avec cylindres	—	7,41 à 10,51
3) avec presses à sécher	—	8,47 à 12,01
Tuiles à rebord (Fabriques de) :		
a) Travail à la main	—	6,35 à 9,00
b) — mécanique	—	8,47 à 12,01
Tunnels, Chemins de mines, puits (Construction de)	BG. des Constructions souterraines	46,90
Tuyaux d'étain et de plomb	BG. de l'Industrie des métaux précieux et non précieux de l'Allemagne du Nord	8,53 à 9,40
Tuyaux en grès	BG. de la Tuilerie	8,47 à 12,01
Vaisseaux (Chantiers de construction de)	BG. de l'Industrie métallurgique	12,50 à 22,38
Vaisseaux de bois (Construction de)	BG. des Bâtiments et Constructions	8,77 à 16,71
Vannerie en gros	BG. de l'Industrie du Bois	1,67 à 2,54

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 mares de salaire
Vannerie (Fabrique d'articles de)	BG. de l'Industrie du Bois de l'Allemagne du Nord	4,96 à 5,12
Verrerie artistique	BG. de la Verrerie	1,65 à 2,31
Verrerie (Fabrication de) :		
a) Verre vert	BG. de la Verrerie	4,95 à 6,94
b) Verre coulé et verre à glaces	—	17,30 à 23,15
c) Verre creux	—	3,30 à 4,63
d) Verre de table et verre à vitres	—	9,91 à 13,89
Viandes (Préparation des)	BG. de la Boucherie	11,00
Vinaigre (Fabrication de)	BG. de l'Industrie alimentaire	13,00
	BG. de la Distillerie	12,50 à 15,15
Vins de fruits (Préparation de)	BG. de l'Industrie alimentaire	3,90
Vis (Fabriques de)	BG. de l'Industrie métallurgique	7,45 à 9,35
Vitriers	BG. des Bâtiments et Construc- tions	3,45 à 9,77
Voies ferrées :		
a) Tramways et voies ferrées de montagnes :		
1. avec animaux de trait	BG. des Tramways	4,53
2. électriques	—	6,79
b) Voies de jonction exploitées soit à la main, soit avec des animaux de trait	—	13,51
c) Voies d'exploitation agricole ou forestières, voies aériennes, etc.	—	18,12
Voies ferrées soumises à la police du mouvement des grandes voies fer- rées de l'Allemagne	BG. des Voies ferrées privées	9,77
Voies soumises à la police du mouve- ment des voies ferrées secondaires de l'Allemagne	—	13,02
Voies ferrées (Construction de)	BG. des Constructions souter- raines	13,40
... (Etablissement de la superstructure des)		28,81
Voies ferrées (Fabrication de Signaux pour)	BG. de l'Industrie métallurgique de la Saxe et de la Thuringe	6,60
Voies ferrées (Matériel pour)	BG. du Fer et de l'Acier de la Saxe et de la Thuringe	8,80
Wagons (Fabriques de)	BG. de l'Industrie métallurgique	6,24 à 11,13
Xylographie	BG. des Imprimeurs	2,40 à 3,30

INDUSTRIES	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES (BG.)	Cotisations pour 1.000 marcs de salaire
Zinc brut (Fabrication du)	BG. de l'Industrie métallurgique silésienne	4,01 à 4,61
Zinc laminé (Fabriques de)	BG. de l'Industrie métallurgique de la Silésie	8,01 à 9,22
Zinguage, Etamage, Plombage	BG. de l'Industrie métallurgique silésienne	8,01 à 9,22
	BG. de l'Industrie des Métaux précieux et non précieux	3,20 à 23,40
Zinguage, Etamage, Plombage de pièces et parties de machines et outils	BG. de l'Industrie des Machines des Provinces Rhénanes et de la Westphalie	24,86 à 27,97
Zingueurs (pour constructions)	BG. des Bâtiments et Construc- tions	5,26 à 13,03

CHAPITRE III

Le traitement médical des ouvriers assurés contre les accidents en Allemagne.

Dans la brochure que M. le D^r Bielfeldt, le sympathique président de sénat de l'Office impérial publia en 1900, nous trouvons tout au commencement ces lignes que je cite textuellement :

« Dans chacune des trois grandes divisions de l'assurance des ouvriers allemands, c'est-à-dire l'assurance contre la maladie, l'assurance contre les accidents et l'assurance contre l'invalidité, les soins dus à l'assuré tombé malade sont soumis à certaines règles légales : Il s'agit en effet des mesures à prendre pour obvier à la maladie et à l'incapacité de travail qui en résulte, ainsi que des moyens de se procurer des ressources pour faire face aux frais résultant de ces mesures.

« Mais tandis que dans l'assurance maladie on ne s'occupe uniquement que du but mentionné, l'assurance contre les accidents et celle contre l'invalidité ne considèrent le traitement des personnes que comme un secours accessoire vis-à-vis de l'accomplissement de leur tâche principale qui est d'accorder des pensions pour l'incapacité complète ou partielle et qui est imposée aux organes

« de l'assurance, c'est-à-dire aux associations profession-
« nelles contre les accidents (mutuelles corporatives), aux
« institutions d'assurance contre l'invalidité et aux causes
« spéciales reconnues comme équivalentes aux institutions
« d'assurances.

« Cependant, cette tâche accessoire à pris dans la pra-
« tique, une telle extension, et par conséquent est devenue
« d'une si grande importance pour atteindre le but pour-
« suivi par l'assurance ouvrière, qu'il vaut la peine de
« prendre en considération spéciale dans les assurances
« contre les accidents et contre l'invalidité les soins à don-
« ner aux malades. »

ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS.

LES DROITS AU TRAITEMENT. — NATURE ET ÉTENDUE.

Ce qui m'a surtout frappé durant mon séjour en Allemagne, c'est que ce droit au traitement qui cependant ne semblait qu'un des à-côtés de l'assurance contre les accidents dans le pays a pris la plus large part et est devenu pour ainsi dire le but entier des caisses corporatives.

Car écarter les suites, rendre nulle ou presque nulle l'invalidité permanente, c'est diminuer d'autant plus les charges de ces corporations.

Dans la première loi allemande, pendant les treize premières semaines le blessé était traité par les caisses maladie. Si le blessé n'appartient pas à l'une de ces caisses, alors le chef de l'établissement industriel est forcé, d'après la loi d'assurance de lui accorder sur sa propre bourse une indemnité égale à celle donnée par l'assurance maladie. Il

doit même parfaire le secours pécuniaire, de manière à amener l'indemnité aux deux tiers de son salaire. (Loi du 6 juillet 1884.)

Mais voici ce qu'il arriva, c'est que les caisses maladie ne pouvaient donner complètement le traitement aussi intense et aussi coûteux qu'occasionne parfois les accidents, et la loi du 10 avril 1892 autorisa les associations professionnelles, dans les cas de maladie occasionnée par un accident et cela même pendant les treize premières semaines, de prendre à leur charge le traitement du blessé, au lieu et à la place des caisses de maladie.

L'usage de cette première loi de 1884 à 1892 avait montré la différence de ces deux assurances et que leur but est très dissemblable, même pour le traitement d'un blessé.

L'une, l'assurance maladie, ne recherchait qu'une chose, c'était d'arriver le plus vite possible à la fin du traitement, sans s'occuper des suites que l'accident pût avoir. L'autre, l'assurance accidents, voyait chaque jour augmenter des incapacités définitives, et ces charges en pensions, rentes, allaient bientôt la forcer à porter à un taux écrasant pour l'industrie les primes à payer.

L'association professionnelle avait donc tout intérêt à une guérison complète, et c'est pourquoi elle profita d'autant plus vite de cette loi de 1892, que cette période de huit ans lui avait montré combien chaque jour le nombre des pensionnés devenait plus élevé.

C'est alors qu'intervint une entente entre les caisses maladie et les corporations.

Dans une première enquête, l'association professionnelle à l'occasion de connaître la gravité de la blessure, elle examine s'il y a lieu pour elle de prendre en main le traitement,

quitte alors à se faire rembourser par la caisse maladie une partie des frais du traitement correspondant à peu près à la dépense qu'aurait occasionnée l'accident pendant treize semaines si le blessé était resté à la charge de sa caisse.

Elle pourra dès lors lui donner un traitement mieux approprié, plus coûteux, ou conduire le blessé dans un de ces hôpitaux spéciaux d'accidents du travail (*Unfallkrankenhäuser*) qui s'élèvent maintenant de toutes parts sur le sol allemand, et que les caisses elles-mêmes ont construit et entretiennent.

L'expérience avait montré également que beaucoup de blessures qui, au début, ne paraissaient qu'insignifiantes, et pour lesquelles on ne pouvait craindre un traitement long et dispendieux, devenaient beaucoup plus sérieuses et entraînaient une incapacité de travail de longue durée.

C'est pourquoi la loi de 1892 ordonna aux caisses de maladie d'avertir l'association professionnelle d'où dépendait le blessé, si après un délai de quatre semaines après l'accident le malade n'était pas en parfaite voie de guérison.

D'après la loi également de 1892, le législateur ne limita d'aucune façon l'étendue du traitement qui tombe à la charge des mutuelles corporatives.

En conséquence, il faut prendre toutes les mesures jugées nécessaires pour écarter l'incapacité de travail ; c'est l'intérêt de la caisse, c'est l'intérêt de l'ouvrier.

Tous les frais : frais de voyage du blessé, médicaments, entretien dans un hôpital spécial d'accidents du travail, établissements de mécanothérapie, tous sont à la charge de la caisse corporative.

Il ne faut pas croire que dans la pratique, l'on chercha à

diminuer les frais. Loin de là, les mutuelles patronales ont compris et cela avec chiffres à l'appui, combien un traitement parfois très onéreux déchargeait la caisse d'une rente plus onéreuse encore, et cela dans le bien également de l'ouvrier qui est encore plus heureux d'avoir un bon fonctionnement de tous ses membres, qu'une pension lui permettant juste de ne pas mourir de faim.

Et l'on ne doit s'étonner de trouver des malades soignés parfois dans des maisons, des cliniques de professeurs de Facultés, faire des cures de villes d'eaux, et de voir les sommes énormes que les caisses corporatives dépensent pour l'édification et l'entretien de ces hôpitaux d'accidents du travail aussi luxueusement construits que scientifiquement dirigés.

Pendant toute la durée de son traitement, la famille du blessé a droit à une certaine indemnité en argent calculée suivant le tarif des pensions dues aux survivants. Car l'intention du législateur a été d'accorder comme compris dans le secours d'hôpital la pension destinée aux membres de la famille « aux personnes dont l'entretien, dit M. Bielfeldt, est à la charge du chef de famille et qui doivent de fait et par la loi avoir droit à cet entretien (1). »

Il semble, d'après ce que je viens de dire, que l'association professionnelle est complètement libre pour juger si oui ou non un blessé doit être traité dans un hôpital ou une maison spéciale, ou réciproquement si elle doit refuser l'entrée de ces établissements demandée par un malade.

Par la voie légale, tout est laissé à la discrétion des mu-

(1) *Du traitement médical des assurés contre les accidents et l'invalidité en Allemagne*, par ALVIN BIELFELDT, président de Sénat de l'Office impérial. Asher, éditeur, Berlin 1900.

tualités corporatives, mais ici le législateur a placé une intervention beaucoup plus rapide, beaucoup plus sûre, et beaucoup mieux comprise que celle des procès. C'est l'intervention de l'Office impérial des assurances.

Dans le chapitre que je réserve spécialement à cette organisation, l'on verra avec quel sens, avec quel talent, cette œuvre immense de l'assurance ouvrière, qui paraît si complexe, est pour ainsi dire unifiée, combien les rouages compliqués de l'assurance allemande fonctionnent grâce au cerveau directeur qu'est l'Office impérial des assurances.

Ici l'Office impérial juge qui de l'ouvrier ou de l'association professionnelle a raison.

Il peut ordonner même à l'ouvrier de se procurer l'assistance du médecin de son choix, si le traitement lui paraît nécessaire pour son état. Et alors il ne reste plus à l'association professionnelle qu'à payer la note et à suivre les ordres de l'Office impérial des assurances.

Si cependant la loi a laissé tant de droits aux caisses d'accidents, c'est qu'il est du devoir du blessé de coopérer aux recherches que doit faire le médecin pour découvrir le siège de la maladie et en indiquer le traitement de guérison, et qu'il faut également que l'association professionnelle puisse examiner et évaluer les obligations qui lui incombent.

Ainsi parfois nous voyons les caisses d'accidents, même lorsque par voie de jurisprudence une pension a été donnée à un blessé, pension que l'on appelle pension d'attente, rappeler le blessé, le mettre en observation de nouveau dans une de ces maisons de santé, demander des rapports médicaux et des expertises.

Alors l'association accident est tenue non seulement à donner des soins au blessé, si une amélioration peut se pro-

duire, mais encore de donner une indemnité en raison de ce que le blessé a été privé de mettre à profit durant ce temps, les forces qu'il pouvait encore employer à un certain travail rémunérateur.

La pension pour la famille reste toujours intacte, et cette part de l'assurance accident ne peut, en aucune façon, subir de changement.

Les conditions du traitement.

L'association professionnelle doit accorder le traitement à tout ouvrier blessé dans une exploitation soumise à l'assurance.

Il arrive parfois que l'ouvrier a été blessé dans une occasion se rapprochant plus ou moins de son travail, ou bien il est victime d'un accident en dehors de son travail professionnel, ou bien il tombe malade pour une autre cause quelconque.

Alors c'est ici qu'apparaît le devoir de la Caisse maladie et de la Caisse invalidité.

L'ouvrier n'est jamais laissé sans soins, ces deux caisses prennent dès le premier jour la charge du malade, quittes après des expertises sérieuses à indiquer quelle est la sorte d'assurance à qui incombait les frais du traitement et qui dès lors rembourse et prend de nouveau à sa charge les devoirs qui lui incombent.

Tout repose dans les assurances sur les certificats médicaux.

Le devoir du médecin dans cette organisation de l'assurance ouvrière en Allemagne est immense, et il faut qu'il sache très bien que c'est de lui que dépend le sort des bles-

sés et sa conscience doit s'élever toujours à la hauteur de sa tâche.

Il est celui qui ordonne le traitement dans un hôpital, la cure de villes d'eaux, l'entrée et la sortie dans les établissements spéciaux de mécano-thérapie, d'hystéro-traumatisme.

On tient avant tout à ce que son avis soit net et catégorique.

L'Office impérial des assurances a refusé ainsi et ordonné de nouvelles expertises, où se trouvent ces mots : « que par un traitement spécial il se pourrait que les souffrances du blessé soient peut-être diminuées » ou encore : « que quoique une amélioration réelle ne puisse pas être prévue avec certitude, l'admission provisoire dans un hôpital soit cependant à désirer ».

L'une des conditions et la principale du traitement par l'association professionnelle est donc que l'amélioration prévue soit à peu près vraisemblable.

Un blessé ne peut refuser le transport dans les établissements, si ce n'est lorsqu'il y a pour lui une impossibilité complète d'obéir à l'invitation qui lui est faite.

Le législateur a autorisé également de temporiser, lorsque pour une cause quelconque, par exemple grossesse avancée de l'épouse du blessé, la séparation immédiate de sa famille pourrait occasionner un mal moral, un dommage matériel.

L'on voit donc que les droits que l'assurance accident procure aux mutuelles corporatives pour imposer sa volonté ne sont exercés que pour le salut du blessé, et certes, tout homme peut bien se soumettre à une contrainte de cette espèce, pour le rétablissement de sa santé, et pour rendre à la société un homme en pleine vitalité.

**Comment agissent les associations professionnelles
pour la conduite du traitement.**

Comme nous l'avons déjà dit dans les pages précédentes, un simple mot de l'association professionnelle à la caisse de maladie suffit à décharger celle-ci de la pension et du traitement des blessés.

Tous les droits et les devoirs que les statuts ont vis-à-vis de l'assuré tombent donc à la charge de l'association, de la mutuelle corporative qui doit expressément manifester sa résolution, qui est cependant susceptible d'appel.

Mais si ce n'était pour faire mieux que les caisses de maladie, il n'y aurait aucun avantage pour le blessé.

L'assurance contre les accidents et les avantages que les corporations ont trouvé dans un traitement mieux approprié de leurs blessés ont amené les établissements destinés spécialement aux accidents du travail à une telle perfection que comme me le disait Son Excellence M. Bödiker, ancien président de l'Office impérial des assurances, et son Excellence M. Goebel, le président actuel, la création de ces établissements a fait faire un pas énorme à la science en entraînant à leur suite par la force de la concurrence les hôpitaux généraux qui s'étaient si facilement laissé distancer.

Et malgré tout l'avance dans cette partie de la médecine sera toujours très grande dans cette branche pour ces établissements qui se sont spécialisés, car l'encombrement des hôpitaux généraux n'existait pas, car toutes les actions des chirurgiens et des médecins de ces établissements ne tendent qu'à une chose, c'est de rendre le plus vite possible au travail et à la société un homme avec le minimum d'incapacité définitive.

Mais ce n'est pas tout. Les assurances se sont rendu compte également qu'en général le cours tout entier du traitement dépend des moyens employés dès le début pour soigner la blessure, et c'est alors que les mutuelles corporatives aussi bien industrielles qu'agricoles ont cherché dans leur propre intérêt à établir des postes de premiers secours (Unfall Station) pour les accidents dans les grandes villes, et des postes de sœurs (Schwestern de Rothen Kreuz) à la campagne.

C'est ainsi que de nombreuses organisations doivent leur établissement et leur entretien à la prévoyance des caisses d'accident industrielles ou agricoles.

Et comme je le démontrerai plus tard, les avantages de toutes ces organisations se sont étendus peu à peu, et sont devenus ensuite de véritables forces scientifiques pour l'extension de l'hygiène et pour le bienfait de toute la population allemande, même pour les non-assurés.

L'Office impérial des assurances qui renferme dans son sein tant de personnages distingués, et que M. Gœbel dirige actuellement avec tant de largeur, a saisi toutes les occasions pour encourager ces idées.

De grandes sociétés comme celle de la Croix-Rouge qui s'étend à toute l'Allemagne ont coopéré à ces organisations, et d'accord avec les associations professionnelles et les caisses d'invalidité « elles ont su lutter de concert entre elles contre la misère sociale, et fournir partout des secours là où la législation de l'Empire avait laissé des lacunes (1). »

L'on voit donc cette œuvre créée pour la guerre devenir un bienfait pour la paix.

(1) BIELFELDT, *loc. cit.*

Mais si le traitement des caisses de maladie a fourni de bons résultats pendant les premières semaines du traitement d'un accident, la mutuelle corporative peut laisser très bien la continuation des soins à celle-ci, quitte à lui rembourser ce qu'elle n'était pas obligée de donner, suivant la loi d'assurance maladie.

Les conflits qui peuvent s'élever entre ces deux sortes de caisses sont réglés suivant une procédure de contentieux administratif ou jugés par les autorités de surveillance.

Le blessé doit se laisser faire et se soumettre à toutes les mesures qui, d'après le jugement du médecin, sont nécessaires pour une prompte et parfaite guérison de sa blessure.

Le massage, la mécanothérapie, la balnéothérapie, et même ce qui est parfois assez pénible comme les traitements par l'électricité, le malade est obligé de s'y plier.

Cependant, il peut ne pas se soumettre à certains genres d'opérations telles que celle-ci : casser de nouveau un membre, ce qui pourrait pourtant améliorer parfois sa capacité de travail.

La loi a permis ainsi à un blessé de refuser une opération qui peut mettre la vie en danger ou qui peut affecter l'existence.

Lorsqu'un blessé sort de l'hôpital ou de l'une de ces maisons, la mutuelle corporative liquide la pension du blessé selon les obligations qui lui incombent, et cette décision est toujours susceptible d'appel.

Effets du traitement.

Deux points de vue différents apparaissent lorsqu'il s'agit de régler le sort d'un blessé dans la loi d'assurance allemande :

1° Le résultat ;

2° La soumission du malade.

Si les résultats ont été parfaits, la victime d'un accident ne peut prétendre à aucune pension.

Il est arrivé parfois qu'un blessé après un premier traitement s'était vu octroyer une pension, mais l'association professionnelle l'ayant rappelé et lui ayant fait subir un stage nouveau dans un de ces établissements, les résultats de cette nouvelle cure ayant donné le but recherché, c'est-à-dire une guérison parfaite et définitive, le malade peut voir sa pension supprimée et alors il rentre dans le rang et reprend la place qu'il occupait avant son accident.

Mais si une incapacité partielle et diminuée persiste toujours, alors la mutuelle patronale est obligée de lui fournir une rente proportionnée au degré d'incapacité qui sera fixé.

J'ai dit que la soumission du malade était un point également important pour l'obtention d'une rente.

Dans le cas où la preuve peut se faire, et que cette preuve établit que la victime d'un accident aurait totalement recouvré sa capacité de travail si elle avait suivi les règles qui lui étaient imposées pour son traitement, l'association professionnelle n'est pas obligée de lui fournir la rente à laquelle il a droit.

En dehors de cette lourde obligation, il peut en résulter pour le blessé d'autres inconvénients et d'autres préjudices. Il perd ainsi tout droit d'indemnité jusqu'à la clôture du traitement.

Si également il refuse de se laisser visiter en cours d'une pension déjà accordée l'association professionnelle peut déposer des conclusions la dégageant des conséquences de la blessure résultant d'un accident.

Là encore la loi a accordé une garantie pour l'ouvrier. Tout ordre donné à un malade doit être net, clair et catégorique et la loi a permis à l'ouvrier d'en appeler à l'Office impérial des assurances, qui se montre très large et a repoussé des décisions où se trouvaient par exemple des menaces au sujet des conséquences qui résulteraient d'un refus.

C'est ainsi que nous voyons à chaque pas de cette étude sociale des assurances ouvrières en Allemagne combien l'idée directrice de cette œuvre immense veut que l'on agisse plus par la persuasion et par le raisonnement que par le sentiment qui nous apparaît de loin ici en France, c'est-à-dire l'obligation.

Lorsque j'étais à l'Office impérial des assurances à Berlin, en causant avec le D^r Bielfeldt et le D^r Zacher, présidents de sénat de cette institution, j'ai appris que souvent des refus n'aggravaient pas les charges des ouvriers, lorsque malgré l'ordre d'une caisse professionnelle, ils ne se rendaient pas à cette invitation, soit que l'accouchement de leur femme, soit que l'existence d'enfants nécessiteux ou malades, ou l'insuffisance du délai accordé fussent pour eux une cause de refus.

A plus forte raison, l'ouvrier a le droit et je dirai même le devoir de s'opposer à se rendre dans un établissement thérapeutique si celui-ci contient une organisation défectueuse.

M. le professeur Lederrhose qui dirige avec tant de dévouement l'hôpital d'accidents de Strasbourg me disait que le médecin de ces hôpitaux spéciaux doit à l'ouvrier tout ce que la science peut procurer comme bienfaits thérapeutiques et que le rôle du médecin de ces établissements ne devait pas être un rôle de policier, mais avoir un rôle moral

et devenir l'ami et le confident de ceux qu'il doit soigner et guérir.

Explication de la statistique de la page suivante (1)

De cet état il résulte que, dans les années 1896, 1897 et 1898, des associations professionnelles, au nombre de 85, 85 et 91, se sont occupées du traitement des blessés par accidents de travail pendant les treize semaines qui suivaient immédiatement l'accident. Le total de 30.548 blessures est réparti comme suit : 1/5 de fractures, environ 1/19 de blessures aux yeux, et le reste en différents genres de blessures. Dans les associations professionnelles industrielles, on constate que les deux cinquièmes environ des victimes ont été soignées dans les hôpitaux, tandis qu'on constate la proportion des deux tiers dans les associations professionnelles agricoles et forestières. La préférence des associations professionnelles agricoles et forestières pour les hôpitaux s'explique largement par les difficultés qu'on rencontre souvent dans les campagnes pour l'accomplissement d'un traitement ambulancier.

Le tableau démontre que les résultats obtenus par les associations professionnelles industrielles et les associations professionnelles agricoles et forestières au sujet des succès réalisés dans le cours des années 1896, 1897 et 1898 sont à peu près les mêmes. Presque neuf dixièmes du nombre total des blessés traités ont pu être renvoyés chez eux après un résultat très satisfaisant (2).

(1) J'emprunte, comme preuves de ce que j'avance, cette statistique à M. le Dr Bielfeldt; l'on se rendra compte combien un meilleur traitement de la blessure donne un résultat excellent.

(2) L'Office impérial des assurances indique dans un résultat les sommes dépensées par les associations professionnelles de 1885 à 1898, pour le traitement des blessés, le chiffre s'élève à 41.677.344 M.

**Tableau concernant les traitements
effectués pendant les 13 premières semaines
après l'accident
pour les années 1896, 1897, 1898**

Années	Nombre des associa- tions profes- sionnelles	Nombre des cas pris à charge	Genre de blessure			Traitement		Résultats du traitement	
			fractures	Accidents		dans les Établis- sements	hors des Établis- sements	Résultats favorables	Résultats non favorables
				des yeux	autres				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

A. Associations professionnelles industrielles

1896	53	8 442	1 998	349	6 093	3 481	4 961	*6 742	683
1897	55	9 103	1 950	413	6 740	3 771	5 332	8 274	829
1898	56	8 754	1 704	432	6 618	3 370	5 384	7 907	846
Totaux . . .		26 299	5 652	1 194	19 453	10 622	15 677	22 923	2 358

B. Associations professionnelles agricoles et forestières

1896	30	1 177	301	108	768	*)732	437	**)935	204
1897	30	1 339	371	160	808	836	503	1 243	123
1898	35	1 733	419	198	1 116	988	745	1 600	132
Totaux . . .		4 249	1 091	466	2 692	2 556	1 685	3 748	459

C. Sommes totales

1896	83	9 619	2 299	457	6 863	*4 213	5 398	**)7677	887
1897	85	10 442	2 321	573	7 548	4 607	5 835	9 487	952
1898	91	10 487	2 123	630	7 734	4 358	6 129	9 507	978
Ensemble	91	30 548	6 743	1 660	22 145	13 178	17 362	26 671	2 817

*) Dans 8 cas la manière du traitement ne pouvait pas être fixée.

**) La différence entre les colonnes 9, 10 et 3 provient de ce que dans plusieurs cas les résultats du traitement étaient trop incertains pour être énumérés.

CHAPITRE IV

Les établissements thérapeutiques des caisses d'assurance accidents.

Dans ce chapitre nous verrons tout ce qui a servi à l'amélioration du traitement des blessés du travail. L'on pourra suivre avec quel succès les mutuelles corporatives sont arrivées à diminuer les invalidités permanentes et définitives.

L'on se rendra compte également comment les anciennes institutions privées de charité, ainsi que les hôpitaux de l'assistance publique ont été, par la force des choses, entraînés dans la voie du progrès, à la remorque des créations faites par les caisses corporatives.

La législation ouvrière de l'Empire a permis d'élever sur tous les points du territoire d'immenses maisons de santé, pour le bien et la sauvegarde de l'intérêt physique et moral non seulement des ouvriers, mais encore de toute la population des Etats confédérés.

Je vais parler d'abord des établissements servant à procurer les premiers soins dès le début d'un accident, puis dans une seconde partie, je traiterai ces hôpitaux spéciaux créés de toutes pièces par les mutuelles patronales et j'essaierai d'indiquer comment dans de nouveaux hôpitaux

généraux cette marche au progrès scientifique a cherché à être rivalisée.

Certes, il serait trop long et trop difficile de pouvoir parcourir toutes les créations des sociétés d'assurance accidents. Je ne prendrai parmi celles-ci que quelques exemples, les œuvres que j'ai visitées, que j'ai étudiées et qui pourront, je l'espère, être transportées dans notre cher pays.

Prenons les malades au début de l'accident. Là nous trouvons les stations de secours, les Unfallstation, qui sont si bien organisées à Berlin.

Les Unfall-Stations de Berlin.

M. Max Schlesinger les a créées et les dirige. L'accord intervenu entre les caisses des brasseurs et la Société de la Croix-Rouge a permis à cette œuvre d'être menée à bien.

C'est un véritable réseau de dispensaires et de petits hôpitaux qui s'étend dans toute la ville.

Ma première visite a été pour ce directeur si bienveillant qui m'a permis, avec le secours d'un de ses secrétaires, d'étudier, de prendre corps pour ainsi-dire, avec le fonctionnement de ces stations de secours.

Il m'expliqua également comment un meilleur traitement du blessé dès le début amenait une réduction aussi grande que possible de l'incapacité du travail, et comment, en suivant journellement les malades, on parvenait à supprimer l'entretien d'estropiés, en provoquant le travail d'ouvriers guéris.

Le rôle des stations d'accidents a toujours trois devoirs en vue : secourir, prévenir et traiter les blessés.

Il existe dans Berlin 22 stations de secours qui non seu

lement procurent un meilleur traitement aux ouvriers des caisses corporatives, mais encore étendent leurs bienfaits à la population entière de Berlin et de ses faubourgs.

Les ambulances sont sous la direction d'un comité central composé de représentants des syndicats professionnels, des caisses de maladie, de médecins, et de plus on a établi pour chacun des 22 établissements des comités de patronage d'hommes et de dames qui prennent soin des malades indigents et cela même dans leur famille.

La direction générale est entre les mains de M. Schlesinger qui a su allier ses devoirs de directeur d'une caisse d'assurance accidents avec le devoir social d'un homme de bien.

Nous diviserons les stations de secours en deux catégories : les petites et les grandes stations.

Les petites stations.

En entrant dans une de ces petites stations qui sont toutes construites à peu près sur le même modèle, l'on trouve une salle d'attente, avec chaises, bancs et lits pour faire reposer les blessés. Aux murailles sont suspendus des tableaux, des graphiques qui enseignent les règles de l'hygiène, la lutte contre l'alcoolisme et ses résultats funestes, et qui apprennent aux ouvriers ce que l'on doit faire pour éviter et se guérir dans la mesure du possible de ce terrible fléau, c'est-à-dire de la tuberculose.

Dans un coin de cette salle, je fus frappé d'une espèce de coffre sans couvercle, complètement rembourré de tous côtés, et comme je demandais ce que cela était, il me fut répondu : « C'est la boîte aux ivrognes et aux épileptiques. »

Les personnes atteintes, on peut le dire, de ces deux affections, sont étendues là-dedans, et une voiture d'ambulance

les emmène aux hôpitaux spéciaux fondés à leur intention (1).

Je demandai à l'une des sœurs de cette station si cet appareil servait souvent, et en riant, elle me répondit : « Aujourd'hui huit fois », et nous étions à 2 heures de l'après-midi. Mais je dois ajouter que c'était un lundi, et peut-être les différentes marches et contre-marches dans les brasseries pendant le cours de la nuit du dimanche avaient amené l'usage immodéré de cet appareil.

Puis ensuite vient la salle d'opération.

L'on y trouve tout ce qui est nécessaire pour une opération d'urgence, et pour les soins des blessés, car les caisses d'accidents tiennent avant tout à ce que les premiers secours les plus intelligents et les mieux faits soient donnés à leurs assurés. Car par la statistique que j'indiquerai, ces premiers secours ont procuré une baisse d'invalidité énorme parmi les malades ainsi traités.

Puis vient le bureau de statistique de registres, où se trouve le téléphone, et les logements des assistants-médecins, sœurs et infirmiers. Le médecin-chef n'est pas logé.

Je passe maintenant à une autre série de stations.

Les grandes stations.

Ce sont celles où les petites ambulances envoient leurs blessés après la première intervention.

A côté d'un dispensaire où viennent chaque jour se faire soigner les blessés des caisses corporatives, il y a une espèce de petit hôpital, de petite maison de santé, contenant de 20 à 30 lits. Un dépôt de voitures se trouve annexé à l'établis-

(1) Il existe en Allemagne des maisons de santé pour les personnes qui abusent de l'alcool.

sement, ce sont ces voitures d'ambulance qui parcourent continuellement en tous sens les rues de Berlin à l'appel du téléphone.

C'est ici que se font les graves interventions chirurgicales, et des rapports journaliers s'établissent entre les blessés des sociétés d'assurance et les médecins qui sont chargés des soins à leur donner. Les caisses corporatives sont donc continuellement au courant de leurs charges et de leurs devoirs.

Nous voyons en parcourant la station, des salles d'attente, de pansements, d'opérations, et les chambres des hospitalisés. Les chambres, en moyenne, ne contiennent pas plus de 3 à 6 lits, le confort et l'hygiène hospitaliers modernes s'y trouvent réunis. Tous les locaux nécessaires à l'entretien de ces maisons complètent l'organisation de ces grandes stations d'accidents.

Les dépenses des caisses, soit maladie, soit accidents, s'élèvent à 300.000 marcs environ par an pour entretenir le budget de ces 22 établissements. La ville de Berlin et les communes de banlieue leur procurent également une subvention, car les bienfaits de cette organisation s'étendent à la population entière, riche et pauvre, de toute l'agglomération de Berlin et de sa banlieue.

Le personnel médical de ces établissements comprend un médecin-chef, deux ou trois assistants-docteurs, deux ou trois internes, des sœurs et le personnel nécessaire à son bon fonctionnement.

Tout ce personnel reçoit des appointements fixes, et la part du médecin et des assistants varie de 3.000 à 5.000 M. par an, suivant l'importance de la station.

Un téléphone particulier, appelé téléphone de police, met

en rapport toutes les stations entre elles, de façon à ce que tout accident soit secouru le plus vite possible.

En 1900, le nombre des personnes qui par suite d'accidents ou de maladies soudaines firent appel aux stations de secours s'élève à 47.000, dont 15.000 à cause d'indigence obtinrent l'assistance gratuite.

Le préfet de police, par de nombreuses circulaires, ordonne de prendre avec le secours de ces ambulances, toutes les mesures nécessaires en cas d'accidents particuliers ou généraux (Circulaire, 11 septembre 1899).

Dans une statistique intéressante, la corporation des brasseurs de Berlin, en appliquant le traitement intensif dès le premier jour pour ses blessés, a obtenu les résultats les plus satisfaisants.

Ainsi, sur 1.000 de ses ouvriers blessés en 1892, elle avait 17,63 p. 1.000 d'invalidité totale, et ce chiffre, grâce à l'organisation que nous venons d'étudier, est tombé en 1902 à 7,98 p. 1.000, en subissant chaque année de 1892 à 1902 une décroissance proportionnelle à l'amélioration des traitements (1).

Les sociétés françaises peuvent donc se rendre compte que loin de rechercher une diminution dans les honoraires médicaux et pharmaceutiques, elles auraient beaucoup d'avantages, même pécuniairement parlant, à suivre l'exemple des caisses corporatives.

Les sociétés de secours mutuels de notre pays y trouveraient aussi de bons résultats, car les caisses de maladie de Berlin subviennent également à l'entretien de ces Unfallstations, et près de 20.000 de leurs assurés ont été en 1902

(1) Statistique fournie par M. SCHLESINGER.

chercher dans ces ambulances les bienfaits du traitement et de la guérison.

La Société de la Croix-Rouge a créé également dans ces établissements des cours pour l'éducation nécessaire aux sœurs, aux infirmiers, brancardiers.

Parmi ce personnel, un grand nombre sont employés au dehors comme garde-malades, et dans les districts ruraux des postes de sœurs ont été créés et on y trouve toujours des soins éclairés et les secours nécessaires pour les blessés.

Ainsi dans le district de Kœnisberg, 17 stations de sœurs ont pu fournir leur assistance précieuse dans des milliers de cas.

Les trois ministres des Cultes, de l'Intérieur et de la Guerre ont reconnu les bienfaits de cette organisation et ont vivement consacré par des éloges l'utilité humanitaire de cette œuvre.

En dehors de la prévoyance qui assure au malade et au blessé le secours immédiat et un traitement efficace, cette œuvre a su former un bon personnel de brancardiers, de garde-malades, de sœurs, en cas de guerre, et je termine par ces mots de M. Schlesinger : « Par une telle action, on sert la défense nationale et on contribue au nivellement des inégalités sociales. »

SOCIÉTÉS DE SAUVETAGE

Il existe également à Berlin une autre société créée complètement par l'initiative privée et qui ayant vu ce qu'avait produit la marche en avant des mutuelles corporatives, a recherché à transporter dans le régime de la charité ce qu'avait procuré le régime de la solidarité.

Cette société reçoit des subsides considérables de la ville de Berlin, et des villes de banlieue et de la bienfaisance des particuliers. En 1901, Berlin donna 30.000 marcs. Toute personne peut faire partie de la Société de Sauvetage en payant une cotisation ou en donnant une certaine somme.

Son Excellence M. le Professeur von Bergmann, professeur de la clinique chirurgicale impériale de Berlin, est le président de cette association.

Près de cette clinique se trouvent les services centraux de la Société de Sauvetage. Ils comprennent : une bibliothèque médicale, le service de statistique et un bureau de centralisation des services médicaux. Là également existe un véritable bureau téléphonique avec de nombreux employés. Des fils spéciaux qui sont en rapport avec le service téléphonique de la haute police réunissent les établissements thérapeutiques généraux ou spéciaux, les stations de secours de la Société de Sauvetage et les Unfall-Stations dont nous avons parlé auparavant.

Chaque matin est centralisé le nombre des places vides dans les hôpitaux, et dès qu'un accident, une maladie subite arrive dans la ville et la banlieue, les voitures d'ambulance savent toujours et tout de suite où doivent être transportés les malades et les établissements également avertis prennent les dispositions nécessaires pour l'urgence des soins à donner. Cela évite donc des démarches longues et pénibles que nous avons l'habitude de voir en France.

Un service spécial de chirurgiens, de médecins, et d'assistants-docteurs est toujours jour et nuit à la disposition de la société.

Un train de wagons-ambulance prêt à fonctionner, est également prêt pour transporter aux endroits les plus éloi-

gnés en cas de catastrophe, le service médical de la Société de Sauvetage.

La société comprend aussi quelques stations de secours et des voitures d'ambulance.

Nous pouvons par les pages qui précèdent, nous rendre compte comment fonctionne, grâce à l'initiative des caisses accidents et maladies, et l'initiative privée, le service des premiers secours dans Berlin.

Comment par suite de ces premiers soins si intelligemment donnés, on évite et réduit les incapacités de travail.

A Lyon, depuis la création de l'hôpital d'accidents du travail qui existe et dont je suis heureux de m'être occupé nous nous rendons compte combien cette organisation allemande est merveilleuse, et nous ressentons combien souvent, avec une bonne désinfection préalable et un premier pansement bien fait, nous aurions eu souvent bien moins de complications graves.

M. le Dr Guermonprez, professeur à l'Université de Lille, disait, au Congrès de Dusseldorf « que depuis l'installation de la maison de secours aux blessés de l'industrie à Lille, la durée moyenne des incapacités de travail était tombée de quinze à onze jours (1). »

Il serait donc très avantageux pour les sociétés d'assurances françaises de suivre l'exemple des corporations allemandes, pour aider, soutenir et même créer de semblables établissements, en étendre les bienfaits et cela dans leur meilleur intérêt économique, et à l'avantage moral et physique des ouvriers.

Le traitement intensif de la blessure a toujours été le plus économique.

(1) *Congrès de Dusseldorf*, 1902. Discours de M. le Professeur GUERMONPREZ, de Lille.

ÉTABLISSEMENTS THÉRAPEUTIQUES SPÉCIAUX
DES CAISSES D'ACCIDENTS

Nous pouvons diviser ces établissements en deux catégories : les établissements de mécanothérapie, médico-mécaniques comme on les nomme en Allemagne, et les hôpitaux spéciaux d'accidents du travail (Unfallkrankenhaus). A la fin je montrerai comment pour suivre et lutter les hôpitaux généraux ont été obligés de transformer leurs services pour le plus grand bien de ceux qui doivent y séjourner.

Les stations de mécanothérapie sont les premiers établissements créés par les mutuelles corporatives. On en trouve partout sur le territoire allemand et même des maisons de santé y ont été annexées.

Ces établissements eurent de suite une grosse influence, car avant 1892 les corporations professionnelles ne prenaient la charge de leurs blessés qu'après treize semaines, et par suite de ce que j'ai expliqué auparavant, ces établissements orthopédiques rendaient d'immenses services aux caisses d'assurance.

Maintenant le rôle de ces maisons de mécanothérapie au lieu d'être au premier plan, a dû céder la place aux hôpitaux d'accidents du travail qui reçoivent dès le premier jour les blessés, et ce sont ceux-ci qui leur envoient leur clientèle. La technique du massage et la gymnastique médicale aidées de la balnéothérapie ont fourni un médicament parfois plus efficace que la médico-mécanique, car pour cette dernière, comme me le disaient le professeur Bergmann, les professeurs Lederrhose et Oberts, on se trouve souvent en face du mauvais vouloir des ouvriers.

« En clientèle, me disait-il, on en obtient d'excellents résultats, et ce sont spécialement avec les appareils produisant des mouvements passifs que l'on arrive à de grandes améliorations pour les ouvriers. »

En France, pour une raison un peu différente qu'en Allemagne, des établissements de mécanothérapie assez nombreux se sont installés. Les malades de nos sociétés d'assurances en sortant des hôpitaux généraux à peu près dans le même état qu'ils se trouvaient là-bas après treize semaines de traitement par les caisses maladie, en ont besoin et y trouvent de grands avantages.

Je crois cependant que les compagnies d'assurances, en procurant un traitement intensif des débuts des accidents par *l'union commune et indépendante des instituts mécanothérapeutiques et des hôpitaux spéciaux*, pourraient arriver à avoir une amélioration très grande de leurs invalides.

Ces établissements fonctionnent déjà en France, et comme on a pu en reconnaître les avantages, je ne m'étendrai pas plus sur ceux-ci.

Hôpitaux spéciaux d'accidents du travail.

Le libre choix du médecin, dit M. le D^r Bernacchi dans son rapport à Dusseldorf « sur la nécessité d'un enseignement universitaire sur les accidents du travail », n'a pas donné un meilleur résultat en Italie qu'en France, pour le traitement des blessés (1).

« L'ouvrier atteint d'accident, dit-il, devient subitement « pauvre par l'effet du manque de gain ou tombe comme « chez nous dans le domaine de l'assistance médicale gra-

(1) M. le D^r BERNACCHI, de Milan : Rapport au Congrès international des accidents du travail. Dusseldorf, 1902, *loc. cit.*

« tuite et dans cette condition la liberté du choix du médecin
« devient de règle une expression vaine, une ironie amère. »

Tout le monde connaît les plaintes des malades et des médecins à propos de ce service sanitaire fait à paiement peu élevé, avec visites rares et hâtives, pansements rares et sommaires ; voilà la médecine par laquelle ont été traités souvent dans notre pays aussi bien qu'en Italie, les ouvriers atteints d'accidents.

Le blessé, de même, n'a pas un meilleur sort dans les hôpitaux généraux ou de l'assistance publique (je laisse toujours la parole à M. Bernacchi), ici encore : « foule de malades, manque de lits, recherches scientifiques, opérations brillantes dans les cas intéressants ou rares, peu de souci pour les plaies communes, pour les fractures banales. Départ précoce des malades, une fois la guérison chirurgicale obtenue, aucune préoccupation de la guérison fonctionnelle. » C'est pourquoi nous avons vu dans toute l'Allemagne s'élever des hôpitaux spéciaux des accidents du travail, et compléter l'éducation scientifique du médecin en complétant l'enseignement théorique, pratique et légal de la médecine des accidents.

Les hôpitaux d'accidents du travail sont dirigés par les praticiens les plus distingués et les plus compétents.

Ils n'ont pas craint de donner leur savoir et leur temps (certes très bien rémunérés) à cette chirurgie ordinaire mais combien délaissée en France.

Ceci a été d'un grand bien, car depuis ces établissements spéciaux beaucoup de lésions qu'on regardait comme dépourvues de tout intérêt scientifique ont montré au contraire que l'on pouvait allier l'intérêt pratique à l'intérêt scientifique.

Mais ces résultats si probants n'ont été obtenus que par une longue et patiente éducation du corps médical qui s'est dévoué à cette œuvre, et en Allemagne, chaque Université comprend des cours, des cliniques d'accidents du travail.

Je vais parcourir avec le lecteur deux ou trois hôpitaux spéciaux d'accidents du travail, puis je montrerai également par ma visite à deux nouveaux hôpitaux généraux, comment ceux-ci, par suite de la concurrence, ont dû transformer leurs services et je terminerai par l'hôpital spécial de Leipzig où sont traités les malades atteints d'hystéro-traumatisme.

Hôpital d'accidents du travail. — Unfallkrankenhaus de Strasbourg.

Inauguré en 1901 il fut construit par deux ou trois caisses d'accidents de l'Alsace-Lorraine. Le professeur de l'Université de Strasbourg, le D^r Lederrhose, le dirige. Cet établissement était la juste suite de la maison des convalescents qui depuis six ou sept ans donnait de si bons résultats.

Construit dans un quartier neuf de Strasbourg, en facadesur la Lauterburgerstrasse, un grand jardin le prolonge en arrière.

Superbe bâtiment de quatre étages, le prix est monté à 400.000 M. dont la moitié a été fournie par les mutuelles patronales, et l'autre moitié a été couverte par des hypothèques.

Il contient cent cinquante lits. La journée de maladie coûte 4 M. à 4 M. 50 environ aux caisses corporatives.

Dans ce prix sont compris le massage, la balnéothérapie, les opérations, les objets de pansement ; seules, les radiographies sont payées à part, de 12 à 20 M.

Lorsque en passant à Mulhouse je visitai la caisse de la *Textil Berugenossenschaft*, le directeur de cet établissement me recommanda de voir l'installation de l'Unfallkrankenhaus de Strasbourg, en ajoutant ceci : « Tenez, me dit-il, voici ces jours, deux résultats merveilleux que je viens d'avoir pour deux blessés soignés dans cet établissement. Avec une dépense de 46 francs environ pour chaque blessé, on est parvenu à faire tomber de 100 p. 100 à 35 p. 100 l'invalidité définitive de ces deux blessés. »

Tout le confort possible et la meilleure hygiène hospitalière règnent dans cet hôpital.

Le service médical comprend : le docteur-directeur, qui est le professeur Lederrhose ; deux ou trois assistants-docteurs et le personnel hospitalier nécessaire ; un bureau de rapports, d'expertises médicales pour les blessés, comprend également deux employés car les tribunaux arbitraux se fient maintenant complètement aux expertises et aux jugements des médecins de ces établissements.

En parcourant ces salles en la compagnie si aimable du premier assistant, je remarque qu'aucun numéro ne se trouve à la tête du lit ; seul, le nom du malade et le diagnostic de l'affection, ce qui change de nos installations françaises où le blessé n'est plus qu'un chiffre. Et les ouvriers sont très sensibles à juste titre à cette prévenance.

La salle de massage où chaque jour les blessés passent est grande et spacieuse. Tous sont alignés, et trois masseurs fonctionnent sous la surveillance de l'un des assistants-docteurs.

La salle de douches et de bains de vapeur joue aussi un grand rôle pour le traitement.

Entre les salles de pansements et d'opérations se trouve

la salle d'examen du malade ou de l'entrant. Et là, jamais n'y entre qu'un seul malade à la fois. Car, comme me le disait le professeur Lederrhose, « on doit toujours examiner le malade avec beaucoup de politesse et de compassion ». Le médecin de nos établissements doit agir également par un traitement moral, il doit être un ami et non un policier, et de cette façon on évite souvent les névroses traumatiques, suite longue et pénible de nombreux accidents.

Comme je lui parlais des simulateurs, il m'expliqua que ces établissements spéciaux étaient d'un grand avantage pour les caisses d'assurances, car les malades mieux surveillés, suivis à tout instant de la journée par les docteurs-assistants qui vivent de la vie de l'hôpital, ne pouvaient continuer longtemps la supercherie dont ils essaient de profiter.

La radiographie est beaucoup employée également et nous la retrouvons partout dans les hôpitaux spéciaux ; ainsi, pour les fractures, jamais un plâtre ne sera fait sans que le malade passe sous les rayons X et dès l'application de l'appareil plâtré, une nouvelle radiographie est tirée de façon à se rendre compte si la réduction est bien obtenue.

Les corporations professionnelles ont la certitude, avec preuves à l'appui, que tout le nécessaire a été fait pour la guérison de leurs blessés.

Je ne cherche pas à faire une description détaillée de chaque établissement que je vais présenter au lecteur. J'ai recherché surtout l'action médicale, et par des conversations avec les professeurs qui la dirigent, j'ai essayé de voir quelles étaient les méthodes qu'ils employaient.

Aussi, je me permets de jeter un coup d'œil sur le discours si bien fait du professeur Lederrhose à l'inaugura-

tion de son hôpital (1). C'est le véritable vade-mecum du médecin d'accidents du travail. Son rôle médical et moral y est merveilleusement défini, et je crois qu'il devrait être entre toutes les mains de ceux qui veulent se lancer dans le traitement des ouvriers.

Il faudrait le citer en entier, mais les quelques phrases que je vais en détacher pourront indiquer avec quelle grandeur morale ce sujet a été traité.

« Si l'on attache une grande importance à la guérison complète, on n'en attache pas une moindre à une rapide guérison, car chaque travailleur, depuis le manoeuvre, jusqu'à l'ouvrier artiste, a besoin d'une certaine habileté. Cette aptitude se perd peu à peu par la maladie, et plus la maladie dure, plus les facultés s'atrophient. Et si l'on voit des hommes ne continuant plus leur métier, c'est souvent moins à cause de l'incapacité survenue, que par suite de la longue attente de la guérison. »

A propos de ma visite à l'hôpital de l'hystéro-traumatisme de Leipzig, je citerai une phrase de ce discours qui montre combien ce maître de l'Université de Strasbourg a étudié ces genres de malades que sont les blessés d'accidents.

Quant aux méthodes de traitement, il recherche en tout la simplicité, des soins continuels, journaliers, et il ajoute ceci : « s'occuper toujours du malade, s'intéresser à lui, et lui donner la certitude d'une guérison complète ; plus vite le blessé aura le désir de reprendre son travail, plus il aidera le médecin par sa bonne volonté, et plus vite il sera rétabli. »

(1) Discours du professeur LEDERBROSCH à l'inauguration de l'Unfallkrankenhaus de Strasbourg, 1901.

**Hôpital Bergmannstrost de la IV^e Section
de la Caisse professionnelle des mines à Halle.**

Cet établissement fut constitué par suite du règlement des concessions minières, qui par un article oblige à cette fondation.

A deux ou trois kilomètres de la ville industrielle de Halle, presque en pleine campagne, s'élève cet hôpital qui comprend un pavillon central et deux ailes parallèles. De grands jardins l'entourent de tous côtés.

Le nombre des lits est de 350 environ. Mais une chose intéressante, c'est que des chambres de première et de deuxième classe s'y trouvent, pour permettre aux chirurgiens de recevoir là leur clientèle, et de la faire bénéficier de l'installation chirurgicale tout à fait complète que possède cette maison des blessés.

Le prix de la journée payé par les caisses s'élève à 4 M. toujours sans compter les radiographies. Le prix des chambres particulières est de 6 à 8 M. Les honoraires du personnel médical sont à part.

L'hôpital a coûté 1.000.000 de M. comme construction. Je voudrais pouvoir montrer ces salles larges et aérées, ces fumoirs et salles de récréation entourées de terrasses, d'où la vue s'étend au loin, les couloirs spacieux inondés de lumière. Une propreté méticuleuse règne partout. Le bien-être et le contentement animent les figures des ouvriers en traitement.

Le professeur Oberst dirige cet hôpital car les fonctions de directeur et de chirurgien en chef s'allient presque toujours en Allemagne pour le plus grand bien des établissements.

Je ne sais comment remercier de l'amabilité avec laquelle M. le professeur Oberst me montra et me renseigna sur le fonctionnement de son hôpital.

J'ai remarqué que là aussi les salles de balnéothérapie étaient très fréquentées. J'ai vu une baignoire immense où plonge un appareil sur lequel se trouvent les malades à qui une immobilité complète est imposée (telle que les fractures de la colonne vertébrale), et ceux-ci peuvent bénéficier de ce mode de traitement.

La radiographie a été poussée ici jusqu'à un art, et j'ai vu de superbes radiographies stéréoscopiques obtenues grâce à un dispositif inventé par M. Hildebrand qui donnent une netteté parfaite dans les plus petits détails.

Ici les fractures sont massées presque dès le début du traitement ; ainsi pour les fractures de l'avant-bras, on commence dès le huitième jour et les résultats semblent très bons. Pour toutes les fractures, me dit le professeur Oberst, l'emploi des rayons X est absolument nécessaire.

Deux salles de mécanothérapie se trouvent dans l'hôpital, mais comme je l'ai cité auparavant, l'emploi des mouvements actifs ne donne pas d'aussi bons résultats que l'action des machines à mouvements passifs « parce que les ouvriers des caisses ne sont pas volontaires de faire ces mouvements » (1).

J'ai cru remarquer également qu'aucune béquille n'était employée dans cette maison ; en ayant demandé la signification, il me fut répondu : « Les malades ne subissent pas ainsi les inconvénients du côté du plexus brachial, et avec l'emploi de notre appareil, qui ici remplace les béquilles,

(1) Visite à Halle, conversation avec le Dr Oberst.

les malades sont forcés de se servir très vite de leur membre atteint d'un accident. »

L'appareil permettant de marcher dans les cas de fracture d'une jambe est un espèce de tabouret allongé et supporté par quatre pieds très élevés. Le malade appuie ses deux mains sur celui-ci et déplace tantôt lui-même, tantôt cet appareil, pour pouvoir avancer.

L'on voit donc que partout et dans ces établissements spéciaux, la guérison rapide et totale par tous les moyens possibles est le but entier de la méthode de traitement.

Je termine ma visite à l'hôpital des mines de Halle par ces mots de son chirurgien en chef : « Les établissements pour accidents de travail doivent avoir tout les appareils nécessaires pour le traitement de ces maladies et au besoin encore, il faut en inventer. »

LES HOPITAUX GÉNÉRAUX ET LEURS SERVICES SPÉCIALISÉS POUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

L'hôpital d'Hasenrain de Mulhouse.

Lorsque en quittant notre pays j'entrai dans ces belles provinces qui furent françaises, je ne crus mieux faire que de m'adresser, grâce à la recommandation de mon ami le D^r Bourcart, chirurgien et privat docent de l'Université de Genève, de me présenter à son beau-père, M. le D^r Kœchlin, descendant d'une famille bien connue, les Kœchlin de Mulhouse, ces grands industriels alsaciens. M. le D^r Kœchlin depuis de longues années était chirurgien de l'ancien hôpital de Mulhouse et le médecin-chef de la Textil-Berufsgenossen-

schaft d'Alsace-Lorraine, l'une des plus fortes corporations professionnelles d'assurance accident.

Je lui ai demandé des conseils pour le travail que j'allais entreprendre, et ce praticien émérite qui avait vu le commencement de l'assurance accident en Allemagne, grâce à sa longue, glorieuse et bienfaisante carrière a pu m'indiquer les points sur lesquels je devais porter mon attention durant tout mon séjour.

J'arrivai donc à Mulhouse, et avec son amabilité si connue, le D^r Kœchlin, après une conversation longue et instructive, qui me servit beaucoup par la suite, me conduisit à l'hôpital d'Hasenrain que la ville vient de construire.

Là il me présenta à son chirurgien en chef, le D^r Klein-knecht qui eût l'amabilité de me servir de cicerone et m'indiqua les points qui pouvaient m'intéresser.

L'hôpital d'Hasenrain ou du Sentier du Lièvre est construit dans la belle propriété qui appartenait autrefois à André Kœchlin, le père de la locomotive, comme on avait surnommé ce grand industriel alsacien.

A quelque cent mètres de la ville, dans le parc vallonné et ombragé de cette propriété s'élèvent maintenant les pavillons de l'hôpital.

Construit sur le modèle d'un des plus beaux établissements thérapeutiques d'Europe, l'hôpital Eppendorf, de Hambourg il en présente les avantages et en ressent aussi les inconvénients.

Formé de pavillons séparés à un ou deux étages, il comprend trois lots de bâtiments.

Les pavillons de malades sont disposés par rangées parallèles et qui font face à la villa de l'administration et du chirurgien en chef.

De grandes allées bien sablées, et sur les côtés des parterres de fleurs réunissent tous ces pavillons.

M. le Dr Kleinknecht, le chirurgien en chef de cet établissement, l'habite également ; il est en même temps maintenant le médecin-inspecteur des corporations accidents Textile de Mulhouse.

Le service chirurgical, m'a-t-il dit, comprend en grande partie des blessés de caisses, et dans la construction de l'hôpital, on a dû à cause de cette clientèle nombreuse et qui est également une source de profits pour l'hôpital, faire les installations nécessaires pour le traitement de ces blessés.

Les pavillons des salles de chirurgie sont grands, spacieux. Toutes ces constructions ont été faites d'accord avec les principes nouveaux de l'hygiène. A l'intérieur on n'a employé que des matériaux faciles à nettoyer et à désinfecter (verre, fer, faïence, etc.).

Le chauffage de tous les bâtiments comme dans tous les établissements que j'ai pu voir est fait par la vapeur à basse pression, beaucoup sont chauffés par le plancher. Les toits en bois-ciment qui servent de plafonds aux pièces qu'ils recouvrent sont pourvus de ventilateurs.

Un inconvénient qui existe à l'hôpital de Mulhouse comme à celui de Hambourg c'est que le pavillon des salles d'opérations et de pansements est assez éloigné des pavillons des salles d'hospitalisation et de chirurgie. Et cela oblige aussi même par les plus grands froids à faire parcourir en plein air une grande distance aux opérés. Le pavillon des traitements accessoires est installé d'une façon tout à fait excellente et complète. Il comprend les services du massage, les bains, douches, etc., la médico-mécanique et l'électrisation radiographiée.

Le service des bains et des douches comporte une salle de douches, une salle de bains romains irlandais, une de bains turcs, une salle de bains de vapeur et électriques.

Les blessés des associations professionnelles peuvent ainsi suivre d'une façon parfaite le traitement de la balnéothérapie et du massage, qui procurent de si bienfaisantes améliorations.

L'on peut donc voir par ce qui précède que dans la construction des hôpitaux généraux, maintenant, on a jugé bon de transporter les améliorations qui avaient été faites dans les hôpitaux spécialisés du travail.

Le chirurgien en chef devenu ainsi médecin des caisses corporatives et habitant l'hôpital fait bénéficier de sa surveillance presque continuelle le traitement des blessés.

Mais ce bienfait s'étend beaucoup. Les indigents, les malades de l'assistance publique sont là et reçoivent le même traitement que les blessés de caisses, et nous voyons donc comment, pour le plus grand bien de tous, les hôpitaux généraux ont été entraînés dans la voie du progrès.

Hôpital d'Offenbach.

M. le D^r Kœchlin qui avait eu la bonté de m'initier dès les premiers pas de mon voyage d'études, me recommanda au moment de mon départ, après m'avoir reçu avec tant d'amabilité: « Surtout n'oubliez pas de voir l'hôpital d'Offenbach. » Je n'eus garde d'y manquer et en rentrant de mon long circuit en Allemagne, ce fut le dernier établissement que j'ai visité, et déjà loin derrière moi fuyait la terre allemande, j'avais toujours présent à mes yeux cet établissement si bien organisé.

La ville d'Offenbach-sur-Mein, ville récente et créée par

une colonie d'émigrés français est une ville surtout industrielle d'environ trente mille habitants et construite à quelques kilomètres de Francfort. Cet hôpital tout récent et qui a obtenu un diplôme d'honneur à l'exposition de 1900, à Paris, est l'œuvre presque complète de M. le D^r Köhler.

Le D^r Köhler avant de faire ses études de médecine, était déjà un ingénieur distingué, et l'union de cet ingénieur et médecin a produit ce tout presque parfait qu'est l'hôpital d'Offenbach.

L'établissement, élevé sur une petite colline un peu en dehors de la cité, a été bâti d'après les propositions de son directeur médecin-chef en même temps, le D^r Köhler.

S'appuyant sur les idées dont me faisait part le professeur Lederrhose, il fut construit de façon à ce que pour le bâtiment et son organisation on puisse combattre efficacement la peur de l'hôpital, si répandue encore, dans tous les pays.

Salles de moyenne grandeur, nombreuses chambres particulières, on a cherché à grouper les malades d'après les soins que réclame leur état.

Le service d'admission est un des services les mieux organisés. Des salles de bains et douches s'y trouvent annexées. Pour l'examen médical, pour le récit de l'histoire de leur maladie ou de leurs relations de famille, les malades sont transportés dans des chambres réservées, sans quitter leur lit. Un appareil inventé par le D^r Köhler permet ce changement de place avec une facilité étonnante.

Les bâtiments se composent d'un édifice principal et de deux maisons séparées pour les maladies contagieuses.

Le local pour les chaudières, les machines, la buanderie, la lingerie, la fabrique même de tout ce qui est nécessaire à l'entretien de l'hôpital, se trouve à cinquante mètres du

bâtiment principal et communique avec celui-ci par un souterrain.

Des portes larges sans seuils, des corridors spacieux, des ascenseurs électriques unissent les étages et facilitent ainsi le transport des malades, et évitent de déranger les autres hospitalisés.

Un malade va-t-il ou vient-il d'être opéré, point de ces transports sur brancards, si fatigants pour le patient ; le lit se trouve conduit comme par enchantement jusqu'à la porte de la salle d'opération, et c'est ainsi de même que sans secousses et sans aucune douleur, il est ramené dans les salles et le blessé semble n'avoir pas quitté le coin qui lui était déjà familier, et cela lui semble un rêve que cette intervention chirurgicale qu'il vient de subir.

L'on aperçoit la recherche du bien et du parfait dans cette organisation ; pas une fenêtre ne s'ouvre dans l'hôpital, pas un mouvement ne s'y produit sans que la fée électricité ne vienne avertir le médecin-chef et directeur de cette maison de santé, et n'aide au fonctionnement de cet établissement.

Comment citer toutes les inventions de M. le D^r Köhler ! Il faudrait pour cela raconter tous les pas que l'on a faits dans cet hôpital.

Les blessés des corporatives accidents, car cette ville est une ville industrielle, reçoivent ici les mêmes soins que dans les hôpitaux spéciaux, les assistants étant en rapports continuels avec les associations professionnelles, et c'est ainsi que pour le plus grand bien de tous, blessés de caisses et assistés de bienfaisance publique, l'on a réuni le bien-être, l'hygiène et la bonté.

Je n'ai qu'un regret, c'est de n'avoir pas eu le plaisir, en

me trouvant à Offenbach, de voir le D^r Köhler. Il était parti au loin porter le secours de ses conseils éclairés, et j'aurais beaucoup appris dans une conversation même de quelques instants avec cet ingénieur-médecin dont l'œuvre rayonne d'intelligence et de talent.

Avant de partir l'on me pria de signer sur le livre des visites faites à cet hôpital, et en parcourant les feuillets déjà couverts d'innombrables noms, je vis passer sous mes yeux la signature de chefs de familles princières, de chefs de gouvernement, et la plupart des notabilités mondiales.

Ce livre d'or de l'hôpital d'Offenbach est aussi la gloire de son créateur, son organisateur et son médecin-directeur le D^r Köhler.

L'hôpital d'hystéro-traumatisme de Stotteritz près de Leipzig.

Après avoir passé en revue deux hôpitaux spéciaux créés par les caisses d'accidents, que j'ai visité ainsi que deux hôpitaux généraux avec services spécialisés, je vais terminer ce chapitre par ma visite à l'hôpital ou plutôt à la maison de santé de l'Unfallnervenlinik, que le professeur Windscheld créa près de Leipzig pour les maladies nerveuses, suite des accidents du travail. D'autres existent en Allemagne, entres autres à Breslau, et donnent quelques bons résultats pour ces malades si difficiles à soigner et à guérir.

Placé à quelques kilomètres de Leipzig, la maison de santé de l'hystéro-traumatisme ne comprend que 35 lits.

C'est une grande maison rectangulaire, avec un grand jardin et des dépendances qui comprennent des ateliers.

M. le professeur Windscheld, directeur de l'hôpital, étant

absent, je fis passer le mot d'introduction que M. le président de l'Office impérial des assurances M. Gœbel m'avait donné en m'invitant à étudier la façon de traiter ces affections, et le docteur-assistant me fit visiter tout l'établissement.

Certes, pour les compagnies d'assurance, les blessés atteints d'hystéro-traumatisme et de troubles nerveux sont un grand souci. Il était intéressant de voir comment sont traités les malades des caisses corporatives.

J'avais partout remarqué dans mes nombreuses conversations, un geste évasif, accompagnant une réponse à peu près toujours semblable, la suggestion, lorsque je demandais la façon d'agir pour le traitement des blessés qui étaient atteints de ces troubles nerveux.

Dans cette maison de santé les blessés sont placés dans des chambres de 2 à 3 lits au maximum ; certains malades même sont seuls dans une chambre ; le docteur-assistant habite la maison et surveille continuellement les malades.

Comme traitement on use surtout de l'hydrothérapie, du massage, des bains de lumière et de l'électrothérapie, et comme traitement accessoire on oblige le malade à un certain travail manuel, une certaine occupation. Le régime est très sévère. Pas de tabac, d'alcool, de vin, de bière ; comme boisson du lait, du café et de l'eau aussi fraîche que possible. Pour les malades atteints de crises épileptiques, les aliments sont préparés sans sel et cela donne avec le traitement bromuré un bon résultat.

Des lits spéciaux, complètement rembourrés et formant cage, sont réservés à cette catégorie de malades.

En parcourant les couloirs je remarquais que quelques portes avaient un petit judas qui permettait de voir à l'in-

térieur. Le docteur m'expliqua que c'était afin de surveiller ceux qui se disaient atteints d'insomnie, de façon à pouvoir sans bruit se rendre compte si effectivement les malades ne dormaient pas.

Les simulateurs existent également en Allemagne. Ainsi un docteur de Berlin me racontait être resté en présence d'un homme qui se disait atteint de tremblement, pendant quatre heures consécutives, et ce n'est qu'au bout de ce temps que, harassé, cet ouvrier avait cessé ce système de simulation.

Le rôle de la suggestion est immense également, et la plupart des blessés qui se trouvent dans ce genre d'établissement sont déjà possesseurs d'une pension d'attente donnée par la caisse.

Ceci aide beaucoup à l'amélioration du blessé et comme me le disait le directeur de la caisse Textil d'Alsace-Lorraine à Mulhouse, cela les guérit à moitié ; et en riant il ajoutait : « Ainsi, pour le moment, j'ai une jeune fille atteinte de névrose traumatique. Eh ! bien, je crois que ce que j'ai de mieux à faire, c'est de lui donner une pension, tâcher de lui trouver un mari, et dans un an elle sera guérie et je pourrai supprimer la rente. »

Ces quelques mots qui à première vue paraissent une plaisanterie, indiquent combien on s'est rendu compte que la meilleure façon de poursuivre la guérison des blessés atteints d'affections nerveuses consécutives à leur accident est de les mettre à l'abri du souci du lendemain, et d'agir ainsi sur leur esprit en leur assurant la tranquillité et le repos.

Parmi les quatre cent soixante cinq malades des caisses corporatives qui ont passé à la clinique d'Hermannhaus

de Leipzig de juin 1900 à juin 1902, on compte une durée moyenne de vingt-neuf jours de traitement par patient, avec un total de treize mille six cent cinquante-deux journées. Le prix payé par les caisses est de 3 M. 50 par jour.

Et sur ce chiffre de quatre cent soixante-cinq, la névrose traumatique entre pour deux cent deux, les commotions cérébrales pour quatre-vingt-douze, le reste se divise en confusion cérébrale, paralysie consécutive à des accidents, etc.

Pour ces malades les règlements sont très sérieux. Tout est pesé, mesuré, comme nourriture, boissons, etc. On cherche comme je l'ai dit à les faire travailler petit à petit, à les occuper. Les infirmiers, très bien choisis et consciencieux, vivent au milieu des ouvriers. Le docteur-assistant les surveille continuellement et leur fait des causeries.

C'est donc avec juste raison que le professeur Lederrhose dans son discours à l'inauguration de l'hôpital des accidents du travail de Strasbourg, lançait ces mots : « Le médecin des blessés d'accident doit être non seulement un excellent clinicien, mais encore un médecin psychologue, car dans le traitement de ce genre de maladie, avec la bonté, on doit apprendre à guérir l'esprit, en même temps que le corps. »

J'ai parcouru ainsi différentes branches des établissements thérapeutiques créés par les caisses d'assurances, et je serais heureux si ces quelques descriptions pouvaient faire qu'en France les compagnies d'assurances entrent dans cette voie si bien tracée par les caisses professionnelles allemandes. Et je termine par ces mots du D^r Bodiker, l'ancien président de l'Office impérial des assurances : *« Les frais de ces postes de secours, de ces établissements spéciaux, se paient dix fois par les rentes abaissées. »*

CHAPITRE V

Le traitement médical des ouvriers assurés en Allemagne contre l'invalidité.

Ce que je disais au sujet de l'assurance accidents, c'est-à-dire que cette question du traitement qui n'était qu'un des à-côtés de ces deux formes d'assurances avait pris dans la pratique une telle extension, se trouve ici porter également dans les caisses invalidités au premier rang des devoirs qui incombent, non pas peut-être juridiquement, mais économiquement, à ces branches d'assurance.

DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE DES DROITS AU TRAITEMENT

Cette obligation de donner à toute personne tombant sous la loi d'assurances, à n'importe quel âge, la rente due à celui qu'une maladie chronique, un accident quelconque de la vie journalière a rendu dans l'impuissance de gagner sa vie ou celle des siens, semble au premier abord ne devoir entraîner aucune source de dépenses, ou d'obligation d'un traitement.

Cependant il est certain que le but en somme est le même que celui du traitement prévu pour les accidents.

L'assuré doit être mis par le traitement en mesure d'écarter les effets de l'invalidité qui le menace, ou bien si cette invalidité existe déjà, d'y remédier dans certains cas et dans la mesure du possible.

Les caisses certes peuvent se décharger de leurs obligations par le paiement d'une rente, mais n'est-il pas plus sage et plus humanitaire d'empêcher l'invalidité au lieu de la pensionner ?

C'est pourquoi cette loi du 22 juin 1889 a donné à l'assurance invalidité et vieillesse le premier plan à l'invalidité, et les institutions d'assurance ont été libres de juger si le malade devait recevoir une rente, ou s'il fallait essayer avant tout de le soigner et de le guérir.

Par conséquent, il n'est pas permis à un assuré de refuser un traitement, ni d'obliger le traitement refusé. Une plainte cependant peut être faite à l'Office impérial des assurances, mais celui-ci n'a pas le droit de lever le refus du comité directeur de l'institution d'assurance, s'il n'y a pas d'atteinte portée à la loi.

Contrairement à la loi d'assurance accidents, qui met les blessés à la charge de la caisse corporative au bout de treize semaines, le temps a été doublé pour les caisses invalidité et a été porté à la somme de vingt-six semaines.

Cette prolongation d'attente semble juste, car ce sont des maladies médicales qui entraînent dans cette sorte d'assurance l'invalidité, et l'on sait que les affections médicales procurent souvent un laps de temps plus grand entre l'invalidité permanente et l'invalidité définitive.

Les institutions, les comités directeurs de ces caisses

sont trop pénétrés de la grandeur de leur tâche pour refuser le traitement et pour ne pas chercher par tous les moyens possibles, même les plus onéreux, à rendre à la société des hommes avec une entière validité.

Il suffit en général d'une déclaration nette et sans réserve du comité directeur sur le mode de traitement offert par lui, et sur les suites d'un refus de cette offre, pour forcer l'assuré à l'acceptation, s'il ne veut pas s'exposer à subir un préjudice très considérable.

Cette position de l'assuré, qui doit faire ainsi abandon de sa personnalité entre les mains de son institution d'assurance ne doit pas lui donner d'inquiétude.

Car ici la loi a permis au comité directeur de donner la plus grande extension au traitement qu'elles accordent.

Et l'intérêt évident des institutions d'assurance est de se débarrasser de la lourde charge de servir une pension.

Et c'est ici que nous voyons s'établir les meilleurs traitements que la science médicale peut indiquer et fournir.

Seul de toutes les assurances ouvrières en Allemagne, le traitement de l'assurance invalidité ne peut en aucun cas remplacer pour l'assuré la pension qu'il est en droit d'attendre. Il forme seulement et d'une manière exclusive une sorte de dédommagement pour l'assuré, et une garantie spéciale laissée à l'initiative des institutions d'assurance.

Aussi nous voyons souvent pendant la durée du traitement se poursuivre les enquêtes sur la demande d'une pension, des pensions même être accordées, et les caisses doivent non seulement fournir les rentes, mais payer les frais du traitement, et les frais des enquêtes.

Nous savons combien est long, parfois, dans les maladies chroniques la durée de l'incapacité temporaire, et il est

done juste qu'à partir de la vingt-septième semaine, soient fournis en même temps la rente et le traitement.

« Quant à l'étendue des droits de traitement, dit M. Bielefeldt (1), accordés aux institutions d'assurances contre
« l'invalidité, toutes les barrières quelque peu gênantes qui
« pourraient être opposées aux aspirations des institutions,
« ont été écartées. »

Le comité directeur peut fournir sans hésitation médecin, garde-malades, appareils orthopédiques, cures de villes d'eaux, et installer ces établissements si luxueux qui m'ont laissé échapper cette phrase durant ma visite à Beelitz, créé par la caisse d'invalidité de Berlin : « C'est fou, mais c'est merveilleux. »

De même que pour la loi d'accident, le comité directeur a le droit par une simple note de décharger les caisses maladie des devoirs qui leur incombent et l'institution d'assurance prend à sa charge toutes les dispositions statutaires et légales de la caisse.

Mais il arrive parfois que des ouvriers, tels que des ouvriers de l'agriculture et de l'économie forestière ne tombent pas sous le coup de l'assurance maladie, et pour ne pas mettre ces derniers dans un cas défavorable comme secours pécuniaires pour la famille, pour toute cette catégorie de salariés, le droit à ces secours lui est accordé.

Cependant il existe une différence comme paiement de ces secours journaliers. Pour les malades assurés contre la maladie, le droit correspond à la moitié du salaire journalier, pour les autres un quart seulement du prix de la journée de travail est payé.

(1) Dr BIELEFELDT, président de Sénat de l'Office impérial : *Rapport sur le traitement médical des assurés contre les accidents et l'invalidité en Allemagne*, A. Asher et C^{ie}, éditeurs, Berlin.

Ces secours pour la famille ainsi évalués ne sont qu'un minimum légal, et nous avons vu souvent grâce aux ressources immenses qu'ont les caisses d'invalidité augmenter dans de grandes proportions ces sommes distribuées.

Combien ne voyons-nous pas souvent que l'influence morale agit beaucoup pour la guérison et le traitement d'un malade. Mettez-le à l'abri du souci pour les besoins de sa famille, donnez-lui cette tranquillité de l'esprit, et vous serez étonnés de voir que l'amélioration de son état est grande et que la séparation familiale est bien mieux supportée.

Il en est ainsi également pour cette classe de malades atteints de tuberculose pulmonaire qui rentrent souvent dans leurs foyers pour reprendre un travail au-dessus de leurs forces. S'ils sentent leur famille dans le besoin, ils quittent ainsi les maisons de convalescence, les sanatoriums où ils étaient en train de gagner parfois la guérison et l'amélioration acquise fond alors comme la neige au soleil au milieu des labeurs journaliers, du manque d'hygiène de la vie ouvrière.

Il arrive parfois qu'une institution d'assurance invalidité prend aussi à sa charge un malade qui tombait sous le coup des mutualités corporatives par suite d'un accident industriel, et dont le traitement également pendant treize semaines ne devait rester entre les mains d'une caisse de maladie.

Il est juste alors que ces deux autres caisses participent aux frais du traitement et au secours journalier pour la famille.

D'un côté la caisse invalidité ayant fait bénéficier ces différentes autres caisses de certains avantages, elle peut

réclamer une participation effective des frais, et alors administrativement se règlent ces différents points de détail.

De même également pour la pension et la rente versées à un assuré, nous voyons l'union de la caisse accidents et de la caisse invalidité.

Prenons par exemple un ouvrier atteint d'un accident professionnel, la mutualité patronale est obligée de lui fournir une rente qui par exemple serait de 150 francs par an, suivant ses statuts, mais d'un autre côté, ses droits dans la caisse invalidité pourraient lui procurer par suite d'une élévation un peu plus forte de ces avantages une rente de 200 francs ; et, partant, le blessé reçoit alors 150 francs de la mutuelle corporative et 50 francs de la caisse invalidité, ce qui permet donc à cet atteint de la vie la certitude complète d'avoir toujours le maximum de ce que la société a le devoir de fournir à ceux qui travaillent pour elle.

Conditions du traitement.

Que ce soit par l'obligation, que ce soit volontairement, que l'assurance ait duré plus ou moins longtemps, tout assuré a droit au traitement.

Ceci est d'une grande importance, car ne voyons-nous pas souvent la tuberculose s'abattre avec une rapidité foudroyante sur certaines personnes, et ses ravages sont parmi les plus terribles actuellement dans tous les pays.

Le chiffre énorme des personnes qui tombent sous le coup de la loi de l'invalidité a permis en quelque sorte une lutte pas à pas avec ce fléau, malheureusement peu enrayé, mais encore si effrayant.

Il en résulte donc que les bienfaits des traitements pré-

vus par les lois allemandes contre l'invalidité en ressortent davantage.

Le rôle des deux caisses maladie et invalidité est ici très spécialisé.

Toute affection passagère et qui ne peut entraîner un préjudice permanent pour la santé se trouve confié entièrement aux caisses de maladie et cela suffit pour remplir le but proposé.

Le rôle de l'invalidité s'élève bien plus haut et son rôle social est immense ; les institutions ont pour but d'écarter le lourd et menaçant fardeau de l'incapacité de travail, et celui d'une pension.

Et comme toute pension d'invalidité est acquise de droit après vingt-six semaines d'incapacité de travail, une quantité énorme des malades reste encore à la charge des institutions d'assurance.

Celles-ci ont le même intérêt à écarter une invalidité qui existe déjà qu'à empêcher l'entrée dans l'invalidité.

Si la charge d'une pension est le rôle le plus lourd pour une institution d'assurance, le rétablissement de sa capacité de travail doit paraître à l'assuré un plus grand bien qu'une pension.

Mais la faveur du traitement ne peut et ne doit être accordée que si l'on a l'espoir que par un traitement sérieux et approprié le danger de l'invalidité disparaisse, ou si elle existe déjà, qu'elle puisse être écartée.

Il en est ici comme pour les accidents, lorsque je parlais du rôle du médecin dans cette assurance.

C'est de lui que dépend tout, et pour répondre au but humanitaire qui lui est dévolu il doit l'exercer avec conscience et fournir à l'institution un diagnostic et un pronostic précis.

Cependant dans différentes circonstances le malade est obligé de donner son consentement pour les exigences de transport dans ces maisons de convalescence, dans ces sanatoriums. Mais cette restriction ne produit aucun préjudice car lorsqu'on voit des établissements comme Beelitz, qui sont de véritables palais, et la foule des demandes d'admission qui assiège les portes de ces établissements, on se rend compte combien dans les mœurs allemandes sont entrées les lois de l'hygiène publique pour le plus grand bien et le plus grand avantage du peuple allemand.

Comment conduit-on le traitement ?

Nous avons vu que toute l'entière liberté a été laissée dans la loi à la discrétion du comité directeur des caisses d'invalidité soit pour l'ordre d'un traitement, soit pour son étendue. De même il possède le droit d'interrompre un traitement commencé à moins d'engagements contraires pris dans certains cas particuliers.

Ainsi parfois il arrive que les probabilités que l'on pensait avoir d'une guérison sont complètement perdues, la continuation, certes, n'est plus nécessaire, et il est juste alors que l'assuré soit pensionné.

Mais une question de sentiments souvent apparaît alors ; combien il est triste d'enlever à un malade son dernier espoir de guérison. Qui, dans la carrière médicale ne s'est pas trouvé en face de l'angoisse d'une famille qui vous entoure, d'un malade suspendu à vos lèvres, espérant toujours et attendant ce mensonge consolateur qui vous soutient, qui vous aide et qui permet d'éloigner de l'esprit le moment fatal et cruel de la réalité.

C'est ici que nous voyons agir encore ce grand rôle du médecin dans les assurances allemandes. C'est lui qui décide, c'est lui qui parle, c'est lui qui donne des raisons avec toutes les précautions possibles.

C'est lui qui devient, et qui doit être, comme me le disait le professeur Lederrhose, et que je ne saurais trop répéter, un ami pour ceux qui l'entourent et dont il a la responsabilité.

La loi oblige les autorités des bureaux de pension à proposer les malades aux traitements des institutions d'assurances.

Ce fait imposé par la loi s'est étendu par le devoir et les stations de secours dans les grandes villes, les stations de sœurs à la campagne viennent lui accorder un précieux concours.

Car en raison de l'entreprise opportune d'un traitement efficace et rationnel de la part de l'institution d'assurances on évitera souvent comme je le montrerai par des statistiques l'entrée dans l'invalidité.

Tout retard est parfois très préjudiciable, et sur les conseils de l'Office impérial des assurances, toutes les caisses de l'Empire se sont mises d'accord pour commencer dès le reçu de ces avis le traitement des assurés. C'est ainsi que malgré bien des vides qui existent dans la loi allemande, ils ont été comblés d'une manière tout à fait bienveillante par cet Office impérial qu'on ne saurait trop féliciter.

Pour la conduite du traitement, cela fonctionne d'une manière à peu près semblable à celle de l'assurance accidents.

Les institutions d'assurance sont à même de remplir toutes les obligations de leur charge, des hôpitaux, des cli-

niques, des sanatoriums, des maisons de mécano-thérapie, d'orthopédie, des établissements de bains, des massages, se sont élevés de toute part sur le sol de l'Allemagne, soit édifiés par les institutions elles-mêmes, soit subventionnés par elles.

Partout et toujours apparaît cette direction invariable de ces œuvres de prévoyance sociale que sont ces assurances ouvrières.

Les millions de réserve, je pourrais dire plutôt les milliards des caisses invalidité sont venus en aide aux institutions sanitaires des communes, aux institutions privées en se réservant certains avantages pour leurs assurés. Puis elles se sont lancées elles-mêmes à construire ces superbes palais que sont les hôpitaux ou sanatoriums de ces caisses. Le malade y trouve ce grand air, ce calme, ce repos d'esprit et ce bien-être qui aident tant au traitement.

Il est certain que jamais sans l'assurance invalidité tous ces sanatoriums ouvriers qui doivent leur existence « à la prévoyance du comité central allemand pour la fondation des sanatoriums pour les tuberculeux sous la protection de Sa Majesté l'impératrice » n'auraient pu être installés, ni rendus viables si les caisses d'invalidité ne leur en avait fourni le moyen nécessaire, en même temps que des malades, dans l'intérêt bien entendu de leurs assurés (Bielefeldt, *loc. cit.*, Berlin, 1900).

L'union intime des caisses invalidité et maladie devient très grande. Elles ont des devoirs réciproques, elles doivent avoir des charges communes.

Les institutions en déchargeant les caisses maladie du traitement d'un assuré, ont droit au secours pécuniaire qui est dû par celles-ci.

C'est d'une grande importance, car cela engage les caisses d'invalidité à entreprendre plus vite le traitement, et à le mieux conduire.

Mais si également le comité directeur invalidité juge que dans l'intérêt d'un malade, par suite des soins éclairés qu'il a reçus de la caisse maladie, les mêmes soins doivent lui être continués, elle rembourse à celle-ci cette surcharge de frais qui en est résultée.

Il peut arriver que des différends surgissent entre toutes ces branches de l'assurance ouvrière allemande, et « alors la loi a fixé le règlement, par la compétence et le jugement des autorités administratives » (1), et au-dessus de tout cela plane toujours l'Office impérial des assurances qui dans tout conflit rend un jugement sans appel.

Nous voyons donc combien ont été sages ces lois qui permettent que tous les conflits, toutes les discussions s'aplanissent et se terminent promptement sans frais énormes et sans que l'intéressé, c'est-à-dire le malade, soit en danger ou puisse craindre d'en subir un contre-coup fâcheux pour sa santé.

Il existe des règles également qui dans le traitement ne peuvent être transgressées. Comme nous l'avons vu pour l'assurance accidents, dans certains cas particuliers, mais ici porté à une généralité beaucoup plus grande, il est interdit de faire une opération qui affecte l'état général, ou une partie du corps sans obtenir le consentement du malade.

C'est avec raison que cette règle a été émise, car dans ces candidats à l'invalidité, il s'agit souvent de ces affections internes qui, par leur gravité, par leur durée, ou par

(1) BIELEFELDT : *loc. cit.*, Berlin, 1900.

leur situation, sont une cause d'affaiblissement de l'organisme, et combien d'opérations heureuses sont tentées, souvent avec succès, sur une personne dont l'état général est assez bon, mais qui ont une issue fatale sur une personne ainsi affaiblie.

« L'Office impérial des assurances (1) a, par ses arrêts,
« et par des décisions administratives, imposé comme un
« devoir absolu d'éviter soigneusement pour les malades,
« pendant le traitement, toute influence tendant à obtenir
« le consentement pour une opération, même lorsque les
« hommes les plus compétents pensent pouvoir promettre
« un succès certain. »

Effets du traitement.

Dans l'assurance accidents, la manière dont l'assuré s'est conduit vis-à-vis des mesures prises par l'institution d'assurance est d'une grande influence lorsque la fin du traitement est plus ou moins favorable, tandis que dans l'assurance invalidité, d'aucune façon, l'issue favorable du traitement de l'invalidité ne peut entrer en jeu, si la capacité de travail est diminuée dans une certaine mesure.

Car dans l'assurance invalidité, il n'existe pas, comme dans l'assurance accidents, une proportionnalité pour les pensions, eu égard au degré de la capacité de travail qui existe encore.

Deux choses restent à juger : y a-t-il ou n'existe-t-il pas une incapacité de travail, si oui, on donne une pension, si non, on la refuse.

Si pour une raison quelconque une personne n'est plus à même de gagner le tiers de ce qu'est capable de gagner quel-

(1) Règlement de l'Office impérial des assurances.

qu'un du même rang et de la même condition, alors cette personne compte dans l'invalidité.

Tout concourt pour juger la capacité de travail, rang, éducation, intelligence, aptitude et contrée où l'on habite.

Pour juger également du résultat du traitement, il faut au moins qu'un malade ait recouvré les deux tiers de sa capacité de travail pour perdre le droit à la pension d'invalidité.

Toute pension n'est accordée que si l'intéressé a fait formellement une demande et que toutes les conditions qui sont nécessaires pour l'obtenir ont bien été remplies.

Même durant le traitement, le malade a le droit d'avoir une pension, et cela est très intéressant médicalement, car ne voyons-nous pas en France se produire ce fait, de plus en plus commun, et que depuis longtemps l'on avait remarqué en Allemagne, c'est que pour les malades atteints d'hystéro-traumatisme (de névroses traumatiques), ils guérissent d'autant plus vite que le souci, l'idée fixe qui les poursuit de la crainte du lendemain leur est enlevée par le paiement d'une rente.

Malgré ce que nous venons de dire, les effets défavorables du traitement seront beaucoup changés selon les circonstances par la conduite de l'assuré.

Si, sans cause légale, si sans raison sérieuse, un malade s'est dérobé au traitement que voulait lui imposer le comité directeur de son institution d'assurance, on peut lui refuser pour un temps limité, le tout ou partie de la pension à laquelle il a droit.

Pourquoi cette limitation du temps et de la quotité ? c'est que l'intention du législateur, dit M. Bielefeldt (1), « a été

(1) BIELEFELDT, *loc. cit.*, Berlin, 1900.

d'éviter les duretés inutiles aux familles ainsi qu'aux assurés qui s'opposent souvent au traitement par défaut d'intelligence » et je dirai même par leurs intérêts mal compris.

Tandis que dans l'assurance accidents tout bénéfice peut être perdu pour l'assuré réfractaire, dans l'assurance invalidité rien n'autorise le refus arbitraire d'une pension.

Le malade a toujours le droit, même après coup, d'expliquer son refus d'obéir à l'institution d'assurance, et si ces raisons sont valables, rien ne dégage le comité directeur de la Caisse invalidité.

Il faut, en outre, que l'institution d'assurance puisse prouver que l'assuré ne serait pas devenu invalide s'il avait suivi le traitement auquel on voulait le soumettre.

Cela est donc encore essentiellement favorable à l'assuré, car ce n'est pas lui qui doit donner la preuve qu'il serait entré dans l'invalidité malgré tous les traitements, mais à l'institution d'assurance de démontrer que le traitement auquel elle voulait le soumettre aurait évité, aurait écarté l'invalidité, et d'un invalide aurait fait un ouvrier valide.

L'institution d'assurance a aussi des devoirs à remplir pour l'entrée d'un malade dans un établissement.

Elle doit agir avec égards et peser la situation de ses assurés : vivent-ils en famille, sont-ils mariés ? Elle doit obtenir avant tout le consentement de l'intéressé.

Nous voyons donc qu'à côté des raisons légales nous trouvons également d'autres raisons *justifiées*. C'est que l'on a voulu, comme je le disais pour l'assurance accidents, que ces institutions d'assurance agissent par la persuasion et avec bienveillance.

La liberté individuelle a été ainsi mise toujours au premier rang par le législateur. L'ouvrier allemand sait et com-

prend que toute cette œuvre immense a été créée pour son bien, avec son concours et son aide, et à part les simulateurs, le niveau moral s'est élevé et lui a permis ainsi de devenir l'un des premiers ouvriers du monde.

Dans les statistiques de l'Office impérial des assurances (1), nous trouvons ces chiffres relevés par M. Bielefeldt et qui indiquent les frais du traitement des caisses invalidité et le nombre des personnes qui en ont bénéficié de 1891 à 1900.

Les sommes dépensées s'élèvent à 11.005.914 marcs, pour ces années seules :

De 1897	argent dépensé	1.993.592 M.	pour	10.483 personnes
1898	—	2.769.330 M.	—	13.758 —
1899	—	4.056.975 M.	—	20.039 —

Je donne maintenant quelques chiffres d'ensemble des traitements pour la tuberculose et les autres maladies, et ce que coûte en moyenne un malade.

Pour la tuberculose pulmonaire

Années	Hommes	Journées de traitement	Femmes	Journées de traitement
1897	2 559	186 839	731	63 337,5
1898	3 806	278 642,5	1 104	91 291
1899	6 032	440 871	1 666	131 343

Pour d'autres maladies

1897	4 068	211 253	1 783	99 362
1898	5 025	249 737,5	2 489	129 131,5
1899	6 870	329 743	3 802	200 176

Ces chiffres basés sur les calculs qui ont été faits ont donné le résultat suivant pour les traitemnets continus, et pour les traitements intermittents :

(1) BIELEFELDT, *loc. cit.*, p. 46 et suivantes; Asher, éditeur, Berlin, 1900.

Traitement continu

Années	Tuberculose pulmonaire									
	Frais								Durée du traitement pour 1 personne traitée	
	pour 1 personne traitée				p. 1 journée de traitem ^t					
	hommes		femmes		hommes		femmes		Journées	
	Mars	Pf	Mars	Pf	Mars	Pf	Mars	Pf	hommes	femmes
1897	296	00	350	44	4	05	4	04	73	87
1898	207	50	340	95	4	20	4	12	73	83
1899	310	31	318	04	4	25	4	03	73	79

Autres maladies

1897	168	74	149	35	3	25	2	68	52	56
1898	166	57	144	32	3	35	2	78	50	52
1899	156	47	141	13	3	26	2	68	48	53

Traitement intermittent

Années	Frais pour 1 personne traitée							
	Tuberculose pulmonaire				Autres maladies			
	hommes		femmes		hommes		femmes	
	Mars	Pf	Mars	Pf	Mars	Pf	Mars	Pf
1897	61	52	71	40	17	17	29	75
1898	41	54	85	51	17	00	30	09
1899	57	38	51	03	23	13	33	48

CHAPITRE VI

Les établissements thérapeutiques des caisses d'invalidité. — Les sanatoriums.

Comme nous l'avons vu pour les caisses d'accidents, les mutuelles d'invalidité, elles aussi, afin de diminuer les rentes, d'en abolir même une certaine partie, se sont mises à prendre soin de leurs malades, non seulement après les treize premières semaines, mais même quelquefois dès le début d'une affection.

Contre une maladie, celle qui est la plus terrible, celle qui dans tous les pays entraîne le plus la tristesse, le chagrin, la mort, l'assurance invalidité s'est attachée en premier lieu à la combattre et à essayer de la faire reculer et de la réduire si possible, cette maladie, c'est la tuberculose.

Près de 90 sanatoriums ont été construits ou entretenus par l'assurance invalidité, et en regardant la carte publiée par le bureau international de la Ligue contre la tuberculose de Berlin, l'on aperçoit combien du nord au sud et de l'est à l'ouest de l'Allemagne, partout s'élèvent des établissements où des milliers d'êtres humains vont rechercher les bienfaits de la cure de repos.

En France, depuis 1900, dans toutes les revues, dans tous les journaux politiques, mutualistes, cette question des sanatoriums et de leurs résultats est traitée abondamment. Deux clans se sont formés : pour ou contre le sanatorium.

Depuis quelques mois, les partisans du sanatorium semblent avoir diminué, ou plutôt les articles plus nombreux et plus violents de ceux-ci tâchent d'empêcher la réalisation tant désirée par l'autre groupe.

L'on va chercher en Allemagne des statistiques, des résultats pour étayer la thèse que l'on soutient, les chiffres s'accumulent, des statistiques d'économie sociale sont créées, étudiées, disséquées, mais malgré les nombreux millions dont on cherche à nous faire un épouvantail, malgré tout ce que l'on peut dire, *les sanatoriums sont nécessaires*, et les caisses d'invalidité continuent à en construire, à en élever, à en entretenir et à les transformer.

Je remercie le gouvernement allemand d'avoir permis à M. le professeur Pannvitz, le si distingué directeur de la Ligue internationale de la tuberculose, de me donner tous les renseignements nécessaires à cette organisation de la lutte contre cette cruelle maladie en Allemagne.

Et je ne sais comment m'exprimer pour reconnaître les secours que son chef de bureau, M. le major Schindler m'accorda pour le travail que j'ai essayé dans cette question qui touche de si près à l'assurance invalidité.

Je disais que l'assurance invalidité s'est trouvée bien des sanatoriums, et ceci pour les raisons suivantes :

Les tuberculeux des caisses d'invalidité en restant dans leur milieu, qui était un milieu ouvrier et qui là-bas, comme partout, possèdent des habitations parfois malsaines, trop étroites, encombrées, et subissaient aussi les effets de l'al-

coolisme, étaient un objet de contagion continuelle pour tous ceux qui les entouraient.

De plus, il aurait été difficile de pouvoir leur fournir le traitement nécessaire à domicile, les hôpitaux généraux en étaient encombrés, et comment leur donner, comme M. le professeur Grasset (1) l'expliquait dans une conférence sur cette question : « Comment leur donner ce plein air, cette
« campagne qui fortifient l'organisme et facilitent la vic-
« toire contre le bacille tuberculeux dans tous les climats et
« dans toutes les altitudes ? »

Il fallait aussi frapper l'esprit des assurés, leur montrer comment se fait la contagion, comment on parvient à lutter contre le fléau, à tâcher de le réduire, et l'empêcher de se disséminer.

Les caisses d'invalidité ont été au plus pressé, elles ont fait transporter les atteints dans ces maisons spéciales, dans ces sanatoriums.

Malgré tout ce qu'on peut écrire contre les millions dépensés, non ils n'ont pas été dépensés en pure perte. N'y aurait-il que 5 à 10 p. 100 de guéris, la vie d'une seule humanité préservée vaut bien la dépense que l'on fait pour en sauver 50 ou 100 autres.

Et puis cela a été une grande leçon de choses pour le peuple allemand, car selon l'expression de M. Bielefeldt et du professeur Pannvitz, partout se sont infiltrées maintenant dans toutes les familles, même les plus pauvres, les règles d'hygiène nécessaire pour éviter la contagion.

Est-ce que 200.000.000 de francs, chiffre que dans un article d'un journal mutualiste, celui de Toulouse, je crois,

(1) *Cinq conférences sur la tuberculose.*

on opposait comme trop grosse dépense pour l'édification des sanatoriums, est-ce que 200 millions dépensés ainsi, pour l'éducation de tout un peuple, pour la guérison totale d'environ 5 à 10 p. 100, et l'amélioration de 50 à 60 p. 100, est-ce un chiffre trop élevé ?

Je crois, après tout ce que j'ai vu, que la transformation du sanatorium suit l'évolution qui, certes, doit se produire dans la lutte contre la tuberculose, et l'évolution qui se produit peu à peu dans les caisses d'assurance de l'invalidité et la vieillesse.

Maintenant le sanatorium devient un immense hôpital des caisses d'assurance invalidité, où des pavillons spéciaux sont consacrés au traitement de la tuberculose. Ces sanatoriums comprennent toutes les maladies, et l'action plus étendue, mieux comprise des traitements évite aux caisses d'importantes rentes d'invalidité.

Tuberculose pulmonaire.

1897.	sur	2.559	malades hommes	pour	1.731
—	—	734	— femmes	—	494
1898	—	3.806	— hommes	—	2.814
—	—	7.404	— femmes	—	809
1899.	—	6.032	— hommes	—	4.480
—	—	1.666	— femmes	—	1.220

Autres maladies que la tuberculose pulmonaire.

1897.	sur	4.068	malades hommes	pour	2.835
—	—	1.783	— femmes	—	1.202
1898.	—	5.025	— hommes	—	3.658
—	—	2.489	— femmes	—	1.799
1899.	—	6.870	— hommes	—	4.906
—	—	3.802	— femmes	—	2.635

(1) Dr BIELEFELDT : *Traitement médical, etc.*, p. 53 ; A. Asher et C^{ie}, éditeurs, Berlin, 1900.

Le tableau suivant indique la proportion pour 100, calculée d'après ce qui précède, pour les personnes traitées avec succès pendant ces trois années.

Groupe des maladies et sexe des personnes traitées d'une manière continue	Sur 100 personnes traitées d'une manière continue		
	Succès obtenus à la fin du traitement, de sorte que l'incapacité de travail n'é- tait plus à craindre suivant les prévisions.		
	pendant les années		
	1897	1898	1899
A. Personnes traitées pour la tuberculose pulmonaire, soit :			
a) hommes et femmes ensemble, . . .	68	74	74
b) hommes seuls	68	74	74
c) femmes seules.	68	73	74
B. Personnes traitées pour d'autres mala- dies que la tuberculose pulmonaire, soit :			
a) hommes et femmes ensemble. . . .	69	73	71
b) hommes seuls.	70	73	71
c) femmes seules.	67	72	69

La stabilité des succès obtenus à la fin du traitement pendant chacune des trois années de 1897, 1898 et 1899 est démontrée par le tableau suivant :

Groupe des maladies et sexe des personnes traitées d'une manière continue	Sur 100 personnes traitées d'une manière continue et contrôlée					
	le succès obtenu en					
	1897 a duré		1898 a duré		1899 a duré	
	jusqu'à la fin de l'année					
	1897	1898	1899	1898	1899	1899
A. Personnes traitées pour la tuberculose pulmonaire soit :						
a) hommes et femmes en- semble	61	43	30	68	48	69
b) hommes seuls	60	41	28	68	47	69
c) femmes seules	64	50	36	69	50	68
B. Personnes traitées pour d'au- tres maladies que la tubercu- lose pulmonaire :						
a) hommes et femmes en- semble	60	45	41	66	50	63
b) hommes seuls.	61	46	41	66	49	63
c) femmes seules.	57	43	41	66	51	64

A mesure que les caisses d'invalidité s'enrichissent ou plutôt mettent leurs énormes capitaux au service de la population et de l'hygiène publique, la lutte contre la tuberculose s'est transformée.

Elles avaient eu tout d'abord à lutter contre la contagion et à chercher si possible la guérison, elles avaient obtenu la première chose, en retirant les personnes dans des sanatoriums, en apprenant par l'exemple comment il fallait éviter cette maladie, quelles précautions le malade devait prendre en rentrant dans ses foyers, guéri parfois, et toujours en tout cas, très amélioré. Maintenant elles se sont lancées dans la lutte sur les points où l'on a chance de faire reculer l'invasion du bacille de Koch.

Dans le chapitre sur le rôle social de l'assurance, je dirai les sommes énormes dépensées par les caisses pour entretenir et développer les moyens de défense. La construction de maisons ouvrières, de bains populaires, les dispensaires de tuberculeux, la lutte contre l'alcoolisme et l'éducation hygiénique du peuple allemand.

Mais malgré cela, le sanatorium n'a pas été délaissé, on l'a plutôt amélioré, il est devenu un véritable foyer de lutte scientifique pour la recherche de la guérison parfaite de cette maladie.

L'on n'a qu'à voir les milliers de demandes d'admission qui assiègent les sanatoriums pour se rendre compte que le peuple allemand désire et croit à la bienfaisance de ces établissements.

J'ai visité deux établissements qui vont servir par leur description à démontrer ce que j'avance.

LE SANATORIUM DE BELZIG

Accompagné du major Schindler et de mon ami M. de Petter, le directeur si bienveillant de la succursale de la maison française Thierry et Sigrand, à Berlin, que je ne sais comment remercier de ses services et de son aimable réception, si douce pour un étranger, ainsi que M. Fritz Lentz, le fils du fabricant qui installa tant de grands hôpitaux allemands et étrangers, nous prîmes le train qui allait nous emporter vers ces campagnes où les ouvriers vont rechercher le bien-être de l'air, du repos et du soleil.

A quelques kilomètres de Berlin, nous entrons dans ce Grünenvald, cette forêt verte de sapins qui s'étend sur toute cette neige brandbourgeoise, comme l'on appelle là-bas les sables du Brandebourg, le poudrier de l'Europe.

Dans l'éclaircie parfois de la forêt on aperçoit au lointain de la vitesse de l'express qui nous emporte, la région des grands lacs, le château de Potsdam, le moulin si renommé, des troupeaux de cerfs, de chevreuils, de biches paissent le long des voies, sans fuir devant le sourd grondement de notre train.

Quel calme au sortir de cette vie enfiévrée d'industrie et de commerce de Berlin ! On a un sentiment de fraîcheur, de bien-être et l'on comprend combien déjà avec la vision de la guérison espérée les malades des caisses de cette ville doivent ressentir à l'approche si heureux de ces établissements la sensation agréable de la vie et de l'abandon des soucis un instant disparus.

L'express file toujours, les forêts succèdent aux forêts, et l'on me montre en passant le panorama de cette petite ville qu'est le sanatorium de Beelitz que je tâcherai de décrire.

Après l'arrivée à la gare de Belzig qui est environ à 80 kilomètres de Berlin, une voiture nous conduit au travers des sapins au sanatorium de Belzig.

Nous sommes reçus par son directeur, le D^r Möeller, un des élèves les plus distingués du professeur Koch, qui nous fait visiter en détail les galeries de cure, les dortoirs, les salles de jeu et les dépendances de cet établissement.

Construit dans le fond d'un vallon très resserré, exposé au midi, il est abrité de tous côtés par des collines boisées contre les vents.

Il comprend 150 lits, un pavillon supplémentaire de 25 lits pour enfants vient d'y être ajouté. Les caisses du Brandebourg l'entretiennent.

Le règlement de ce sanatorium est très sévère, l'on voit que son directeur désire avant tout des succès, et par l'installation d'un pavillon de bactériologie, de sérothérapie, etc., l'on remarque que la partie scientifique n'y est pas délaissée.

Ici, aucun malade n'est admis sans le contrôle de la réaction de la tuberculose de Koch, si par exemple, aucune réaction ne se produit après l'injection, le patient est aussitôt renvoyé.

Chaque jour les crachats sont examinés et la base du traitement consiste avec la cure de repos, de l'eau froide, de la suralimentation et en injections de la première tuberculine de Koch.

Il est curieux de voir qu'après avoir été si longtemps décrié, un traitement repose sur ce système qu'en France nous croyons tombé dans l'oubli.

« Et c'est ainsi, me dit M. le D^r Möeller, que j'obtiens 40 à 45 p. 100 d'amélioration sur de véritables tuberculeux, et de

façon à suivre tous ceux qui sont passés au sanatorium, deux jours par semaine, le mardi et le jeudi, ils peuvent revenir et ils sont examinés.

« Pour la tuberculine, il faut, ajoute-t-il, savoir s'en servir, et j'espère bien, un jour, avoir encore de bien meilleurs résultats. »

Lui demandant combien dans ce nombre d'améliorés se trouvaient de complètement guéris, il me répondit :

« Je regarde comme guéris tous ceux qui après trois ou quatre, ou cinq mois d'injections et de traitement n'ont plus aucune réaction à la tuberculine, et j'obtiens une moyenne de 10 à 15 p. 100, et sur ce nombre 4 p. 100 environ sont revenus me revoir après, à trois ou quatre ans de distance, et toujours la guérison persistait et la réaction n'existait plus.

Il serait intéressant de contrôler ces résultats avec le séro-diagnostic de la tuberculose des professeurs Arloing et Paul Courmont, et j'espère pouvoir rechercher avec l'aide de mes maîtres bienveillants et du D^r Möller si le séro-diagnostic positif continuerait à exister malgré la non-réaction de la tuberculine.

Je ne décrirai pas la configuration de Belzig, tant de sanatoriums ont déjà été décrits en France, et je ne m'étendrai sur ce point que pour Beelitz, car il représente la nouveauté dans ces sortes de maisons de santé et il est la gloire complète et entière de la caisse d'invalidité de Berlin.

Je ne puis que remercier M. le D^r Möller, le directeur de Belzig, car il m'aura permis d'indiquer en France le traitement ancien et nouveau tout à la fois de la tuberculose par la première tuberculine de Koch.

LE SANATORIUM DE BEELITZ

Nous reprenons le train et revenons vers Berlin. A 50 kilomètres environ de cette ville s'élève le sanatorium de Beelitz.

De superbes pavillons qui sont de véritables petits palais, de coquettes villas, sont dispersés dans un parc de 250 hectares. Cela est l'installation de Beelitz.

Au moment du Congrès international pour la lutte contre la tuberculose, la caisse d'invalidité de Berlin fit tirer un superbe album de 100 pages, avec vues, où se trouve décrite l'œuvre entière que cette caisse a édifiée.

Les différents bâtiments, qui peuvent renfermer 2.000 malades, sont divisés en deux parties par la voie du chemin de fer qui traverse tout le sanatorium. La gare de Beelitz est complètement au centre, et la forêt environnante de sapins et de pins semble continuer le parc qui renferme les pavillons.

A gauche du chemin de fer se trouve la section hommes et femmes tuberculose. A droite, la section hommes et femmes atteints d'autres maladies.

Près de 9.000.000 de marcs ont été engloutis pour l'installation et l'organisation de cet établissement.

Le bâtiment des machines est placé près de la gare, une voie de raccordement permet aux wagons de venir décharger près des chaudières les 35.000 kilos de charbon qu'elles consomment journellement. De ces cinq énormes chaudières qui bientôt vont être doublées, partent des canalisations en ciment qui vont transporter partout la chaleur, la vapeur et l'électricité nécessaires au complet fonctionnement.

Comment pouvoir expliquer, raconter tout ce qu'on ad-

mire. Ces corridors spacieux, ces baies, ces arcades, ces colonnades s'ouvrant directement sur le parc.

Tous les pavillons devraient être décrits les uns après les autres. Celui des bains, avec ses salles voûtées, ses piscines, ses baignoires toutes nickelées. Les salles de douches que pourraient envier beaucoup de nos villes d'eaux. La section de la mécanothérapie, de l'électricité, de la radiographie est une des plus intéressantes. Le service de chirurgie où tout est d'une simplicité riche. Et enfin ces salles à manger immenses, dont la hauteur est d'environ 12 mètres, et où dans le fond, un orchestrion électrique de 10.000 mares fait entendre pendant le repas des ouvriers le flot d'une musique harmonieuse.

Certes, beaucoup de bourgeois aisés vondraient une villa aussi coquette que la maison de chacun des portiers de cet établissement.

Le parc entier est éclairé à l'électricité et des kilomètres de galeries couvertes permettent en cas de pluie la promenade et la cure au grand air.

L'on trouvera, certes, du décousu dans cette description, mais la masse des souvenirs qui assiègent après une visite à Beelitz vous empêche de les rendre comme on voudrait pouvoir le faire. Et la flèche élancée de la chapelle que surmonte la croix semble bénir cette œuvre de solidarité du patron et de l'ouvrier.

Beelitz est le sanatorium nouveau qui a subi l'évolution qui s'est manifestée dans les caisses d'invalidité et dont je parlais au commencement de ce chapitre.

Ce n'est plus seulement la maison des tuberculeux, c'est un hôpital construit avec toutes les règles de l'hygiène, et où tous les malades atteints d'affections qui peuvent entraîner

l'invalidité sont soignés, améliorés, guéris. Ils deviennent, de ce fait, une charge moins lourde pour la caisse.

Comment l'initiative privée, comment la bienfaisance et la charité pourraient-elles seules, ou même avec l'aide de l'assistance publique créer des établissements aussi merveilleux ?

L'entretien actuel du malade revient de 5 à 10 marcs par jour. Et pendant tout le temps que passe l'ouvrier dans ce sanatorium sa famille reçoit encore un minimum de 12 marcs par semaine.

Si malgré tout ce qu'on fait pour pouvoir le guérir, on ne peut y parvenir, une rente d'invalidité lui est octroyée pour le restant de sa vie.

On peut critiquer le faste, la somptuosité, les dépenses de Beelitz, on peut aussi reprocher à son règlement de n'être pas assez sévère, car j'ai vu des ouvriers qui, étant soignés, se permettaient pendant l'heure de liberté qu'ils ont chaque jour pour sortir d'aller boire dans les cafés environnants la gare.

Mais à part ces quelques points de détail qu'il serait facile, je crois, d'organiser, n'est-ce pas une gloire pour un pays de pouvoir, par l'union du capital et du travail, parvenir à édifier pour le bien commun de semblables établissements qui deviennent de véritables foyers de bienfaits et de paix sociale ?

Le service médical comprend : un médecin directeur, le D^r Freund, directeur de la Caisse d'invalidité de Berlin, en résidence à Berlin ; un médecin-chef, le D^r Pietecke ; un médecin-chef pour les tuberculeux, le D^r Piquert, et un certain nombre d'assistants-docteurs.

Le traitement du médecin comprend : nourriture, loge-

ment, etc., un fixe qui varie de 3.500 à 10.000 marcs. Je ne puis que les remercier de leur aimable réception et de la bonté avec laquelle ils m'ont reçu à Beelitz.

M. le D^r Freund doit être heureux de l'œuvre qui a été créée par la caisse qu'il dirige, et je n'ai pu m'empêcher de dire en quittant Beelitz : « C'est fou peut-être, mais c'est merveilleux », et mon ami de Petter d'ajouter : « Nous, patrons, nous serions très heureux de pouvoir être aussi bien et luxueusement soignés que nos ouvriers. »

J'ai terminé l'étude des établissements des caisses d'invalidité, j'aurais pu parler encore des maisons de convalescence, des stations d'été pour les affaiblis, des cures et stations de villes d'eaux, mais par ce que j'ai essayé de dépeindre, il est facile de voir pour le lecteur que tout doit fonctionner dans ces autres organisations d'une façon aussi parfaite.

Il serait à souhaiter que nous puissions, en France, avoir les capitaux nécessaires qu'a fournis l'obligation pour permettre d'entrer résolument dans la lutte contre l'infirmité et la tuberculose.

Mais ce n'est pas tout, et dans le chapitre qui va suivre, l'on verra que des millions restent encore disponibles pour étendre les bienfaits de l'hygiène et du bien-être à la nation tout entière.

CHAPITRE VII

Le rôle de l'Office impérial et le rôle hygiénique et social des assurances en Allemagne.

J'ai passé en revue les assurances sociales allemandes, ou plutôt j'ai essayé dans ce travail de rendre compte, avec le plus de précision possible, de tout ce que j'ai étudié, de tout ce que j'ai vu.

Combien j'ai dû laisser de points intéressants, combien m'ont échappé ! Mais tout ce que j'ai décrit, je l'ai fait avec conscience, on me reprochera peut-être d'avoir été trop élogieux, eh bien, je puis le dire : non, mes éloges sont encore au-dessous de la vérité, et je suis revenu convaincu des énormes bienfaits de cette obligation dans l'assurance.

Dans le petit résumé qui va terminer mon récit, j'essaierai d'esquisser en quelques mots le rôle social, et pour l'hygiène des assurances en Allemagne, et comme je l'ai mis en tête de ce chapitre, nous verrons que tous les bienfaits ont été introduits grâce à la demande et parfois selon les ordres de l'Office impérial des assurances.

En effet, dans une organisation aussi vaste, avec ces créations en trois branches d'assurance créées à intervalles éloignés, dissemblables parfois, mais qui s'unifient peu à peu avec des caisses autonomes, il fallait bien pour couronner l'édifice un cerveau directeur, non pour annihiler les bonnes volontés, les entreprises généreuses des administrations locales, mais pour les faire toutes profiter de conseils éclairés et indiquer partout et toujours dans tout l'Empire allemand les initiatives heureuses des directions de caisses.

L'ancien président de l'Office impérial, Son Excellence M. Bödiker, avait donc raison de dire au début de son rapports sur le rôle économique et social de l'assurance ouvrière allemande, à Dusseldorf, en 1902 (1) :

« Les principaux promoteurs de l'assurance ouvrière
« allemande, si récente que soit cette œuvre, ont pour la
« plupart quitté la vie, tant la fuite du temps est rapide et la
« vie de l'homme est brève. Mais leur création leur survit
« comme la cathédrale survit à ses architectes. Elle se lève
« vers le ciel, visible depuis des lieues, témoignage des temps
« présents légué aux siècles à venir. Car des vues humaines
« elles ne peut disparaître.

« Sans doute, des parties nouvelles seront construites,
« d'autres seront rebâties. Ne voyons-nous pas dans nos
« monuments les plus vénérables, le roman et le gothique se
« succéder et se surajouter ? Mais l'œuvre, dans son en-
« semble, ne disparaîtra qu'avec le peuple allemand.

« Pas plus que nous ne reviendrons à l'esclavage et au
« servage, on ne verra la population laborieuse retomber
« dans la misère de ceux que trouvent sans secours la malà-

(1) Rapport du Dr BÖDIKER, *Congrès de Dusseldorf*, 1902.

« die, l'accident, les infirmités, la vieillesse. Tous ces degrés
« de l'évolution sociale, nous les avons franchis et pour tou-
« jours. Réjouissons-nous. ».

Ces paroles dans la bouche de l'ancien président de l'Office impérial indiquent avec quelle joie le peuple allemand a reconnu les bienfaits de ces assurances sociales, et de la pléiade d'hommes distingués qui continuellement travaillent à l'Office impérial pour l'amélioration des questions ouvrières et des caisses d'assurance.

Ma première visite en arrivant à Berlin a été pour l'ancien président et le président actuel de cette organisation.

Par la lettre qui est à la tête de ce livre, l'on peut voir avec quelle bienveillance M. Bödiker m'a reçu, son successeur à l'Office impérial, M. Goebel, n'a pas montré moins d'empressement, et c'est grâce à lui que partout en Allemagne j'ai pu voir ma tâche facilitée.

Il serait certain qu'en France une masse de formalités, des attentes longues et pénibles seraient nécessaires pour pouvoir parvenir à voir, visiter et étudier une organisation comme l'Office impérial.

Eh bien, en arrivant dans le superbe palais dont les assises massives de pierre donnent l'impression de la force et de la grandeur, une simple demande au portier, et de suite, l'on vous indique le bureau du président.

Dans cette maison de paix sociale, la simplicité est de rigueur, ouvriers, patrons, directeurs de caisses, tous viennent ici demander des conseils, recevoir des jugements marqués au coin de la bienveillance.

Car parmi les quarante présidents de sénat qui se sont partagé les différents services des branches de l'assurance sociale, plusieurs sont chargés de présider ces tribunaux

arbitraux qui viennent mettre la paix peu coûteuse, expéditive et bienfaisante et qui évitent tant de déboires et tant de haines.

Lorsqu'on a pu voir avec quelle bonté les ouvriers sont interrogés, combien toutes les explications sont acceptées dans ces séances journalières de ces tribunaux les plus élevés en grade pour les procès d'assurance, l'on se rend compte que cet édifice d'économie sociale a été créé pour une œuvre d'union, de concorde et de paix.

Durant chaque chapitre de ce livre, le lecteur se sera rendu compte du rôle de l'Office impérial, je ne puis y revenir, et lui-même pourra juger tout ce qu'il y a de grand et de bien dans l'œuvre à laquelle son personnel s'est attaché et dévoué.

« Notre rôle, me disait le président actuel, Son Excellence M. Goebel, est de se rapprocher du peuple, de lui enseigner son droit et ses devoirs, et il faut voir avec quelle attention, lorsque nos présidents de sénat vont dans les réunions publiques prêcher l'hygiène, la paix sociale, avec quelle attention on les écoute, et combien ils sont applaudis. »

Voici donc encore un rôle social immense que remplit l'Office impérial des assurances, ils sont les porteurs de la bonne parole, on transforme le collectivisme en évolutionnisme, et l'on rejette ainsi le socialisme destructeur en laissant la porte grande ouverte au socialisme pacificateur qui entraîne avec lui un idéal de justice, de civilisation et de bonté.

Pour permettre aux directions des caisses de rechercher le bien-être public, l'hygiène des ouvriers et de la nation, l'Office impérial est là pour indiquer les placements des fonds de réserve, pour autoriser toutes les bonnes volontés tout en lais-

sant à ces caisses la liberté d'une gestion indépendante et de la décentralisation.

Dans son introduction, mon frère parle de la fortune commune des assurances, et par le bilan de juin 1902, le lecteur a vu les énormes millions, les milliards même mis au service de la population allemande.

Il citait en terminant le chiffre de 279 millions employés par les caisses d'invalidité pour l'hygiène et le bien-être social de tout le pays.

Lorsqu'au moment de mon départ je reçus la statistique et le bilan de cette partie à l'Office impérial des assurances à la date du 1^{er} janvier 1903, le nombre des millions avait augmenté (1).

C'était maintenant 323 millions dépensés soit comme crédits agricoles, soit comme prêts pour des constructions philanthropiques, soit pour logements ouvriers, soit comme établissements hospitaliers des caisses elles-mêmes. Je vais parcourir et rechercher les sommes fournies pour le bien du peuple par les caisses d'invalidité.

Pour le crédit agricole, cette œuvre si nécessaire pour le cultivateur, la construction des chemins de fer de campagne, pour l'amélioration des chemins, pour permettre l'élevage du bétail, pour l'insuffisance de fourrages, etc., 67.479.764,56 marcs.

Grâce à toutes ces sommes dépensées ou placées par les caisses, cela permet d'introduire dans l'agriculture une aisance qui autorise le cultivateur d'entrer dans la voie du progrès et de se servir de cette culture intensive qui, bien

(1) Ces chiffres et ceux qui vont suivre nous ont été fournis grâce à l'obligeance de M. Gœbel, le président de l'Office impérial des assurances (statistiques des caisses d'invalidité).

organisée, fait rendre à la terre une bonne rémunération.

Dans la branche de l'hygiène publique, les caisses d'invalidité ne sont pas en retard, et ce que nous voyons en France être resté à la bienfaisance, soit patronale, soit de l'assistance publique, soit d'œuvres de charité, ici les caisses en ont fait une œuvre de solidarité.

Ainsi pour la construction des maisons de malades, de bains populaires, de maisons de convalescents, de maisons de santé du peuple, de stations de soins communales, de colonies de travailleurs, de logements d'aveugles, de crèches d'écoles pour petits enfants, pour les canalisations d'eau potable, pour la création d'abattoirs, pour les sociétés de consommation ou autres semblables, il a été dépensé : 127.763.558 M. 05.

Maintenant, j'arrive à une question plus intéressante, c'est celle des logements ouvriers. C'est là que la lutte contre la tuberculose, cette plaie des logements ouvriers, s'est faite grandement.

Ecoutez ce que dit M. le professeur Grasset, de Montpellier, dans sa conférence sur le terrain vivant (1) :

« L'homme ne vit pas seulement de pain et des divers
« aliments qu'il avale. L'air qu'il respire est également
« un puissant aliment, et un agent précieux pour entretenir
« et développer les moyens de défense de l'organisme con-
« tre le bacille tuberculeux. Là encore il faut *la quantité et*
« *la qualité*.

« Il faut beaucoup d'air et du bon air, c'est-à-dire de

(1) *Cinq conférences sur la tuberculose*, Firmin Montagne, imprimeur-éditeur, Montpellier, 1903 : deuxième conférence du professeur Grasset sur le terrain vivant.

« l'air qui n'ait pas encore trop servi, bien oxygéné, pas
« vicié par l'encombrement dans un appartement trop
« étroit dans une ville trop peuplée.

« Rien ne diminue la résistance de l'organisme au bacille
« comme l'encombrement et l'étiollement qui résulte du
« défaut d'air et de lumière.

« Que dire du logement insalubre où s'entasse toute une
« famille d'ouvriers.

Dans cette rue étroite où
le triste faubourg
dans lequel derrière
Les vitres en étroit espace
on respire
L'air qui se fait ardent et lourd
De tant d'humanité, qui passe (1)

« C'est la densité de la population qui entraîne un véri-
« table jeûne d'air, tout aussi dangereux que le jeûne et la
« famine d'aliments pour diminuer la résistance de l'orga-
« nisme au bacille. »

A Hambourg, le D^r Gebhardt a démontré que la mortalité
de la tuberculose s'accroît en sens inverse des revenus :

Ainsi sur 10.000 contribuables, il en meurt de tubercu-
lose :

10,7	quand le revenu est au-dessus de	3.000	marcs.
20,1	— — — est entre	2.000 à 3.000	—
26,4	— — — —	1.200 à 2.000	—
39,4	— — — —	900 et 1.200	—
60	— — — est au-dessous de	900	—

Et pour toute l'Allemagne, sur 112.000 victimes de la
tuberculose, 80.000 appartiennent aux classes laborieuses
dont le salaire annuel ne dépasse pas 2.000 marcs.

Eh bien, les caisses d'invalidité se sont mises résolument

(1) *Revue hebdomadaire*, t. XII, 1903 (Alphonse DAUDET).

à lutter pour la création de logements d'ouvriers et au 31 décembre 1902 les 40 caisses d'invalidité avaient dépensé : 103.448.228 marcs.

N'est-ce pas un bienfait social et un bienfait pour l'hygiène publique ?

M. le Dr Bielefeldt me disait avec juste raison dans une de ses conversations toujours intéressantes et instructives, à l'Office impérial : « Nous sommes allés au peuple pour l'instruire, lui enseigner l'hygiène et lui apprendre à ouvrir ses fenêtres. »

Enfin une somme de 24.403.241 marcs a été dépensée par ces mêmes caisses pour l'entretien de leurs hôpitaux spéciaux, et parmi ceux-ci il faut comprendre ceux créés pour combattre les maladies sexuelles, l'ivrognerie et les maladies qu'elle entraîne.

Déjà 108.000.000 de marcs auparavant avaient été dépensés pour la construction des établissements dont j'ai parlé (1).

Dans un article de M. Maurice Block, de l'Institut, paru dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1898, nous trouvons ceci : Sur la bienfaisante influence de l'assurance ouvrière sur l'assistance publique. Par exemple la ville de Dresde n'a eu à payer à l'hôpital que 52.636 marcs pour l'hôpital urbain, et 28.363 marcs de secours médicaux en dehors. Tandis que les sociétés d'assurance paient annuellement en moyenne 150.000 marcs à l'hôpital plus 12.000 à l'hospice, et les secours de maladie en comparaison de ces chiffres.

(1) M. Maurice Block, de l'Institut : Influence de l'assurance ouvrière, sur l'assistance publique en Allemagne, *Revue politique et parlementaire*, janvier 1898

Dans une petite commune, Saint-Blazien, qui compte 1.348 habitants, les dépenses ont atteint 2.309 marcs en 1889 et ce chiffre est descendu peu à peu à 600 marcs au fur et à mesure que les lois sur l'assurance ont été appliquées.

On pourrait citer des calculs entiers qui ont permis aux villes comme Elberfeld où depuis la création des assurances, près de 668.440 marcs par an ont été économisés par l'assistance publique.

Je me résume et avec M. Bielefeldt, je dirai : « Nous
« croyons avoir démontré qu'à l'aide de son assurance
« obligatoire l'Allemagne a obtenu un résultat magnifique.
« Comme l'expérience le prouve, les institutions publiques
« et privées de prévoyance (développées dans d'autres
« pays) ne suffisent pas à faire à des tâches si énormes. »

Et puisque Son Excellence M.^r Bödiker (1) a poussé la bienveillance à mon égard pour me donner et m'écrire la préface de ce livre, je ne sais mieux terminer qu'en transcrivant, après cette étude sur l'Allemagne, la fin de son discours au Congrès de Dusseldorf en 1902 (2) :

« On peut soutenir sans exagération que la législation
« sur l'assurance ouvrière a donné une nouvelle orientation
« à la société moderne en communiquant aux classes pos-
« sédantes non seulement la conscience, mais encore la
« perception claire de ce qui est nécessaire et de ce qui est
« possible.

« Nous sommes donc en droit de considérer la grande
« organisation créée en Allemagne, malgré tous les défauts
« de détail qu'elle peut présenter — quelle est l'institution
« humaine et quel est l'homme exempt de défauts ?

(1) et (2) Rapport de MM. BÖDIKER et BIELEFELDT au Congrès de Dusseldorf en 1902.

« comme un progrès proportionnel à l'importance de la dite
« organisation. »

« Véritable bienfait pour les ouvriers, elle constitue, avec
« son fonctionnement tranquille et régulier, un des plus
« fermes soutiens de l'Empire, une des plus solides garan-
« ties du maintien de la paix sociale, et politiquement
« comme économiquement elle a pris ainsi la plus haute
« importance.

« Si donc l'assurance obligatoire allemande a prouvé
« qu'elle est bonne en soi, une organisation analogue doit
« avoir dans d'autres pays civilisés des résultats également
« heureux, les mêmes résultats produisant les mêmes effets.

« Que l'assurance transforme ou non les révolution-
« naires en évolutionnistes, que ses résultats soient rapides
« ou lents; une grande action, et à plus forte raison une
« bonne action finit toujours par être récompensée. Voilà
« pourquoi nous souhaitons si vivement que ce bienfait
« sous une forme ou sous une autre soit assuré à toutes les
« nations (1). »

Et maintenant voyons ce que nous avons fait et pouvons
faire en France.

(1) *Congrès international des accidents du travail et assurance sociale*
sixième session tenue du 17 au 24 juin 1902, Viskott, imprimeur-éditeur
Breslau-Berlin, 1902.

CHAPITRE VIII

Ce que nous avons fait et pouvons faire en France.

Voici comment le si distingué professeur de droit à l'Université de Montpellier, M. Charles Gide, chargé des cours d'économie sociale comparée à l'Université de Paris, dans son introduction générale sur l'économie sociale à l'exposition de 1900, s'exprime au sujet de l'Allemagne, et ces quelques lignes me permettront de montrer ce qu'en France nous devons et pouvons faire :

« La salle de la section allemande était remplie tout entière par l'exposition de l'Office impérial d'assurance ouvrière — ou du moins on ne voyait que celle-là — et c'était certainement « le clou » de l'exposition d'économie sociale. L'obélisque en simili-or qui se dressait au centre de la salle, représentant la somme de 3 *milliards* touchée par les ouvriers allemands depuis la loi de 1885, avec l'indication des parts contributives de l'Etat, des

« patrons et des ouvriers eux-mêmes. Le tableau symbo-
« lique figurant, sous l'image d'un arbre aux fruits d'or et
« d'argent, l'ensemble des institutions d'assurance ou-
« vrière, les modèles en relief ou les photographies des
« magnifiques sanatoriums pour tuberculeux, créés en par-
« tie par l'impulsion et les subventions des institutions
« d'assurance, les brochures excellentes et claires distri-
« buées à profusion, tout concourait à donner aux visiteurs
« une impression de puissance extraordinaire et inoublia-
« ble. Malheureusement, cette impression était incomplète
« et inexacte, car l'économie sociale officielle était presque
« seule apparente. Toutes les institutions dues à l'associa-
« tion libre, sa pacifique armée de 20.000 banques popu-
« laires, caisses rurales, sociétés d'ouvriers ou d'artisans
« pour tous les buts de la vie pratique, toutes les institutions
« d'épargne qui réunissent *une masse de dépôts deux fois*
« *supérieure à celle de la France*, étaient absentes ou du
« moins invisibles (1). »

On croyait, ajoute-t-il un peu plus loin, que l'action individuelle ne pouvait être qu'affaiblie partout où l'intervention de l'Etat serait forte.

Non, l'expérience a montré que ce prétendu-antagonisme entre les deux facteurs sociaux n'existe pas. « Leur action
« est parallèle, non supplétive. Ensemble ils s'épanouissent
« ou ensemble ne font que végéter. Ainsi c'est en Allemagne
« que l'étatisme s'affirme avec une raideur toute spéciale,
« et pourtant il n'a certes point tari les sources de la richesse
« publique ni privée ; il n'a ralenti en rien le merveilleux

(1) *Rapport des groupes internationaux à l'exposition de 1900*, p. 20.
Imprimerie nationale, Paris 1903.

« l'essor de cet esprit d'association qui paraît inné dans la
« race germanique et qui rien que dans le groupe de la
« coopération a fait éclore 20.000 sociétés.

« Nul doute que ce facteur de l'économie sociale n'aille
« grandissant (1). »

Ces quelques lignes que je me suis permis d'emprunter à la plume si autorisée de cet économiste si distingué, me remet à l'esprit un article de l'un de nos anciens ministres, M. Pierre Baudin.

Je parcourais un soir la Friedrichstrasse avec mon ami de Petter, le directeur d'une maison française de Berlin, nous parlions de l'essor énorme de l'Allemagne. Il me disait ceci : « Regardez, nous sommes 250 Français à Berlin contre 80.000 Allemands à Paris. » Nos regards tombent sur une vitrine d'un marchand de journaux où s'affichaient les journaux étrangers, et le numéro du *Journal* du 21 février 1903 nous apportait comme premier Paris, cet article merveilleux intitulé : « La France crée, l'Allemagne produit ». Je voudrais pouvoir le transcrire en entier.

M. Pierre Baudin a, d'une façon magistrale, senti la force de l'Allemagne, et cela me frappait d'autant plus qu'un industriel venait de me dire quelques instants auparavant :
« L'industrie automobile est une de vos créations, mais
« dans deux ans la fabrication aura passé entre les mains
« de l'industrie allemande. »

Ecoutez ces mots de Pierre Baudin (2) :

« La prospérité des usines est telle que le salaire des ou-

(1) Charles GIDE : *Rapport des groupes internationaux à l'exposition de 1900*, page 48.

(2) Pierre BAUDIN : La France crée, l'Allemagne produit, *Journal*, n° du 21 février 1903.

vriers a augmenté d'un tiers pendant ces quinze dernières années (1) », et il finit ainsi :

« Je voudrais terminer cette étude par un mot d'espoir,
« par un appel aux villes, aux départements, aux syndi-
« cats, à tous les groupes d'hommes qui assument la res-
« ponsabilité de l'état économique et social de notre pays.
« De quelle vie vivons-nous si les profits de nos succès scien-
« tifiques doivent passer à l'étranger, si nous nous bornons
« à chercher le progrès dans l'unique pensée de lui édifier
« des autels et de sacrifier à son culte ? Ce serait non un
« faux calcul, ce serait encore une absurdité, car le progrès
« ne saurait demeurer dans le domaine de la philosophie.
« Le progrès n'est pas une abstraction. Il n'a de vie que
« par ses applications à la vie industrielle et sociale. »

Qu'on me pardonne cette longue entrée en matière, mais je suis certain que si résolument on voulait se mettre à la besogne, on parviendrait en France à trouver le moyen de créer les assurances ouvrières.

Non, les assurances allemandes n'ont pas diminué le prix du salaire. Non, l'industrie allemande n'a pas été touchée par les primes à payer pour ces quatre assurances : maladie, accidents, vieillesse, invalidité. Elle ne fait, au contraire, que continuer à s'élever, à s'étendre et à envahir les marchés du monde.

Parmi nos hommes politiques qui s'occupent des questions sociales, des hommes dont les opinions s'étendent de

(1) On fait journellement en France cette observation pour expliquer l'accroissement industriel : le salaire est moins élevé en Allemagne, cela était vrai autrefois, mais maintenant, toutes proportions gardées, les salaires des ouvriers allemands sont au moins aussi forts si ce n'est plus élevés que ceux des ouvriers français.

l'abbé Lemire à Millerand sont en rapports journaliers avec l'Office impérial des assurances.

Et ce qui a fait la force du parti catholique au Reichstag, c'est le concours qu'il a fourni pour l'assurance ouvrière. Je crois qu'en France si ce parti avait suivi ainsi ce bon exemple, nous n'aurions pas vu les tristesses de l'heure présente.

En France, pour toutes ces grandes questions d'assurances sociales, deux opinions s'agitent, se combattent, et dans leur exagération mutuelle ne peuvent arriver à fournir un résultat.

Les uns voudraient l'Etat-Providence, l'Etat maître de toutes choses, dispensateur complet des bénéfices des assurances sociales.

Les autres voudraient le régime de la liberté complète dans la mutualité.

Mais entre ces deux idées contraires, je crois qu'il reste une place pour une opinion qui tiendrait entre l'une et l'autre partie une balance juste et équitable.

Combien avons-nous présentes à l'esprit les attaques des partisans de la liberté contre l'omnipotence de l'Etat. L'abandon de tous les sentiments les plus nobles, la liberté, la solidarité, la prévoyance, foulées aux pieds. L'homme devenu une machine entre les mains du fonctionnarisme. L'oubli de soi-même et des siens, la prime aux dépenses, aux folies, au luxe, avec la certitude du lendemain assuré, le retour aux mœurs de la Rome de la décadence du pain et des jeux.

Mais si les partisans de la liberté lancent avec quelque raison ces idées, qu'ils écoutent au moins ces paroles dites au Congrès de Dusseldorf en 1902, et où M. le C. Skarzinsky

parle de la mutualité française, et je m'étais permis de le rappeler au Congrès des Sociétés de secours mutuels de l'Ain à Oyonnax, le 7 juin 1903 :

« On me dira que chacun est libre de se faire du tort (1),
« que chacun est libre de ne pas garantir la sécurité de sa
« vieillesse, mais d'après moi personne n'est libre d'oublier
« les siens, personne ne doit être libre de condamner à la
« misère la compagne de sa vie, l'amie de tous les instants
« et, s'il peut l'éviter, de quel droit tomberait-il une fois
« vieux et incapable de travailler, à la charge de sa famille
« et de sa commune ? Peut-on admettre que l'homme puisse
« dépenser sans songer à ceux qui l'entourent. Exposer les
« siens à la misère est un crime, et malgré toute la déférence
« qu'on peut avoir pour la liberté, malgré l'amour qu'on
« doit avoir pour le plus beau des droits humains, l'Etat a
« des obligations de père de famille. Un père qui aime ses
« enfants s'occupera moins de ceux qui sont forts, qui sont
« savants, intelligents et sérieux, puisque ceux-là sauront
« faire leur chemin eux-mêmes. Mais il s'occupera bien
« plus des faibles et de ceux qui, par la légèreté de leur
« caractère, par leur esprit peu développé, pourraient se
« nuire à eux-mêmes et aux leurs ? »

« J'apprécie de tout mon cœur, dit-il encore, la mutualité
« française, je suis avec plaisir et attention le bien que la
« mutualité fait à la France et à l'humanité, mais quand la
« mutualité se tourne vers l'Etat, en lui disant : « Aidez-
« nous et ne vous inquiétez pas de ceux qui ne veulent pas
« être des nôtres », je dirai : « Non, la mutualité se trompe
« puisque l'Etat a moins de devoirs envers les forts, envers
« les mutualistes qui pensent à eux et à leur avenir, tandis

(1) Discours de M. le comte Skarzinsky, *Congrès de Dusseldorf*, p. 930.

« qu'il en a beaucoup plus envers ceux qui se préparent et
« pour eux-mêmes et pour leur famille, un avenir malheu-
« reux. »

C'est ici qu'incombe à l'Etat le devoir de dire à cette grande majorité inconsciente de la nation : « Il est de votre
« devoir d'assurer à vous et aux vôtres le pain de vos vieux
« jours. Pour le plus grand nombre des déshérités de ce
« monde, il doit y avoir une règle générale, et la liberté
« doit s'arrêter là où elle occasionne la misère de ceux qui
« entourent l'homme qui jouit de la plénitude de ses droits,
« non pour garantir les intérêts des siens, mais pour les
« fouler aux pieds. »

Et j'ajoutais ceci à propos de la loi actuelle sur l'assurance des vieillards : « L'on veut en France mettre tout encore sur le dos de l'Assistance publique et comment voulez-vous qu'une partie de la nation soit prévoyante, lorsqu'on lui enlève le soin et le souci de l'être ? » .

La liberté seule ne peut produire les résultats merveilleux que nous voyons dans d'autres pays, et par exemple, en Allemagne où pour 58 millions d'habitants, il y a 38 millions d'assurés contre les accidents, la vieillesse, l'invalidité et la maladie.

En France, malgré le mouvement énorme, malgré l'action énergique des sociétés de secours mutuels, la moitié des ouvriers ne sont pas des mutualistes. C'est pourquoi on doit rechercher l'obligation dans la liberté, et alors au lieu d'avoir deux charges, l'assistance publique pour ceux qui ne veulent rien faire, et les soucis de son avenir personnel et des siens dans la société de secours mutuels, on n'en aura plus qu'une seule, celle d'être tous unis et coopérateurs dans la mutualité obligatoire.

Et certes, si la mutualité ne bénéficie pas de l'obligation elle aura celle-ci contre elle.

Nous possédons déjà l'obligation dans la liberté pour les accidents, et si nous avions le bonheur de l'avoir pour les autres assurances, la liberté entraînerait avec elle, non le patron, non l'Etat-Providence, mais le patron et l'Etat coopérateur.

Je le souhaite vivement, et grâce à Dieu, j'espère que bientôt une loi bien étudiée, pas politique, viendra nous faire bénéficier pour la maladie, la vieillesse et l'invalidité, des avantages et des bienfaits que nous avons par l'obligation dans l'assurance accidents.

Et à ce sujet, je terminerai ce travail par les créations qui viennent de se produire à Lyon, où des maîtres et professeurs distingués et aimés, comme MM. Arloing, Jules et Paul Courmont, Chatin, Siraud, et leurs élèves dévoués, comme Dumarest, et les élèves de ce grand maître Ollier, que la mort est venue faucher au milieu de toute sa gloire et de son immense talent, se sont dévoués et donnent leur temps et leur savoir pour le plus grand bien de l'humanité.

L'Œuvre lyonnaise des tuberculeux avec son sanatorium d'Hauteville, que ce bienfaiteur Mangini permit de mener à bien, combien le D^r Dumarest s'est donné de peine, combien a-t-il dépensé de son temps et combien a-t-il fait de démarches pour conduire à la réussite ce sanatorium qui maintenant procure tant de bienfaits !

Je ne puis que prier le lecteur de relire les éloges qui ne font que s'accroître sur cette œuvre d'initiative privée.

M. le professeur Arloing (1) au Congrès des Sociétés de

(1) III^e et IV^e Congrès de l'Union de l'Ain. Guyon président, Paraut secrétaire général. *Le Mutualiste lyonnais*, n^o du 24 juin 1903.

secours mutuels de l'Ain, après avoir montré ce qu'était Hauteville, donnait ses conseils éclairés aux mutualistes réunis. Il leur indiquait la route qu'ils avaient à suivre et leur disait qu'il fallait que la mutualité suive l'exemple de l'Allemagne et se mette elle-même à subvenir, à soutenir et à créer des établissements comme celui qui est la gloire de M. Dumarest.

Mon souhait sera que la parole aussi éloquente que scientifique de M. le professeur Arloing soit écoutée par les Fédérations mutualistes, car ayant à leur tête pour la lutte contre la tuberculose un maître d'une autorité si justifiée, il les conduira au succès.

Suivant l'exemple de l'Allemagne et de M. Bernacchi, à Milan, en Italie, et confiant l'entreprise qui a réussi si bien à Lille, la maison des blessés industriels que M. le professeur Guermonprez dirige, et où il a pu, comme il le disait à Dusseldorf, grâce aux premiers soins bien donnés, et par une surveillance constante, faire tomber la durée d'invalidité moyenne de quinze jours à onze jours. Le Conseil d'administration de la Société civile de médecine pratique de Lyon, sur la demande de M. le professeur agrégé Siraud, fit des demandes et transforma une partie des bâtiments de la maison Saint-Luc en hôpital et dispensaire des accidents du travail et en maison de santé.

Placé sur le quai Claude-Bernard, dans ce courant d'air vivifiant qui suit le cours du Rhône, de la façade en prolongement de la Faculté de médecine, la vue s'étend sur cette ceinture de collines qui court de Saint-Just et de Fourvière à celle de la Croix-Rousse, entouré d'un vaste et ombragé jardin, l'hôpital d'accidents du travail de Lyon a l'honneur d'être la première maison de ce genre en France.

Rien ne fut épargné pour tâcher de donner le bien-être aux ouvriers, aussi bien qu'aux chambres particulières, des salles de 8 à 16 lits au plus, dont les tons blancs donnent une impression de gaieté et de lumière. Les escaliers immenses, l'air répandu partout à profusion, permettent à cette installation de rivaliser avec les installations allemandes.

Le chauffage à vapeur à basse pression, l'électricité y ont été établis.

Un soin tout particulier a été mis pour l'édification des salles d'opérations. Leurs vingt-cinq mètres de baies vitrées s'ouvrant sur le jardin leur procure une luminosité intense et l'on a recherché à faire mieux encore pour la question d'asepsie que partout ailleurs.

Plus d'appareils dans les salles, plus de ces tuyaux qui bordent les murs. Tout a été noyé dans l'épaisseur de la construction.

Les murs en porcelaine blanche de Limoges jusqu'à 1 m. 80, sont revêtus au-dessus de glaces de verre laminé.

Pour le mobilier des salles, tout ce qui se faisait de plus pratique dans les différents pays fut commandé. Une chambre placée à côté des salles d'opérations contient les appareils à stériliser les pansements et l'eau qui arrive directement aux lavabos et aux prises, qui seules sont visibles dans les salles.

Un service médical et d'infirmiers prêt à toutes les éventualités se trouve en permanence dans l'établissement. Les services chirurgicaux sont dirigés par un chirurgien en chef, M. le professeur agrégé de la Faculté de médecine Siraud, par deux chirurgiens adjoints, MM. les D^{rs} Carrel, professeur à la Faculté, et M. Gallois, ex-chef de clinique chirurgicale de ce regretté maître, le professeur Ollier, par un chef

de service ophtalmologique, M. le D^r Jacqueau, chef de clinique ophtalmologique de la Faculté de médecine, par le D^r D'Espinay, chef de service de laryngologie.

Un premier assistant, M. Faye, ex-interne de l'hôpital Saint-Joseph de Lyon et de Paris (pro), et deux assistants, MM. Dufaure de Citres et Viondelphin. M. Savigneux, pharmacien, surveille le service pharmaceutique des hospitalisés.

Le Conseil d'administration qui a eu l'honneur d'entrer résolument dans cette œuvre de solidarité sociale comprend M. Brac de la Perrière, président du Conseil ; MM. Lodoïs Meaudre, Gabriel Philip, Paul Borel, Jules Robin, Joseph Emery, François Jullien.

Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul et un personnel d'infirmiers et d'infirmières concourent à la bonne administration et aux soins dévoués de tous les blessés de l'hôpital.

C'est par l'union de tous, et c'est avec l'idée de dévouement et de bonté que les résultats sont venus déjà surpasser les espérances.

Le Conseil d'administration, sur la demande de M. le professeur agrégé Siraud, m'a fait l'honneur de me nommer chef de clinique chirurgicale de la maison Saint-Luc. Je tâcherai de leur prouver par mon attachement ma reconnaissance.

Des services de bains, massages, douches de vapeur, électrisation, radiographie complètent les services chirurgicaux, et l'on pourra ainsi donner aux blessés tous les secours qui sont nécessaires et leur procurer les bienfaits de la spécialisation.

Depuis le 1^{er} janvier 1903, près de 250 blessés hospitalisés sont passés à l'hôpital des accidents du travail. Près de

vingt compagnies d'assurances ont recherché cette organisation pour leurs accidents.

Nous pouvons compter sur près de 7.000 journées de malades depuis six mois.

Au début, sans bruit peut-être, les compagnies ont prié leurs blessés de se rendre dans cette maison. On a critiqué et on critique encore cette sorte d'obligation. Mais le personnel de l'hôpital Saint-Luc mettant en action ce principe de la bonté, de l'amitié et de la prévoyance, que M. le professeur Lederrhose indiquait avec tant de talent dans son discours à l'inauguration de l'hôpital d'accidents du travail de Strasbourg, cette obligation s'est transformée en libre choix, et les ouvriers maintenant sachant trouver des amis y viennent d'eux-mêmes.

Quelle n'est pas la joie de tous les médecins de l'hôpital de recevoir si souvent des lettres de remerciements, de demandes de conseils d'anciens hospitalisés.

Les compagnies d'assurance tenues toujours au courant de leurs blessés, pouvant facilement correspondre avec eux, connaissent leurs devoirs, sont reconnaissantes de leur faciliter ainsi cette tâche d'union sociale.

Il existe également à Lyon d'autres dispensaires de Compagnies d'assurance, celui des D^{rs} Carrel et Gallois, un établissement de mécano-thérapie, et je crois pouvoir affirmer que bientôt la région lyonnaise sera encore à la tête de tous le mouvement qui se produit dans la mutualité et la coopération françaises.

L'Union des Sociétés de secours mutuels de l'Ain, la Fédération et l'Union lyonnaise, la Fédération du 6^{me} Collège de la mutualité, présidé si bien par M. Bleton, suivent les conseils éclairés qui leur sont donnés. Ils recherchent

maintenant la lutte pour la tuberculose, l'alcoolisme, les accidents agricoles, la construction d'établissements thérapeutiques, et guidés en cela par M. le professeur Arloing, ils arriveront à pouvoir ajouter un nouveau fleuron à la couronne de la mutualité française.

Les maîtres qui veulent bien présider à la réception de ce travail et qui luttent pour ces idées peuvent ressentir la joie du succès prochain.

Ces maîtres bienveillants m'ont fait l'honneur de m'accepter pour le combat, j'ai l'honneur d'être admis pour le succès, je ne sais comment les remercier.

Que la mutualité française se tienne prête à subvenir à l'obligation pour les assurances sociales et ouvrières.

Je me permets en terminant de citer quelques lignes de la leçon d'introduction de mon frère, M. Charmont, professeur de droit à l'Université de Montpellier, sur la socialisation du droit et c'est un remerciement bien petit pour sa bienveillance à mon égard (1).

« Cet avenir qui nous semble prochain, que nous essayons
« d'entrevoir, reste encore enveloppé d'obscurité. Nous ne
« savons pas comment il sera et comment il se réalisera.
« Mais il est contenu dans le présent. Il sera le résultat des
« causes, le développement des tendances, qui nous sont
« en partie connues. Ainsi la connaissance du milieu, du
« mouvement social, nous fournit une orientation, elle
« éclaire et permet de régler notre conduite.

« Le devoir des bons citoyens est de comprendre la nécessité des réformes et d'aider à les accomplir. Un accord est

(1) J. CHARMONT : La socialisation du droit, leçon d'introduction d'un cours de droit civil, *Revue de métaphysique et de morale*, juin 1903, Armand Colin, éditeur, Paris.

« encore possible, les deux parties ont un égal intérêt à ce
« que cet accord soit tenté. La haine, la violence des uns
« ne peut rien créer ; la résistance aveugle des autres ne
« peut rien empêcher.

« Assurer la vie, la sécurité, la liberté d'un grand
« pays, c'est un tâche qui excède les forces et les capacités
« d'une classe ; elle exige le concours de tous.

« Si le prolétariat ne veut que remplacer une législation
« de classe par une autre intolérante, injuste, exclusive il
« n'aura réalisé aucun progrès, aucune œuvre viable.

« En faisant les sacrifices nécessaires, la classe possé-
« dante peut trouver dans une transformation économique
« une vie plus enviable et plus paisible, une forme plus
« élevée de bonheur. »

La notion du *risque professionnel*, qui ne s'applique main-
tenant qu'aux accidents industriels, s'étendra bientôt à
la *vieillesse* et à l'*invalidité*.

Nous avons déjà l'obligation dans la liberté pour l'assu-
rance accidents ; tâchons de l'avoir pour la maladie, l'inva-
lidité et la vieillesse, et voici, comme appui à mon travail,
ces paroles prononcées au congrès de Dusseldorf en 1902
par M. Delatour, conseiller d'Etat.

Il a tenu à souligner l'accord si remarquable qui s'était
manifesté entre tous les orateurs français qui ont parlé de la
loi de 1898 sur l'assurance accidents (1).

« Le Congrès a entendu, dit-il, successivement, un repré-
« sentant des mutualités, un représentant des compagnies
« à primes fixes, le directeur de l'assurance sociale, un re-
« présentant du corps médical, un délégué des industriels.

(1) M. DELATOUR (quatrième séance de travail), *Congrès de Dusseldorf*,
page 962.

« un éminent représentant de la science sociale ; tous ont
« été unanimes à se féliciter du mécanisme de cette loi. »

Il termine en signalant avec quel plaisir il a fait cette constatation et que « si la France a pu sembler un peu lente
« sur la voie des réformes sociales, on ne cherche pas moins
« à atteindre le haut idéal de progrès, de solidarité sociale
« et d'humanité. »

Rome n'a pas été bâtie en un jour, ainsi que le dit si justement son excellence M. le D^r Bödiker dans sa lettre si flatteuse pour moi et qui honore de sa puissance élevée de pensée le début de mon modeste travail, mon Dieu, j'espère que par l'union de tous, les assurances sociales procureront de nouveaux bienfaits à notre cher pays et comme conclusion je ne puis que répéter ce que j'ai dit : *« Il faut demander pour l'hygiène, le bien-être et la paix sociale, l'obligation dans la liberté. »*

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

J. COURMONT.

Vu :

LE DOYEN,

LORTET.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

Président du Conseil de l'Université,

G. COMPAYRÉ

BIBLIOGRAPHIE

- M. BELLOM. — Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger, t. I. Assurance contre la maladie, Paris 1892, t. II. Assurance contre les accidents, première partie, p. 1 à 680, Paris 1893, deuxième partie, p. 681 à 1308, Paris, 1896.
- S. DE SAINT-AUBERT. — L'assurance contre l'invalidité et la vieillesse en Allemagne, IV, 392 p. annexes 150 p., Paris, thèse doct. en droit, 3 mai 1900.
- E. DUCLAUX. — L'hygiène sociale, Paris, 1902.
- D^r PLIQUE. — L'assurance contre la maladie en Allemagne, *Revue philanthropique*, t. V (mai à décembre 1899), p. 385 à 396.
- D^r SERSIRON. — Les sanatoriums, Paris, thèse doct. médecine, 1898.
- M. BELLOM. — Les assurances ouvrières devant le Congrès de Dusseldorf, *Revue politique et parlementaire*, août 1902.
- D^r Jean-Ch. ROUX. — Les mesures de défense sociale contre la tuberculose. Notes d'un voyage d'étude en Allemagne et en Belgique, Paris, Rueff, 1902.
- D^r ALVIN BIELEFELDT, conseiller intime, président de Sénat à l'Office impérial des assurances. — Du traitement médical des ouvriers assurés contre les accidents et l'invalidité en Allemagne, A. Asher et C^{ie}, éditeurs, Berlin, 1900.
- D^r CONRAD HARTMANN, conseiller intime, président de Sénat de l'Office impérial des assurances, professeur à l'École polytechnique de Berlin, Charlottenbourg. — Tarif des risques de l'assurance accident de l'Empire allemand, A. Asher et C^{ie}, éditeurs, Berlin, 1900.
- Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales*, sixième session tenue à Dusseldorf du 17 au 24 juin 1902, C.-T. Wiskott, éditeur-imprimeur, Breslau-Berlin, 1903.

D^r H. LE MEIGNEN. — La lutte sociale contre la tuberculose, *Revue hebdomadaire*, numéro du 23 mai 1903, Plon-Nourrit, éditeur, Paris.

D^r KLEIN, conseiller intime, président de Sénat de l'Office impérial. — Die Leistungen der Arbeiterversicherung des deutschen Reichs, A. Asher et C^{ie}, éditeurs, Berlin.

Société de sauvetage, Berlin.

D^r LUDVIG LAAS, conseiller intime et président de Sénat de l'Office impérial und D^r Frédéric ZAHN, conseiller intime et président de Sénat à l'Office impérial. — Einrichtung und Wirkung der deutschen Arbeiterversicherung A. Asher et C^{ie}, éditeurs, Berlin, 1902.

Maurice BLOCK, de l'Institut. — Influence de l'assurance ouvrière sur l'assistance publique, *Revue politique et parlementaire*, Armand Colin et C^{ie}, éditeur, Paris, n° 10 janvier 1898.

Das Unfallkrankenhaus zu Strasburg. Inauguration et discours le 27 novembre 1901, Strasburger Druckerei, R. Schults et C^{ie}, 1902.

HALLE. — Album de l'inauguration contenant la description de l'hôpital Bergmannstrost, quatrième section der Knappschafts Berufsgenossenschaft, 8 septembre 1884.

Professeur PANNWITZ, directeur du bureau international de la tuberculose. — Deutsche und Industrie und Technik bei Einrichtung von Sanatorien und Krankenhäusern, Verlag « das Rothe-Kreuz » G. m. b. H., Berlin, 1902.

MAX SCHLESINGER. — Das Rothe-Kreuz und die Berufsgenossenschaften, Carl Heymanns-Verlag, Berlin 1900.

D^r ZACHER, conseiller intime, président de Sénat à l'Office impérial, Guide pour l'assurance ouvrière de l'Empire allemand. — Leitfaden zu Arbeiter Versicherung des deutsches Reichs, deuxième édition, 1902, A Asher et C^{ie}, Unter den Linden, 13, Berlin.

PARANT, secrétaire général de l'Union de l'Ain. — III^e Congrès des Sociétés de Secours mutuels de l'Ain. Imprimerie du *Courrier de l'Ain*, Bourg.

Conférence du professeur ARLOING et du professeur agrégé SIRAUD. — *Le Mutualiste lyonnais* (M. Desthieux, directeur), n° du 24 juin 1903, Lyon.

GRASSET, RODET, BAUMEL, FORGUE et CARRIEN, professeurs à la Faculté de médecine de Montpellier. — Cinq conférence sur la tuberculose. Imprimerie Firmin-Montagne et Sicard, Montpellier, 1903.

GIDE (Charles), professeur à l'Université de Montpellier, chargé du

cours d'Économie sociale à la Faculté de droit de Paris. — Rapports du Jury international, 6^e partie, Économie sociale. Imprimerie nationale, Paris, 1903.

CHARMONT (J.), professeur de Droit à l'Université de Montpellier. — La Socialisation du Droit (leçon d'introduction d'un cours de Droit civil), *Revue de Métaphysique et de Morale*, juin 1903. Armand Colin, éditeur, Paris.

SON EXCELLENCE M. GÖBEL, président de l'Office impérial des assurances m'a remis une énorme quantité de statistiques et de notes qui dans le cours de cet ouvrage ont été amplement employées et m'ont rendu d'immenses services.

TABLE DES MATIÈRES

LETTRE DE SON EXCELLENCE M. LE D ^r BÖDIKER	I
PRÉFACE	V
INTRODUCTION	1

CHAPITRE PREMIER

Résumé et guide pour les différentes assurances ouvrières en Allemagne.	33
--	----

CHAPITRE II

Le tarif des risques des mutuelles corporatives en Allemagne. . .	63
---	----

CHAPITRE III

Le traitement médical des ouvriers assurés contre les accidents en Allemagne.	121
--	-----

CHAPITRE IV

Les établissements thérapeutiques des caisses d'assurance acci- dents.	137
---	-----

CHAPITRE V

Le traitement médical des ouvriers assurés en Allemagne contre l'invalidité	163
--	-----

CHAPITRE VI

Les établissements thérapeutiques des caisses d'invalidité. — Les sanatoriums.	181
---	-----

CHAPITRE VII

Le rôle de l'Office impérial et le rôle hygiénique et social des assurances en Allemagne	195
---	-----

CHAPITRE VIII

Ce que nous avons fait et pouvons faire en France.	205
BIBLIOGRAPHIE	221

LYON

IMPRIMERIE A. STORCK ET C^{ie}

Rue de la Méditerranée, 8
